

## La revue catholique des idées et des faits

## SOMMAIRE

Quelques lettres...

La fin du monde

La volonté de Clemenceau

L'offensive contre la Pologne

Encore les conventions franco-belges

Un concert

En enfer, au XX<sup>e</sup> siècle

Le vrai visage d'une colonie française

L'opinion catholique allemande et la victoire de Hitler

Pour la survie d'une belle œuvre

Cardinal Mercier

Général Leman

Lucien Cerfaux

José Vincent

Hilaire Belloc

A. De Ridder

Henri Ghéon

Alexandre Masseron

Philippe de Zara

Robert d'Harcourt

Marcel Crèvecoeur

Les idées et les faits : Chronique des idées : La Philologie en Belgique, Mgr J. Schyrgens. — France.

## La Semaine

Il y a aujourd'hui cinq ans, jour pour jour, qu'agenouillé au pied du lit, nous assistions à la mort en odeur de sainteté de notre grand Cardinal et que nous baisions, pour la dernière fois, cette main qui nous avait toujours été si paternelle. Une lumière de notre temps s'est éteinte ce jour-là, une figure disparaissait, dont le rayonnement ne fera que grandir avec le temps.

Nous voulons croire qu'ils sont nombreux ceux qui le prient d'intercéder auprès de Celui qui a reçu les nations en héritage afin qu'Il daigne éloigner de l'Eglise de Belgique et de la Patrie les dangers qui les menacent. Son étonnant prestige n'est plus là pour obtenir de ses coreligionnaires et de ses compatriotes les adhésions nécessaires, les renoncements sauveurs et les gestes pacificateurs. Mais du haut du Ciel, ce grand Evêque et ce grand Patriote continue de veiller sur ce qu'il a tant aimé ici-bas. Et sans préjuger en rien de ce que Romé décidera un jour, il est permis d'offrir nos supplications au Tout-Puissant par l'entremise de son saint serviteur Désiré-Joseph, qui avait à un degré éminent le sens de l'Eglise du Christ et le sens de son pays.

Nous devons à la très grande obligeance de M<sup>lle</sup> Leman, fille de l'illustre défenseur de Liège, communication des quelques lettres que nous publions en tête de ce numéro. Qu'elle veuille bien trouver ici l'expression de notre respectueuse gratitude.

\* \* \*

Pauvre M. Hulin de Loo! Il y a huit jours — si le manque de place ne nous avait contraint de renoncer à ces notes hebdomadaires — nous eussions encore pris la peine de souligner ses erreurs. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'à plaindre ce vieillard égaré dans le droit et dans la politique, et auquel de bien maladroits amis ont fait commettre faute sur faute. Plus personne d'autorisé n'ose le défendre. Son attitude est d'ailleurs indéfendable. On veut bien le déclarer « digne de tous les respects par son caractère et par sa science » — M. Devèze dans le *Soir* — mais on le lâche. MM. Max et Devèze, en interpellant le gouvernement, « s'étaient égarés sur une fausse piste ». L'*Autorité*, à laquelle nous empruntons ce jugement, ajoute : « M. Hulin de Loo apparaît dans cette affaire, non comme le champion de la liberté, mais comme celui de la licence. Son acte est anarchique ». C'est l'évidence même et M. Marcel-Henri Jaspas se fait l'apôtre de cette anarchie quand, dans l'*Indépendance*, il parle à tort et à travers de science et de liberté. « Le beau, le vrai, l'idéal, la science n'ont ni patrie, ni langue, ni frontières. » « L'esprit ne fait pas concurrence à l'esprit. » Et cette phraséologie creuse se termine par ce petit « envoi » du neveu à l'oncle : « M. Jaspas est trop intelligent pour ne pas savoir de longue date qu'en Belgique le ridicule et la petitesse d'esprit n'ont jamais empêché un homme de faire une carrière ».

L'oncle n'aura pas manqué de répliquer : Et voilà pourquoi, mon cher neveu, je ne désespère pas de te voir arriver...

\* \* \*

Mais revenons à M. Hulin de Loo. Le savant historien de l'art avait adressé une lettre-réponse de trois colonnes (*Indépendance* du 17 janvier) à M. Fulgence Masson, ministre d'Etat libéral. Celui-ci riposta de bonne encre. « Un shampoing à M. Hulin », écrit l'*Etoile*. La leçon est, en effet, administrée de main de maître. Elle était méritée. M. Hulin de Loo exagère et, avec lui, le petit groupe d'irréductibles Gantois. Ils rendent à la cause du français en Flandre et à l'union nationale de bien mauvais services.

Citons les dernières lignes de l'article de M. Masson :

Je ne sais ce qu'il faut le plus déplorer quand on lit les insinuations et les méchancetés dont est émaillée la prose de mon contradicteur : ou la déconsidération qui résulte pour la science dont il se glorifie, ou la mésestime qu'elle peut attirer aux savants. Sans doute est-il seul de son espèce. Souhaitons-le. Il l'a prouvé par la manière dont il comprend son devoir et observe la loi. Il le prouve encore par la distinction et la dignité de sa polémique. Il a la bonté de m'adresser des condoléances; je dédie les miennes à la logique qu'il enseigne et à la prose qu'il écrit.

\* \* \*

A la Chambre, M. Jaspas répondit excellemment à MM. Max et Devèze. Laissons là M. Max, moins qualifié que quiconque pour parler d'une question à laquelle il n'a jamais rien compris; Mais M. Devèze n'aura pas été très fier! Il a eu le grand tort de se laisser endoctriner par M. Jacques Pirenne, « qui conduit le parti libéral dans une impasse », avouent des personnalités libérales de tout premier plan. Et le pays aux abîmes, ajouterons-nous...

Citons la fin du discours du Premier Ministre pour y applaudir de tout cœur :

M. JASPAS, Premier ministre. — Le parlement, dans un vote dont je puis le féliciter et dans un grand esprit national, a voté à la presque unanimité l'université flamande à laquelle le peuple flamand avait droit. Il ne l'a pas fait à titre de concession, parce qu'il a considéré que c'était une œuvre de réparation et de justice. (*Très bien! et vifs applaudissements à droite et à gauche.*)

Ayant fait cela, rien n'est plus détestable que de donner aux Flamands l'impression que le lendemain on veut leur reprendre ce que le parlement leur a donné. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*) Cela, c'est une politique de guerre et de division. Nécessairement alors, les adversaires disent que le geste a été inspiré par l'hypocrisie, et ils disent : voilà qu'on a créé en face de votre université un institut dans le but de saper votre propre université, où les professeurs de l'Etat, payés par l'Etat, vont donner en français les mêmes cours que ceux dont ils sont chargés à l'université; le gouvernement a laissé créer un établissement en face pour combattre votre propre enseignement. C'est là une politique de division, c'est une politique de guerre, c'est une politique néfaste, je n'en veux pas. (*Très bien! applaudissements à droite et à gauche.*)

Permettez-moi d'ajouter que c'est là une politique qui favorise les menées que vous nous demandez de réprimer. (*Très bien! très bien!*)

Et, quant à vous, messieurs les interpellateurs, je sais que vos sentiments

sont excellents. Si vous développez une interpellation comme celle-ci, c'est en vrais Belges et bons patriotes. Mais laissez-moi vous faire remarquer que lorsqu'on a l'air de dire aux Flamands que nous leur donnons à contrecœur ce qu'ils demandent...

M. DEVÈZE. — Nous n'avons pas eu l'air de dire cela, pas un seul instant.

M. JASPAR, Premier ministre. — Je le sais, mais lorsqu'on cherche dans une question accessoire comme celle-ci à faire de la subtilité et à essayer de limiter certaines libertés, on donne à cet élément trouble un puissant adjurant qui met en relief cette thèse que la Belgique est incapable de faire le bonheur de la Flandre. (*Interruptions sur les bancs nationalistes flamands.*) Vous encouragez ces hommes qui disent : « Vous voyez, le gouvernement ne tient pas sa parole, il essaye de détruire ce qu'il a eu l'air de donner. » Je ne veux pas encourager ces gens-là, et c'est pourquoi nous réaliserons l'apaisement des esprits dans le pays. Nous avons donné aux Flamands l'université à laquelle ils avaient droit.

M. HERMANS. — Malgré vous.

M. JASPAR, Premier ministre. — Non, pas malgré nous, mais malgré vous!

Mais ce que nul ne peut contester, c'est que nous poursuivons avec courage, avec tenacité, notre politique, malgré des incidents pénibles comme ceux-ci.

M. DEBEUKELAERE. — Parce que nous sommes ici.

M. JASPAR, Premier ministre. — Allons donc! Vous n'y êtes pour rien. Depuis deux années, avec tenacité, nous poursuivons cette œuvre. Elle consiste, d'une part, à empêcher les éléments troubles et détestables de pervertir le sentiment national dans notre pays, et, d'autre part, à chercher à comprendre et à donner satisfaction aux besoins des Flamands comme des Wallons, à rechercher dans notre pays les formules qui doivent apaiser les conflits et maintenir l'unité de celui-ci.

Dans cette œuvre, nous sommes bien souvent méconnus; souvent on nous attribue des sentiments comme ceux-ci : tantôt c'est l'absence de conscience, tantôt l'indifférence, et le plus souvent la lâcheté!

Eh bien, je considère comme le plus grand honneur de ma carrière politique d'avoir eu le courage d'affronter la question linguistique, non pas de dire que j'allais la résoudre en un tournemain, comme on me l'a parfois spirituellement reproché, mais d'avoir eu, comme chef du gouvernement, le courage de l'aborder, de l'étudier, et la volonté de la résoudre.

Cette volonté, je l'ai encore, et il n'est personne qui me l'enlèvera. (*Vifs applaudissements à droite et sur plusieurs bancs à gauche. — L'orateur reçoit les félicitations de ses amis politiques.*)

\* \* \*

L'affaire Hulín de Loo n'est qu'un petit épisode — une tempête dans un verre d'eau — de la querelle linguistique. L'École des Hautes Études en est un autre, plus important. Nous avons dit déjà et nous ne cesserons de redire que sa création fut pis qu'une erreur, une faute. On s'obstine d'ailleurs à multiplier les maladresses. La liberté de l'enseignement n'a rien eu à voir avec la flamandisation de Gand, n'empêche que quantité de bons patriotes le croient toujours. La dite liberté n'est engagée en rien dans le cas Hulín de Loo, n'empêche qu'une certaine presse, toujours la même, fait croire à ses lecteurs que M. Hulín de Loo se bat en chevalier de la liberté!

Quant aux violences des étudiants gantois, M. Jaspar a bien raison de n'y voir que des excès estudiantins comme en ont connu et en connaîtront toujours les universités. Le grand mal n'est pas là, il est dans l'opposition de la « minorité » à la renaissance flamande; il est dans la conviction que le mouvement flamand veut « bouler le français hors la Flandre »; il est dans la croyance à un impérialisme flamand qui songerait à flamandiser la Wallonie!

Nous n'inventons rien. Le *Journal* de Paris a publié en éditorial, le 7 janvier, sous la signature de M. Charles Bossut, un article aussi bête que faux où tout cela se trouve expliqué. Il y est naturellement parlé des « petits vicaires de campagne qui veulent maintenir dans l'ignorance plus de deux millions de paysans afin de mieux les asservir au pouvoir de l'Église », du « Parlement belge qui, après avoir laissé commettre ce crime contre l'esprit (Gand-flamand) donna sans cesse encore, aux flamingants, gage sur gage », des Wallons qui « plutôt que d'être asservis aux Flamands, se tourneront désespérément vers la France »...

\* \* \*

Les grands responsables de ces idées-là? Nos journaux d'expression française. Tant que les Belges d'expression française ne connaîtront la question flamande que par les critiques qu'ils trouvent chaque matin dans leur journal, tant que des voix autorisées ne diront pas au pays, et avec éclat, qu'il est bon et salutaire pour la Belgique que la Flandre soit vraiment flamande, que cette flamandisation n'a rien d'antifrançais, que jamais le français ne

fut aussi répandu en pays flamand qu'en l'an de grâce 1931, que le mouvement flamand ne menace en rien du tout la Wallonie qu'il s'agit d'un renouveau culturel, d'un prestige racique et linguistique, tant que la majorité des Belges d'expression française croira toujours que le flamingantisme est un mal affreux, destructeur de la Patrie, dont les progrès ne sont que des défaites « belges » le malaise ne fera que croître. Si demain tous les Belges habitant la Flandre connaissaient *très bien* le flamand, si dans les classes dirigeantes flamandes l'usage du flamand cultivé ne répandait toujours davantage, serait-ce un bien ou un mal pour la cause de l'union nationale et pour l'avenir de la Belgique?

Toute la question flamande tient dans cette interrogation. Et si les choses continuent à aller de mal en pis, c'est parce que le gouvernement n'est pas encore parvenu à ôter de la tête de beaucoup de nos compatriotes l'idée que le « flamand » diminue tout ce qu'il conquiert.

Journaux belges d'expression française, si vous persistez à ne vous occuper du mouvement flamand — « dont les masses flamandes se désintéressent complètement » nous affirmait-on hier encore!... — que pour en critiquer les excès sans jamais en souligner la bienfaisance et la grandeur, vous conduirez la Belgique aux pires luttes intestines, faisant le jeu des extrémistes que vous croyez combattre. Persistez dans votre tactique néfaste, et les malentendus iront se multipliant et s'aggravant pour finir par réaliser cette « prédiction pessimiste » du M. Charles Bossut dont nous parlions plus haut : « Jamais les Liégeois n'accepteront la domination flamande. Tous leurs frères de race, ceux de Mons, de Tournai, de Namur, se rallieront sous les plis du drapeau au coq gaulois, au coq hardi, dressé sur ses ergots et qui aura bec et ongles pour combattre le vieux lion de Flandre »...

\* \* \*

On discute désarmement à Genève, ou plutôt préparation de la future conférence du désarmement. Dans le dernier numéro de la *Revue générale*, M. Joseph Mélot, ministre plénipotentiaire, membre permanent de la délégation belge à Genève, a fait, à ce sujet, de très intéressantes réflexions. L'Allemagne vaincue est désarmée par le traité de Versailles. Patiemment, le Reich travaille à reviser celui-ci. Le voici arrivé à prétendre qu'il possède un droit au désarmement de tous les États!

L'Allemagne ne consent plus à être désarmée; elle veut avoir le droit de s'armer dans la proportion qu'elle indiquera elle-même. Les clauses de son désarmement sont périmées pour elle. Cette conclusion de Genève se lie à celle où M. Curtius a parlé de la révision des clauses territoriales. C'est la révision sur toute la ligne.

Les raisons de l'opposition allemande sont claires. Si le Reich facilitait l'œuvre de désarmement général en adoptant comme première étape, la seule possible, le projet actuel, il devrait abandonner son instrument de révision des clauses militaires, dont il va se servir maintenant.

Il est compréhensible qu'après avoir souscrit à ces clauses dans la défaite, l'Allemagne soit désireuse maintenant de les voir abolir, comme elle veut abolir tout signe du désastre passé; mais si elle est devenue vraiment pacifique, comme le proclame son gouvernement, pourquoi veut-elle augmenter ses armes au moment où les autres nations limitent les leurs? Puisque son désarmement s'est fait dans l'intention de rendre possible le désarmement des autres, ses engagements l'obligent à attendre que, par réductions successives, les autres soient désarmés à son niveau, et rien ne lui donne le droit de rompre le traité pour s'armer au niveau provisoire des autres. Où est-il stipulé que ses obligations de désarmement seront d'une durée plus courte que ses autres obligations? Où est la clause ou l'accord lui permettant de se délier à certaines conditions? Est-elle si pressée de reprendre les armes, et dans quel but? Ces questions inquiétantes suffiraient à elles seules pour justifier des précautions de défense nationale chez les peuples envahis il y a seize ans.

\* \* \*

L'Allemagne assure qu'elle a tenu son engagement de désarmer, mais les chiffres publiés par la *Société des Nations* permettent d'établir que si, par rapport à 1913, la France a diminué ses

dépenses militaires de 16 %, la Grande-Bretagne les a augmentées de 3 %, les Etats-Unis de 89 %, le Japon de 52 % et l'Allemagne de 159 %!

Cent cinquante-neuf pour cent d'augmentation des dépenses d'armement dans un pays désarmé qui ne peut, d'après le traité de Versailles, entretenir ni aéronautique, ni artillerie lourde, ni chars d'assaut, ni autos blindés...

\* \* \*

L'Allemagne a réussi à porter devant le Conseil de la Société des Nations les plaintes de la minorité allemande en Haute-Silésie, et on discute gravement à Genève, en ce moment, la culpabilité de la Pologne!

« Tous les moyens de violence ont été utilisés contre cette minorité » a affirmé le Dr Curtius, représentant du Reich. Il ne faut pourtant pas être grand clerc pour deviner que l'Allemagne soutient sous main les minorités allemandes de Pologne et de Tchécoslovaquie et qu'elle entretient soigneusement, quand elle ne la fomente pas, l'agitation minoritaire. Il est bon de se rappeler aussi que l'Allemagne impériale, comme le dit notre ami Belloc dans son article, ne pratiqua jamais, vis-à-vis de ses sujets polonais, que la politique de la force.

Deux chiffres cités par le délégué de la Pologne résument bien la situation : pour 542,508 Polonais en Silésie allemande il existe 28 écoles polonaises, et pour 280,000 Allemands en Silésie polonaise, il existe 84 écoles allemandes.

La gravité de l'affaire, c'est que les plaintes de la minorité allemande en Pologne ne sont pour l'Allemagne qu'un simple prétexte. Le Reich ne cesse d'affirmer qu'il entend poursuivre par des moyens pacifiques (!) la rectification (le bel euphémisme!) de sa frontière orientale. Et voilà la pauvre Pologne, qui ne peut tenir le coup que si les Alliés se rangent à ses côtés, exposée à devenir matière à transaction. Le Reich est redevenu fort. Il ne craint pas de menacer. Ira-t-on, pour le tenir en repos et sauver la paix, jusqu'à lui sacrifier la Pologne? Voilà la vraie question...

Et la propagande allemande « donne » de son mieux. Hilaire Belloc nous dit que la presse anglaise accable Varsovie. Que feront la France et l'Italie? L'Allemagne joue son jeu, ici comme en matière de désarmement et en matière de réparations, mais les vainqueurs d'hier n'ont vraiment pas à se vanter d'en être réduits au rôle lamentable de victimes du chantage allemand.

\* \* \*

La question scolaire sera toujours actuelle. En France, c'est par l'école que furent portés à l'Eglise les coups les plus mortels, Et les réformateurs étaient prêts à sacrifier même la patrie à leur mystique laïque anticatholique. On a rappelé ces jours-ci le texte inouï de Renouvier, qui avec Schérer, Ferdinand Buisson et d'autres, entreprit, au lendemain de la défaite de 1870, la grande œuvre républicaine, la réforme scolaire.

« La France catholique est en résultante la France, pour celui qui la prend de 1512 à 1871. L'abaissement de cette France est un bien. Les événements ecclésiastiques de ce temps le démontrent clairement. L'abaissement de la France napoléonienne est un bien aussi. De quoi avons-nous à nous plaindre? *Au pis-aller, la France périra comme nation...* »

Et notre collaborateur et ami M. J. Calvet, à qui nous empruntons la citation, ajoute dans le dernier numéro des *Lettres* :

Il faut recueillir ce mot que je souligne; ces gens-là étaient les apôtres d'une religion nouvelle et on voit que leur fanatisme acceptait allègrement la fin de la France. La France a résisté à l'expérience. Mais on est en train aujourd'hui de faire le bilan des pertes qu'elle a subies. Ce qui apparaît avec clarté c'est que cette expérience laïque a supprimé une organisation spirituelle du caractère, de la conscience, de l'âme mais que l'instrument de dissociation a été incapable de reconstruire. Le vieil homme est mort, l'homme nouveau

n'est pas encore né; nous sommes dans l'interrègne et cette carence d'humanité est bien ce qui fait notre angoisse.

\* \* \*

Périodiquement, M<sup>lle</sup> Louise Van den Plas, secrétaire générale du Féminisme chrétien de Belgique, revient sur la question du suffrage féminin. Courage et constance dignes d'une meilleure cause!

« Quand on parcourt les revues féminines étrangères — écrite elle dans le *Soir* — on y relève fréquemment quelque amélioration de la condition de la femme. En Belgique, néant. » Ah! ce néant qui vous est asséné ainsi tout de go... Pauvres de nous, quelle misère!...

« Quelles objections peut-on opposer à l'électorat féminin? » Ah! nous y voilà!

« D'ordre *théologique* — répond M<sup>lle</sup> Van den Plas, — quant au principe d'une participation féminine à un régime électif, il n'y en a jamais eu. » Voilà qui semble clair et net et pourtant, qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire? D'abord il y a régime électif et régime électif. Contre le régime électif moderne, qui entend faire surgir la vérité politique uniquement de la loi du nombre, la *théologie* catholique fait valoir de très graves objections. Or il n'est question en 1931 que de ce régime-là et non pas d'un droit électoral limité et circonscrit tel qu'on le concevait au XIII<sup>e</sup> siècle et qui ne portait jamais sur les principes même de la vie en commun. Le suffrage universel pur et simple — *tout le monde décidant également de tout* — est une aberration. En thèse, la théologie le condamne. Pratiquement, il faut bien l'accepter là où il sévit, et la *théologie*, non seulement permet aux catholiques, mais leur fait une obligation de minimiser le mal autant que possible et d'employer, pour le bien, un instrument mauvais en soi. Tout ce que l'on peut donc dire, c'est que la théologie ne défend pas aux femmes de voter si on leur donne le droit de vote. Peut-on aller jusqu'à prétendre qu'il est permis de lutter pour étendre le droit de vote aux femmes quand on croit vraiment que *hic et nunc* cette extension rendra moins nocif le suffrage uniquement masculin? Admettons-le, mais à la condition expresse qu'il soit établi péremptoirement que cette universalisation du suffrage corrigera les méfaits du suffrage universel au lieu de les aggraver.

Quand M<sup>lle</sup> Van den Plas ne craint pas d'écrire que « de nos jours, les papes Benoît XV et Pie XI ont marqué nettement leurs sympathies pour le (!) suffrage féminin », force nous est bien de lui répondre : « Non, Mademoiselle, et vous prenez vos désirs pour la réalité. » Précédemment déjà, nous fûmes obligés de protester contre ces affirmations de l'honorable secrétaire du Féminisme chrétien; nous renouvelons nos protestations en défiant M<sup>lle</sup> Van den Plas de citer des textes authentiques justifiant l'emploi de l'adverbe « nettement ».

Si nous ne craignons d'abuser, nous nous permettrions de faire remarquer à ce propos que la dernière Encyclique sur le mariage ne rend pas un son très féministe et que, notamment, le passage sur « l'émancipation de la femme » est très dur pour les ferventes de l'égalité des sexes...

\* \* \*

Mais continuons notre lecture :

En réalité, il n'y a que deux adversaires du vote des femmes : l'égoïsme masculin qui redoute de perdre la forteresse qu'il s'est jalousement conservée, et l'anticléricalisme qui, à tort ou à raison, redoute l'orientation plus religieuse de la mentalité féminine et voudrait la déchristianiser avant de lui accorder une part d'influence dans l'ordre législatif.

Comme ces deux motifs aussi pitoyables qu'arbitraires ne sont pas avouables, on les recouvre de prétextes spécieux... ou ridicules.

Les socialistes belges sont évidemment opposés à l'électorat féminin par anticléricalisme. Le sommes-nous par égoïsme masculin? Nous le sommes parce que nous avons la conviction profonde

qu'en Belgique, la réforme ferait, rapidement, beaucoup plus de mal que de bien. Le suffrage universel des hommes a précipité le mouvement de déchristianisation, celui des femmes ne pourrait qu'accentuer l'allure. Le suffrage universel pur et simple inorganisé des hommes a corrompu toujours davantage notre vie publique; son extension aux femmes augmenterait le processus de décomposition.

Ah! s'il s'agissait, non pas d'accorder à toutes les femmes le suffrage universel pur et simple, mais seulement à certaines femmes le droit de voter sur des questions intéressant leur profession, ou la famille dont elles sont le chef, nous défendrions chaudement cette participation féminine-là à un régime électif circonscrit et *cr*anique. Mais pour les besoins de sa cause, une bien mauvaise cause, M<sup>lle</sup> Van den Plas confond pas mal de choses. Répétons lui que nous ne sommes pas adversaires de tout électorat féminin, mais seulement de l'électorat universel pur et simple de tous, hommes et femmes.

Comme exemple de confusion et de simplisme, d'affirmations gratuites et de contre-vérités, citons cette conclusion de l'article :

La vérité toute nue est celle-ci :

1° Dans notre pays de suffrage prétendument universel, une majorité masculine préfère continuer de gouverner les femmes sans les entendre, de peur d'être obligée à plus de justice;

2° Une majorité masculine anti-cléricale préfère continuer de dénier leurs droits politiques à la moitié des Belges, de peur de devoir constater que, la majorité des Belges n'étant pas anti-cléricale, les principes de la démocratie exigent qu'il en soit tenu compte.

Et c'est pour maintenir l'action législative sur cette double équivoque que la question suffragiste est tenue à l'arrière-plan, tandis que la justice distributive, l'intérêt féminin et l'intérêt familial exigeraient que cette réforme-là fût faite la première et sans tarder, comme prélude à beaucoup d'autres.

Et le lecteur bénévole d'éprouver l'impression que, tout de même, notre suffrage universel n'est pas vraiment universel et que, de cette inadéquation entre un *mot* et la *chose* signifiée, résulte comme une injustice... Erreur! Le droit de vote n'est qu'un droit positif qui n'est réel qu'après avoir été octroyé. L'emploi abusif de l'adjectif *universel* pour désigner une réalité qui ne l'est pas, n'affecte en rien la dite réalité. M<sup>lle</sup> Van den Plas peut bien parler d'équivoque!...

Et le lecteur bénévole de penser aussi qu'en « déniaient leurs droits politiques à la moitié des Belges », on attende aux principes de la démocratie. M<sup>lle</sup> Van den Plas ne l'affirme pas, elle l'insinue et voudrait le faire croire. Mais ce ne sont pas *leurs* droits politiques qu'on dénie aux femmes, mais *des* droits politiques. En écrivant *leurs*, M<sup>lle</sup> Van den Plas laisse entendre que ces droits politiques existent en ce moment, mais sont honteusement méconnus et indignement foulés aux pieds. Or, ces droits sont absolument inexistantes. L'équivoque toujours...

Quant à la démocratie et à ses principes, faut-il redire encore que *démocratie* est un de ces mots imprécis et creux au sens extensible à volonté, et que, s'il est au monde une institution humaine manquant de principes, c'est bien la démocratie politique ?

\* \* \*

« La vérité toute nue » est qu'une nation est composée de familles et non pas d'individus; que ces familles n'ont qu'un seul droit, celui d'être bien gouvernées; qu'il n'y a aucune espèce de raison qui autorise à penser qu'un régime de suffrage universel pur et simple — tous les hommes et toutes les femmes décidant également de tout — améliorerait l'actuelle condition de la femme; qu'au contraire, pareil régime, en travaillant à réaliser l'idéal féministe — la complète égalité entre l'homme et la femme — en tuant la famille basée sur « la fidèle et honnête subordination de la femme à son mari » (Encyclique sur le mariage!), détruirait toute vie sociale et toute civilisation.

Il est faux que la justice distributive exige la réforme dont M<sup>lle</sup> Van den Plas se fait l'apôtre; il est faux que l'intérêt féminin la réclame; il est faux que l'intérêt familial la demande. Loin d'exiger « que cette réforme-là fut faite la première et sans tarder, comme prélude à beaucoup d'autres. » l'intérêt féminin et l'intérêt familial exigent que ne soit jamais étendue, aux femmes, en Belgique cette peste qui a nom: le suffrage universel pur et simple inorganisé.

Pour améliorer la condition de la femme en Belgique, pour favoriser les intérêts familiaux, il faudrait, non pas faire voter les femmes comme les hommes, mais réformer le suffrage universel pur et simple dans le sens familial et dans le sens professionnel. Étendre le mal pour le guérir est une tactique déraisonnable. Il faut au contraire le limiter et l'endiguer. Le Féminisme chrétien ferait œuvre utile et salutaire en luttant pour le suffrage familial (avec droit de vote aux femmes chefs de famille) et pour une organisation de suffrage professionnel (avec droit de vote égal aux hommes et aux femmes exerçant la même profession) étant entendu qu'à ces réformes des corps électoraux correspondrait aussi une réforme quant à leur compétence, c'est-à-dire à la question de savoir quels problèmes concrets sont à soumettre aux différents corps électoraux.

### CONFÉRENCES CARDINAL MERCIER

Salle « PATRIA », 23, rue du Marais, Bruxelles.

Les mardis

27 janvier, 3 et 10 février 1931

à 5 heures,

**R. P. SANSON**

le plus grand orateur sacré de l'heure

fera trois conférences sur



l'appel des « **Enfants du Siècle** »

CES CONFÉRENCES SERONT RÉPÉTÉES

les jeudi 29 janvier, mercredi 4 et vendredi 13 février 1931

à 8 1/2 heures.

PREMIÈRE CONFÉRENCE :

« **Qui croire ? Que croire ?** »

DEUXIÈME CONFÉRENCE :

« **Qui nous délivrera de l'esclavage de l'argent et des sens ?** »

TROISIÈME CONFÉRENCE :

« **Qui apaisera notre soif d'éternel et d'infini ?** »

Des abonnements, places numérotées, pour les trois conférences du R. P. SANSON, sont en vente à la Maison Lauweryns, 36, Treurenberg, aux prix de :

60 francs pour les trois conférences, à 5 heures (il ne reste de disponibles que des places sur la scène);

50, 35 et 25 francs, pour les trois conférences du soir.

Des cartes d'entrée pour une seule conférence seront mises en vente, à partir du 15 janvier seulement, à 25 francs pour les mardis, à 5 heures; et à 20, 15 et 10 francs pour les conférences du soir.

# Quelques lettres...

A Monsieur le Général Leman.

Archevêché de Malines.

Malines, 21 mai 1909.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

Votre aimable attention m'a touché et je vous en remercie vivement. J'avais en effet témoigné à M. Goedseels, dont le caractère m'inspire tant de respect et de sympathie, le désir, peut-être légèrement indiscret, de voir les formules axiomatiques sur lesquelles il fait reposer ses convictions religieuses. Je me figurais qu'il en avait gardé le brouillon. Je suis heureux d'en avoir pris connaissance, grâce à votre obligeante communication.

Vous dites, Monsieur le Général, que votre raison n'est pas « subjugée ». L'homme n'a fondamentalement qu'un devoir, celui d'être sincère avec lui-même. Vous l'êtes, votre devoir primordial est accompli.

Vous n'interdirez pas à ceux qui croient à la Divine Providence de l'invoquer à votre intention, afin qu'Elle daigne vous rendre participant de la Paix intérieure dont ils ont conscience de jouir.

Je suis un inconnu pour vous, mais l'Évangile me fait voir en toute âme humaine une âme sœur de la mienne et m'impose, en conséquence, le devoir très doux à accomplir en la circonstance présente de m'intéresser religieusement à ceux que je considère comme en marche seulement vers la vérité définitive.

Agrez, Monsieur le Général, l'expression de ma très haute considération.

† D.-J. Card. MERCIER,  
Arch. de Mal.

Archevêché de Malines.

Malines, le 13 septembre 15.

MON GÉNÉRAL,

Nos compatriotes, les vôtres aujourd'hui plus que jamais, vivent par la pensée et par le cœur à l'étranger plus que chez eux. Votre souvenir, cher ami, — laissez-moi vous donner ce nom qui seul est adéquat à mes plus intimes sentiments — est vivace parmi nous. Nous vous espérons, nous vous attendons, et nous essayons de nous consoler de notre longue attente, en vous envoyant quelques faibles témoignages de notre affection reconnaissante.

La « Cantine du soldat prisonnier » veut bien se charger de vous faire parvenir de ma part ce mot très sec, avec quelques riens qui devraient pouvoir tempérer l'amertume de votre régime. Acceptez-les, je vous prie, avec mes regrets de ne pouvoir rien faire de plus efficace à votre intention.

Quand reprendrons-nous nos entretiens de jadis? Il m'est revenu que vous avez le courage de vous enfoncer dans les mathématiques et, même, que vous ne perdez pas de vue la philosophie et l'apologétique. J'en ai éprouvé un réel réconfort.

Je prie mon ange gardien de porter au vôtre l'expression de ce que j'ai de meilleur dans le cœur et l'assurance que le père spirituel du diocèse auquel vous appartenez, vous recommande spécialement à Dieu et vous bénit.

† D.-J. Card. MERCIER,  
Arch. de Mal.

Kriegsgefangenen-Lager  
Blankenburg i/Mark

Camp de Blankenburg i/Mark, le 10-10-15.  
Allemagne (Prusse)

ÉMINENCE !

J'ai reçu votre lettre avec bonheur et le titre d'ami que vous voulez bien me donner m'a très vivement touché; je m'en sens honoré et j'y réponds pleinement, avec tout mon cœur.

Merci aussi pour le colis que vous m'avez adressé et que j'ai reçu en parfait état. C'est un témoignage particulièrement affectueux, et qui peut ignorer combien les prisonniers sont sensibles aux marques d'intérêt!

Oui, Eminence! — j'allais dire chère Eminence — l'étude est un grand soutien. J'ai fait des mathématiques, de la fortification et de l'apologétique, comme vous vous en doutez.

Mes réflexions de l'exil ont surtout renforcé en moi cette pensée qu'un homme se rend coupable d'un véritable crime quand il cherche à ruiner la foi religieuse chez son prochain. Et celui qui, pour perpétrer cet attentat, s'appuie soi-disant sur la science, y ajoute le faux témoignage. Dans quelques conférences scientifiques que j'ai données ici aux officiers, mes compagnons de captivité, j'ai combattu l'erreur assez commune que la science fournissait la vérité absolue ou inconditionnelle; j'ai démontré en outre, ce qui était aisé, que l'on ne peut entrer dans la science que par des actes de foi répétés. J'aurai l'honneur de vous en reparler; pour le moment, je me bornerai à vous dire que j'entends par acte de foi un acte de la volonté souscrivant à un postulat.

Eminence! croyez à toute mon admiration, à ma respectueuse affection; recevez mes vœux les plus cordiaux et veuillez agréer mes sincères remerciements pour votre bénédiction.

Général LEMAN.

Archevêché de Malines.

7 janvier 16.

MON GÉNÉRAL,

Nous vivons, par la pensée, à vos côtés. C'est vous qui, le premier, avez donné à la Belgique la leçon d'énergie dont elle avait besoin pour supporter le choc des événements. Aussi notre reconnaissance pour vous est-elle aussi vive que le premier jour. Et c'est de tout cœur que nous nous associons à la douleur de votre long exil. Mais, Dieu merci, nos courages ne fléchissent pas. Si vous voyiez nos compatriotes, comme je les vois; si vous sentiez le cœur du peuple battre sur le vôtre, vous seriez content. Vous vous diriez que votre exemple et le sacrifice de votre liberté ne sont pas perdus.

Je compte partir pour Rome dans quelques jours; mais mon absence sera de courte durée.

Laissez-moi vous offrir, mon Général, avec mes vœux les meilleurs, la nouvelle assurance de mon affectueux dévouement.

† D.-J. Card. MERCIER,  
Arch. de Mal.

Sur un portrait-carte postale.

23 novembre 16.

MON CHER GÉNÉRAL,

*J'apprends par mon ami, par votre ami Goedseels, que vous n'avez pas reçu ma photographie. J'avais bien reçu la vôtre; j'y avais admiré la vigueur de la main qui serre la poignée de l'épée et je l'avais, depuis lors, toujours tenue sur ma table de travail, à la fois comme souvenir et comme symbole. J'espère que ce nouvel échantillon vous parviendra et ira vous dire mon attachement fidèle et ma reconnaissance patriotique. Que le Bon Dieu vous garde et vous ramène!*

† D.-J. Card. MERCIER,  
Arch. de Mal.

A Mademoiselle Leman.

Archevêché de Malines.

MADEMOISELLE,

*L'annonce si inopinée du coup qui vous frappe m'a vivement ému. Huit jours plus tôt, votre vaillant père avait encore dominé ses souffrances pour venir me serrer la main à l'évêché de Liège. Nous avons bien trouvé que ses traits étaient altérés et son teint malade, mais il y avait une telle vigueur dans sa volonté, une si belle netteté dans sa pensée, que nous nous plaisions à espérer que l'âme du soldat aurait raison des infirmités que lui avaient laissées les journées héroïques de la résistance de Liège.*

*Une fois de plus, je m'incline avec respect devant le héros qui a inauguré notre résistance triomphale à l'envahisseur.*

*J'ai prié, je continuerai de prier pour lui. Il cherchait anxieusement la vérité intégrale. S'il n'a pu nous donner, à vous et à nous, l'assurance de l'avoir aperçue, nous avons le droit d'espérer que la miséricorde infinie de notre Dieu la lui fera néanmoins découvrir.*

*Vivons de cet espoir, Mademoiselle, vivez-en, vous et les vôtres, cherchez là votre plus intime consolation dans votre épreuve à laquelle je m'associe chrétiennement.*

*Agréez, je vous prie, Mademoiselle, avec cette expression respectueuse de mes condoléances, l'assurance de mes sentiments bien dévoués.*

† D.-J. Card. MERCIER,  
Archevêque de Malines.

## La fin du monde

Je n'annonce pas les ultimes calamités.

J'en sais ce que tout le monde sait, qu'elles se produiraient d'elles-mêmes le jour où notre planète, comme une maison trop vieille à la fin des fins, ne tiendra plus.

D'ailleurs, ce n'est pas l'anéantissement du monde, c'est la fin de l'humanité qui est tragique. Nous ne nous intéressons pas aux avatars d'une terre sans habitants. Nous nous résoudrions, quand le globe sera trop froid, à coloniser Mars ou Jupiter. Mais quel rêveur construira, pour ce jour-là, l'arche transéthérienne?

Au point de vue religieux, au point de vue simplement philosophique, la méditation des inéluctables destins est utile et bienfaisante, puisqu'elle est vraie. Comme tant d'autres manifestations de la Vie, la race humaine est condamnée à mourir; on peut, sans misanthropie, songer au temps où l'Intelligence ne palpitait plus.

De nos ancêtres de la préhistoire, il reste du moins que nous som-

mes là, avec nos fouilles et nos musées, pour parler d'eux. Grâce à nous, de plus jeunes civilisations, plus complètement oubliées, sont ressuscitées. Mais notre civilisation, ou celle de nos arrière-neveux, de ceux-là qui monteront la garde devant l'agonie du monde, il ne demeurera que des ruines sans archéologue ni poète, et toute l'épopée de l'Humanité n'aura pas tenu plus de place devant le sablier imperturbable du temps, qu'un vol de libellule dans un rayon de soleil.

Depuis quelques années, de très distingués savants, philosophes et préhistoriens, — je veux parler de M. Le Roy, professeur au Collège de France, et du R. P. Teilhard de Chardin (1) —, promettent à une Humanité future, libérée définitivement des entraves de la matière, un avenir d'une fécondité sans limites. Est-ce plus vraisemblable que la migration aux étoiles?

\* \* \*

Grâce à Dieu, les rives dans lesquelles le fleuve de la vie s'écoule si rapidement sont immobiles. Une existence extérieure, une vie spirituelle mesure le flot humain.

Pensée nécessaire : c'est pourquoi Dieu l'a mise à la portée des petites gens comme nous dans nos Livres Saints. Ceux qui lisent ceux-ci savent encore que cette vie humaine, entre ses rives immobiles, coule vers une mer immobile. Le passage se fera du temporel à l'éternel, du flux à la stabilité. Il faut s'y attendre. Il faut attendre l'avènement final comme une fête.

Oui, comme la plus grande fête du monde! Si on n'avait pas Dieu à côté de soi et devant soi, le dernier soupir de l'humanité serait la misère des misères, la mort d'Audré dans le froid lugubre et gris des glaces; l'unique survivant ne ferait même plus l'héroïque et inutile geste d'avancer sa mort d'une heure pour sauver ses notes. Avec Dieu, la fin du monde est une liesse. Qu'on évoque toutes les allégresses, celles des Joyeuses Entrées et des défilés sous les arcs de triomphe. La mort de l'homme est l'arrivée de Dieu. Ce sera, rêvaient les auteurs d'apocalypses, plus beau qu'aux premiers jours de la création et Dieu prendra Adam avec lui, pour en avoir son témoignage : car il faut que la fête finale éclipe la première en enthousiasme.

Saint Jean a publié à notre usage, dans son Apocalypse, le programme de l'inauguration du Monde nouveau. Il est bon de préparer les couronnes, les parfums, les habits de fête et de savoir à quoi s'en tenir.

\* \* \*

Nous osons donc recommander la lecture de l'Apocalypse. Mais ce livre cache des écueils. Depuis Cérinthe jusqu'à Vintras, en passant par Joachim de Flore, il a nourri toutes les rêveries religieuses excentriques, le signal imminent des dernières trompettes, les mille ans de joies paradisiaques sur notre terre, pour gorger de mets les assoiffés de justice, et les paliers mystiques qui mènent jusqu'à la grande et ultime révélation de l'Esprit, justification de tous les hérésiarques.

Défions-nous de nos propres lumières, et défions-nous des illuminés. « Donc, au milieu de cette nuit-là, écrivait Joachim de Flore dans son célèbre prologue à l'explication du livre, voici ce qui m'advint, dans le silence des heures sombres : au moment indiqué par la tradition comme celui où le Lion de la Tribu de Juda ressuscita d'entre les morts, soudain le regard de mon esprit fut illuminé, et la révélation me fut donnée, en pleine clarté spirituelle, du sens complet de ce livre, de toute la Concordance de l'Ancien et du Nouveau Testament ». On allumerait cent bûchers avec ce papier.

Prenons donc un guide moins aventureux. Le R. P. Lavergne

(1) *Revue des Questions scientifiques*, novembre 1930, p. 390.

## La volonté de Clemenceau<sup>(1)</sup>

En Clemenceau, il y eut d'abord un Rastignac, et aussi un Paul Astier (voir le drame d'Alphonse Daudet : *La Lutte pour la vie*) : — un Rastignac, se colletant avec la gloire, la courtisant avec des violences et des bourrades, sans bien savoir ce qu'il voulait d'elle, ou, en tout cas, lui demandant bien plus encore l'abaissement de ses ennemis que son élévation propre ; — un Paul Astier, convaincu que la concurrence vitale, et non plus l'entraide, est la loi de nature, et que la vie politique, la vie sociale, ou la vie tout court est simplement une mêlée où, comme dans le règne animal, les forts viennent à bout des faibles.

Puis, plus tard, beaucoup plus tard, dans le même homme il y eut un héros : le Père la Victoire.

Les visées du Clemenceau de la première manière ne furent pas toujours souverainement belles, ni souverainement beaux les biais qu'il prit pour parvenir. Suarez avoue qu'il arriva au Tigre de la moins bonne époque de se montrer « cynique dans le choix des moyens ».

En revanche, les visées de Clemenceau-héros furent sublimes, comme chacun sait et comme le proclamera l'histoire. Sa native férocité même, aux jours de la grande tribulation nationale, se tourna en surhumaine vertu, et cela dès la tragique minute où le salut du pays réclama un maître implacable.

On ne saurait toutefois oublier qu'à quelque période de sa vie qu'on évoque le Tigre, il est un point sur lequel il ne fut, pour ainsi dire, jamais en défaut. Aux pires, comme aux plus grands moments de sa carrière, on ne l'a jamais vu manquer de volonté ni de courage. Ou, s'il lui est très furtivement arrivé de fléchir sous l'épreuve, nul n'ignore quelle fut, après une chute, son aptitude à rebondir.

Sur ce point, comme sur tant d'autres, il dépassa infiniment Gambetta. Il put être cynique, méchant, rageur et sans doute envieux : jamais il ne cessa d'être un brave. Jamais il n'y eut en lui la pseudocrânerie, la bravoure seulement verbale du tribun opportuniste, qui eut si tôt fait, après 70, de dégager son pied de la chaîne et du lourd boulet de la revanche.

Clemenceau fut un autre homme, partant, un autre orateur. Ce n'est pas qu'il n'ait jamais compromis son talent dans l'exploitation des plus rebattus des lieux communs ni qu'il ait toujours rejeté certain triste vocabulaire de réunion publique. Mais, en général, il ne s'attardait pas trop à ces sottises, se contentant simplement de donner à la foule ou aux parlementaires, gourmands de clichés à physionomie de dogmes, leur juste picotin de traditionnelle rhétorique. Passé les utiles ménagements et les nécessaires précautions oratoires, il se laissait emporter aussitôt par sa passion, voire par ses haines, et livrait bataille avec une ardeur magnifique.

Entre les violences de Gambetta et celles de Clemenceau, je vois un abîme. Les fureurs de celui-ci n'étaient jamais jouées. D'où son prestige et la puissance de son action à la tribune. Gambetta, lui, ne donna le plus souvent à la Chambre et ailleurs que ce qu'il pouvait donner : savoir, ce que les jeunes Delobelle du Conservatoire et les personnages touchants des moins bons tableaux de Greuze prodiguent avec une si insistance maladroite : les signes extérieurs de l'émotion.

Suarez a mal intitulé son livre énorme, et précieux malgré les préventions si apparentes. Non pas que l'orgueil n'ait jamais été le mobile de son héros. Mais, à la vérité, cet orgueil, comme tout orgueil fut plutôt une faiblesse. Les historiens à venir prétendront parler de la vie ardente et volontaire de Clemenceau. Et ces deux qualificatifs seront bien plus généreux et bien plus justes que l'épithète hasardée de Suarez.

Où, Clemenceau a été surtout un ardent et un volontaire, — en somme, le très légitime fils de ce Benjamin Clemenceau, qui

(1) Notre collaborateur M. JOSÉ VINCENT prépare un livre sur Clemenceau (qui portera en sous-titre : *La médaille avait deux faces. Un peu moins de légende et un peu plus d'histoire*) dont il a bien voulu nous communiquer ce chapitre.

vient de mettre à la portée du grand public, dans une réduction, le savant commentaire du R. P. Allo (1). Sans doute, ce n'est pas un éclair pour éblouir, sous prétexte d'illuminer. Mais on y découvre des nouveautés radieuses, comme dans une lumière matinale. « En vous lisant, écrit le R. P. Allo dans la préface de l'ouvrage, les esprits capables de méditation personnelle se rendront mieux compte que l'Apocalypse est le manifeste le plus divin de la constance et de l'espérance, qui prémunit à la fois contre l'illumination et le découragement, car il nous enseigne au nom de Dieu que, si la victoire finale de l'Eglise est assurée, il dépend de chaque croyant, à toute époque et à tout pays, de devenir le « vainqueur » qui aura sa place dans la Jérusalem céleste ».

Il est trop naïf, en effet, de tout attendre de Dieu. Le royaume de Dieu réservé à l'avenir, est déjà cependant en nous ; la grande valeur de l'Apocalypse, c'est précisément de nous faire sentir les arômes d'éternité dont l'atmosphère actuelle est chargée. Le R. P. Lavergne a dégagé, au cours de son commentaire, cette puissance de suggestion spirituelle de la vision prophétique de Patmos.

\* \* \*

Relisons, avec lui, les dernières lignes du livre, sa leçon essentielle.

*Moi, Jésus, j'ai envoyé mon ange vous témoigner ces choses au sujet des Egéïes. Moi, je suis « la Racine » et la race de David, l'Etoile éclatante du matin.*

*Et l'Esprit et la Fiancée disent :*

— Viens!

*Et que celui qui écoute dise :*

— Viens.

*Et que celui « qui a soif vienne », que celui qui veut prendre « de l'eau de la vie », gratuitement! (2)*

Sur quoi le commentateur a noté :

« Réponse extasiée de tous les fidèles sous l'influence du Saint-Esprit. Ils implorèrent la venue invisible et continue de Jésus et son avènement final. La Cité céleste touche déjà à la terre; elle est déjà construite; elle est déjà habitée ».

Que ces formules mystiques suffisent à nos curiosités. Scruter les temps que le Père a fixés en sa puissance, c'est chose inutile et probablement nuisible. Nous risquerions de nous détourner des devoirs de l'heure présente.

Comme l'a dit finement un vieil auteur d'apocalypse, le plus raisonnable de tous ceux qui ne furent pas inspirés par Dieu : ce n'est que par égouïsme que l'on s'inquiète du temps fixé pour la fin du monde; on n'a plus le courage d'attendre.

« Quand le terme arrivera-t-il, demande à Dieu Esdras, le voyant : nos jours sont courts et mauvais ». Il reçoit la réponse : « Ne sois pas plus pressé que le Très-Haut. Tu te presses par intérêt personnel, le Très-Haut regarde plus loin. Les âmes des justes défunts, dans les cellules où elles sont gardées, ont posé la même question : Quand donc aurons-nous fini d'attendre, et recevrons-nous notre récompense, la récolte battue et vannée? L'archange Jérémie leur a transmis ma réponse : Quand j'aurai parfait le nombre des âmes vos pareilles. Car Dieu a pesé les siècles dans sa balance, il a mesuré le Temps dans son setier... (3) »

LUCIEN CERFAUX.

Professeur à l'Université de Louvain.

(1) R. P. LAVERGNE, O. P. *L'Apocalypse*. Edition abrégée. Préface par le R. P. Allo. Paris, Gabalda, 1930.

(2) *Apocalypse*, XXII, 16-17, traduction Lavergne.

(3) *Apocalypse d'Esdras*, IV, 33-36.

le façonna du reste, corps et âme, lui léguant un tempérament violent et un fort lot d'exécutions.

Les ardeurs de 48 furent aussi pour quelque chose dans l'épanouissement de la volonté de Georges Clemenceau, — et surtout l'épisode, très vivement conté par Suarez, de l'emprisonnement de son père :

« Le préfet Chevreau avait mobilisé la garnison pour assurer le départ du prisonnier. Celui-ci sortit de prison un matin, encadré de géoliers...

« La foule, derrière une double haie de soldats, murmurait. D'une fenêtre amie, M<sup>me</sup> Clemenceau, sanglotante, put adresser à son mari un suprême adieu. Celui-ci montait sur le marchepied de la voiture lorsqu'un jeune homme fendit brutalement la double haie de soldats et se jeta dans ses bras. Son geste avait été si rapide que les géoliers n'eurent pas le temps d'intervenir. Ce fut, entre ces deux hommes qui avaient appris à se connaître et à se juger dans l'épreuve, une étreinte silencieuse, émoignative.

— Je vous vengerai, père, murmura Georges.

Georges tint parole.

Serait-il très exagéré de dire qu'il a passé sa vie à venger son père, ou que, du moins, cette belle fureur initiale, il l'a exploitée et en quelque sorte *retournée*, sa vie durant, contre les adversaires de sa personnelle conception démocratique et de ses personnelles ambitions?

En tout cas, pendant plus de cinquante années d'histoire de notre pays, pas un seul homme politique de la III<sup>e</sup> République n'eut autant que lui le droit de crier fièrement sur tous les toits ces mots, nullement outrecuidants, de sa lointaine jeunesse :

« Le courage ne nous manque pas... Nous sommes forts... »

Oui, le moral de Clemenceau était de belle trempe. C'est pourquoi il n'aima jamais les fanfarons, ni les pleutres. Et Dieu sait s'il eut l'occasion d'en rencontrer dans la triste atmosphère des parlements où ne se trempent jamais les caractères. C'est pourquoi dans l'homme à l'index braqué sur les Vosges comme un pistolet de paille il eut tôt fait de démêler le Pyrgopolyrice, le Picrochole des temps nouveaux, tout cuirassé, tout bardé, tout armé, ou mieux, tout caparaçonné de belles paroles. D'où les mots cinglants du Tigre à son sujet :

« Ce Gambetta n'est décidément qu'un jobard. »

Ne serions-nous pas autorisé à soutenir, à ce propos, que Clemenceau, quoique doué d'un moins vaste génie que Bismarck, à qui on l'a plus d'une fois comparé, eut, en général, plus de nerf et moins de nerfs que le névrosé chancelier qui ne fut pas toujours de fer?

N'oublions pas son saint entêtement sur la question de l'Alsace, et de la Lorraine. A l'occasion de ce saignant problème, il a bien pu lui arriver jadis d'errer lamentablement quant aux moyens de recouvrer les deux provinces perdues. A l'endroit des armements, il a pu se permettre de folles erreurs. Durant l'affaire Dreyfus, il a pu de même saper de ses mains, si mal à propos furibondes, tout notre prestige militaire et rendre vains pour longtemps le travail silencieux et les efforts des grands chefs : son patriotisme néanmoins n'avait pas décliné. Absurde paradoxe, vérité pourtant certaine, mais qui s'explique par le fait que Clemenceau avait, si l'on peut ainsi dire, encore bien plus d'estomac que de caractère, le caractère impliquant toujours le souci du bien, la maîtrise de soi, la suite dans les idées et la grandeur d'âme.

Une des faiblesses de cet homme fort aura été, sauf en 17 et 18, de moins aimer ses propres idées, même quand elles étaient de salut national, qu'il ne détestait les tenants des idées contraires. Presque tous ses aveuglements, ses erreurs et ses échecs viennent de là.

Il adorait casser la tête à des poupées, parlementaires ou autres, que ne cassait-il plutôt, ou seulement, la tête aux idées fausses!

Aussi dans sa lutte contre Ferry sur les expéditions coloniales, il y eut, quoi qu'il en ait dit plus tard lui-même, bien plus un furieux duel d'homme à homme qu'une véritable controverse. Pourtant il avait beau jeu à attaquer les petites diversions tonkinoises de son adversaire.

Mais alors que ne plaiderait-il dans le calme, en patriote, au lieu de foncer en partisan, ravalant tout le débat, si grave, au bas niveau d'un pugilat entre deux misérables formules politiques : l'opportuniste et la radicale!

Suarez embellit donc les choses quand il prétend que Clemenceau

attaquait ses ennemis « avec fougue et élégance, à la française. Fontenoi, quoi! *Tirez les premiers*. Non, ne parlons pas ici d'élégance, mais plutôt — il y a une nuance, que tous les délicats comprendront — de fringance frénétique et piaffante.

Toutes les armes étaient bonnes à Clemenceau contre ceux qu'il n'aimait pas : l'épée, la cravache, la massue, voire l'épingle ou la fine aiguille pour les piquer au bon endroit.

Ferry, en particulier, subit toutes les sortes possibles d'offenses. Il fut pourfendu, fouetté, lardé, mais plus encore assommé.

Les ministères immolés, aussi.

Malgré son intention assez visible de faire flotter sur certaines responsabilités de pudiques voiles et de diminuer le rôle de Déroulède lors de la séance fameuse où celui-ci lança contre Clemenceau une si courageuse attaque, Suarez n'a pas mal conté les épisodes de la sinistre affaire de Panama.

Mais il va sans dire que Barrès, dans les violentes pages de *Leurs Figures*, consacrées aux mêmes incidents, offre un tout autre intérêt. Ce jour-là, il faut en convenir de bonne grâce et dans l'intérêt de la justice, Déroulède eut le beau rôle. Sa bravoure dépassa de cent coudées celle de Clemenceau, dont la défense certes fut vaillante mais haineuse et fielleuse, et, au total bien moins énergique. On sait aussi qu'en l'occurrence le Tigre ne fut rien... qu'un tigre, harcelé, traqué, aux dents et aux griffes cruelles, mais réduit, devant l'assaut superbe, à l'indigente contre-offensive d'un non et de quelques insultes, dont, il est vrai, toute la Chambre fut secouée, mais qui ne lui valurent pas cause gagnée. Devant la redoutable diatribe, il ne lâcha pas pied, mais se mit simplement en boule, tout hérissé, vrai fauve, attendant le moment favorable au bond vengeur, qu'au demeurant il manqua :

*Ramassé sur ses reins musculeux, il dispose  
Ses ongles et ses dents pour son œuvre de mort...*

Son cri de fureur « Monsieur Déroulède, vous en avez menti », ne pouvait être qu'une faible réponse aux mots à jamais célèbres. Déroulède pouvait bien se tromper. Mais il n'était pas homme à mentir. C'est pourquoi chacune de ses menaces fit balte.

« Ce complaisant, ce dévoué, cet infatigable intermédiaire, si actif et si dangereux, vous le connaissez tous, son nom est sur toutes vos lèvres; mais pas un de vous pourtant ne le nommerait, car il est trois choses en lui que vous redoutez : son épée, son pistolet, sa langue. Eh! bien, moi, je brave les trois, et je le nomme : C'est M. Clemenceau. »

« Clemenceau », alors, raconte Barrès, « dans ce romantisme irrésistible, exagère d'autant son type desséché et précis. Les bras croisés, le regard insultant, la figure verte, il cherche son souffle. Et soudain, d'un « Non » brutal il coupe de sa place Déroulède qui réplique :

« Nous réglerons ailleurs les oui et les non. »

Ce jour-là il n'est pas d'épreuve que Clemenceau n'ait subie. La pire fut peut-être la penaude et glapissante intervention d'un maladroit ami, « le jeune Pichon, figure honnête et naïve », sorte de « Robespierre jeune » comme dit également Sarres, « qui court sur la charrette rejoindre son aîné ».

Ce petit Pichon (1), animé d'un saint zèle, avait tenté de couvrir de sa frêle personne le Tigre attaqué. Ce fut grêle et touchant.

« Ils sont prêts (ils : vos amis, et ceci s'adressait à Clemenceau) à vous donner le témoignage de leur estime et de leur grand respect, ils vous l'apportent par ma bouche. »

« C'est de mauvais effet au théâtre », ajoute à ce propos le rude Tacite de l'impitoyable livre, « qu'un seul figurant remplisse le rôle de la foule.

Le résultat fut sinistre.

Mais il n'était pas possible que le rieur naguère déchainé qui avait tué tant de gens sous le ridicule, y sombrât à son tour. Sèchement il répondit :

— Je n'ai besoin du témoignage de personne.

On sait la suite : le duel platonique avec Déroulède et la longue tribulation, les justes colères de pas mal d'honnêtes gens, mais aussi les lâchages éhontés, le sauve-qui-peut d'anciens amis, les coups de pied de l'âne, comme par miracle multipliés, l'éphémère rebondissement à la faveur de la lamentable affaire Norton,

(1) Voir *Voltaire*, lettre à M. de Bagieu.

l'échec électoral, — enfin, pour reprendre la juste expression de Suarez : *Je redressement*, la revanche et enfin le pouvoir, je veux dire le ministère de l'Intérieur arraché par Clemenceau à ce pauvre ahuri de Sarrien.

Mais auparavant il avait avalé toutes les couleuvres.

Il fut alors un vaincu, un vaincu qui ne baissa pas la tête, mais qui souvent se défendit mal. Il y a des arguments qu'un homme sûr de son innocence et de son honneur n'invoque pas. Qui eût pu prendre au sérieux des invectives dans le goût de celle-ci que Clemenceau jetait à la face d'un de ses plus forcenés adversaires :

« Allons, drôle, au travail.

» Tu as touché l'argent du crime. Ne commets pas cette dernière infamie de voler le denier de Saint-Pierre qui te paie... »

Homais, Eugène Sué et Léo Taxil n'eussent pas plus mal dit. Ce n'était certes pas une si piètre invective qui pouvait faciliter à Clemenceau un retour de fortune.

En tout cas, il tint le coup. D'aucuns, dans la même tourmente, tombèrent pour ne plus se relever.

Ce n'est pas qu'à ce rude moment de sa carrière il n'ait pas connu la détresse. On ne sème pas la haine sans en récolter les fruits amers.

Une seconde, il faiblît. Il eut contre lui presque tout le monde, beaucoup d'honnêtes gens, quelques autres moins honnêtes, une tourbe d'envieux et le suffrage populaire.

Son épée lui restait, son pistolet, sa force d'âme, et sinon sa parole, pour le quart d'heure impuissante, du moins sa plume, arme qu'il ne mania d'abord pas avec une absolue maîtrise, mais qui, dans ses souples et fortes mains, fut bientôt aussi redoutable que feu sa parole, son pistolet et son épée.

Clemenceau journaliste devint en peu de temps aussi éloquent, aussi incisif, plus incisif même, et aussi meurtrier que Clemenceau orateur.

Il n'avait su plier — car il n'était pas souple — ni rompu — étant de trop bon bois.

\* \* \*

C'est quand il fut au pouvoir que la bravoure de Clemenceau eut le plus l'occasion de s'exercer. Puisque aussitôt aux prises avec ce monde du travail des mains que tout bourgeois, même intellectuel, a tant de peine à pénétrer et à comprendre, Clemenceau tenta d'abord d'user de la persuasion. Convaincu par une expérience de la vie et des milieux politiques que l'homme est un pauvre ou méchant être, — mais, d'autre part, contraint par sa propre doctrine de le vénérer en collectivité, en troupeau, en foule, dès qu'il se dénomme pompeusement *démocratie*, il s'efforça d'imposer silence aux suggestions violentes de sa bilieuse misanthropie et de n'écouter plus que les rêves salentins de son cœur démocrate.

Mon intention n'est pas ici d'apprécier dans le détail, au cours de cette grave affaire des grèves du Pas-de-Calais les intentions et la méthode de Clemenceau. Pour l'instant, c'est sa force d'âme qui me frappe et qu'il faut bien que je souligne pour ne pas omettre un des traits les plus caractéristiques et les plus remarquables de sa psychologie.

Je crois, au fond, que c'était folie d'aller tenter des négociations et une manière d'apostolat auprès des ouvriers travaillés par les meneurs. Mais je m'en tiens au fait. Le risque était grand. Il n'en fallait pas plus pour décider tout à fait Clemenceau et l'enivrer. L'occasion était bonne pour lui de mettre à l'épreuve la résistance de ses nerfs, peut-être même — au moins l'espérait-il — de dominer la situation, et de donner sa pleine mesure aux yeux de ses adversaires.

*Il alla seul trouver les grévistes et les vit tous.* Il eut quelques mots inspirés par ce qu'il eût appelé lui-même la *large fraternité humaine*, puis des mots plus secs, parla de la loi, des droits de chacun.

Il risqua tout : des affronts, des coups et plus encore.

Déjà il y avait en lui la folle passion des tranchées de première ligne.

Aussi, ne serai-je démenti par personne si j'affirme que de tous les hommes politiques de la III<sup>e</sup> République, le plus courageux, voire le seul héroïque, fut Georges Clemenceau.

L'affaire des vigneronns du Midi lui valut bien des haines. Il y avait, je pense, mieux à faire que de la trancher brutalement. Du moins, à raison ou à tort, fit-il front encore et c'est pour le quart d'heure tout ce qu'il m'importe d'établir.

Je lui en veux pourtant d'une peu pardonnaible cruauté vis-à-vis

du champion des vigneronns alors tant éprouvés : Marcellin Albert. L'avance des cent francs du voyage de retour au malheureux *Rédempteur* eût pu être une noble charité, mais à la condition que le public l'ignorât. Divulgué, le geste prit l'aspect d'une mauvaise farce et d'un affront. Une des deux mains de Clemenceau eût dû oublier ce qu'en la circonstance avait fait l'autre main. Le Tigre, pour une fois radouci, se fut grandement honoré en gardant pieusement le secret.

Or, cela se sut...

Homme d'action, Clemenceau, dans ses belles heures, a été grand et puissant.

Ses échecs ne sont venus que de son orgueil, de ses haines et d'une fausse conception qu'à la longue il s'était faite de la raison d'être, de l'utilité et du but de l'action.

Son tort a été — faute d'avoir une vue nette de ce qui la dépasse et la conditionne : savoir le *bien* tout court — de croire que l'action suffit à tout, qu'elle est à la fois le principe, le moyen et le but de tout. *Agir pour agir*, telle eût pu être sa devise. Pauvre devise, pauvre philosophie et pauvre morale. Celle-là même, sans doute, de l'insecte qui bite des heures durant, devant la vitre au delà de laquelle vibre l'air et chatoie l'espace.

L'infécondité de l'action napoléonienne vient semblablement de cette erreur. Et la volonté de puissance, sans ambition plus haute, est une ambition bien puérile.

La guerre enfin fournit à Clemenceau l'occasion de se dépasser et de transformer en une activité éclairée, continue, méthodique et sagement conservatrice, un entrain naguère aveugle, déréglé et follement révolutionnaire.

Cette transformation, il est vrai, ne s'effectua pas en un jour. Elle tarda même assez à se produire. Aussi pendant près de trois ans de guerre, plus d'un patriote français put s'étonner et déplorer que Clemenceau mit tant de temps à devenir raisonnable. A ces ruées, à ses accès d'humeur, à ses inimitiés personnelles, on savait bien ce que le pays et la défense nationale perdaient ainsi qu'à ses attaques contre les *généraux de jésuitière*.

Mais soyons juste. Et comprenons, d'autre part, la furieuse et, pour une part, légitime, impatience de cet homme qui probablement avait déjà le pressentiment de son heure héroïque, en face de la médiocrité ou de la nullité de tels ou tels que le hasard de folles conjonctures avait alors haussés sur le pavois.

Songez que dans le civil — le président Poincaré étant solidement ligoté par ce que le Chat noir de Salis appelait la *constitution gouvernementale* — il était le seul, et que fermement il le croyait, et qu'il le savait.

Pour une pareille nature, cette fois très sûre de son fait, essayons de nous imaginer cet énervant supplice : le piétinement de l'attente, jusqu'au moment où Poincaré eut le généreux bon sens de le choisir, en dépit des boutades clemencistes, des assauts déments et d'une force d'hostilité qui ne connut guère de trêve.

Pour lors, je veux dire à cette minute précise, Clemenceau devint autre. Il éteignit soudain tous les feux de son courroux du vilain temps de la politicièrie à outrance, mais, grâce au Ciel, non pas ceux de son tempérament tourné désormais vers l'épopée.

Lui, l'homme des inexpiables haines d'homme à homme, dès ce moment se désintéressa de vieux rivaux, au reste, alors très défraîchis, — se vouant à aimer ou à excérer pour le seul motif de l'intérêt national. Il rengaina ses préventions contre les généraux d'Eglise, ils étaient trop — et sut en *saquer* d'autres qui n'avaient point été abrités au giron de Loyola.

Aux socialistes, qui regimbaient, il rappelait l'élémentaire devoir de ne plus songer qu'à *ceux du front*, et non plus aux compétitions ou aux rancœurs.

« C'est de question de personnes que vous venez me parler, leur cria-t-il un jour avec quelque pitié et un peu plus de mépris. Je ne les connais pas. »

Et ce même 8 mars 1918, il lançait de la tribune aux dolentes ouailles du bercail pacifiste ces mots que le monde entier entendait retentir comme un bon pilonnage d'artillerie.

« Ah! moi aussi, j'ai le désir de la paix le plus tôt possible, et tout le monde la désire. Il serait un grand criminel, celui qui aurait une autre pensée. Mais il faut savoir ce qu'on veut. Ce n'est pas en bêlant la paix qu'on fait taire le militarisme prussien.

« ... Ma politique étrangère et ma politique intérieure, c'est tout un. Politique intérieure, je fais la guerre; politique étrangère, je fais la guerre. Je fais toujours la guerre. »

Alors cet homme qui jusque-là avait tant joui de l'aigre plaisir d'enrager, de honnir, de détester, se prit à aimer. La voie du sang en lui parla plus haut que tout. Sagement, opportunément inconscient, il entreprit de détruire de ses nerveuses mains gantées de gris « les vieilles semences de haine ».

Tout son passé eût pu donner à craindre qu'il ne savait que démolir. Du jour au lendemain, avec une ardeur toujours jeune, mais aussi avec une patience égale à son ardeur, il se mit à reconstruire.

Si ses panégyristes emballés et... prévoyants, je veux dire préoccupés de prévenir l'éventuelle mise au point des *Mémoires* de Foch, lui ont conféré en vrac tous les mérites, et s'il est bon, maintenant, de répartir équitablement les couronnes et par conséquent, de rejeter toute hyperbole, il ne faut pas commettre une égale injustice exactement à l'inverse de la première.

L'œuvre de Clemenceau, au moment aigu de la guerre et jusqu'à la paix, a été immense.

D'autres, à sa place, eussent volontiers pris le pouvoir par bas appétit, pour la parade et pour le lustre. Lui ne le prit que sous l'empire du plus grand mobile. Jamais on ne le vit se rengorger en sa dignité de Grand Chef, plus que civil. Il n'eut pas le temps, et le cœur ne lui en disait pas. Il alla au plus pressé : le salut du pays. A l'endroit des malfaiteurs et des incapables, à l'endroit de Malvy et de sa séquelle, à l'endroit de Percin et de Sarrail, qui pourtant avaient fait leurs preuves de loyalisme républicain, il n'eut pas ombre de pitié. Ce n'est pas qu'à ce moment il en manquât. Au contraire, il en débordait. Mais il l'appliqua bien.

Il n'eut pas de faveur à offrir sinon sa montre et sa chaîne d'or qu'il donna un jour à un combattant.

Au front, où, avec le général Mordacq, il ne cessa d'aller, non pas pour se faire la basse popularité que convoitent avec une si reposante avidité tous les parvenus de la politique, mais pour maintenir au diapason les nerfs tendus, — jamais il ne prononça nul discours. Il ne servit pas aux poilus les offensantes calembredaines des faux héros de l'arrière. Il ne leur dit pas qu'ils tenaient dans leurs mains les destinées du pays ni que la France avait les yeux fixés sur eux, — simplement il s'enquit, il regarda, il prit note et surtout — il fait bien que je le dise, dût sa pauvre ombre de mécréant en être peinée — il *communia*, et il s'exposa, comme les camarades bleu horizon.

Parfois, on ne savait pas, en première ligne, qui était ce vieux au chapeau gondolé, qu'on voyait braver le Boche presque jusqu'en ses abris. Mais lui ne se sentait pas d'humeur à trahir comme ça, tout d'un coup, son incognito. Aussi ses randonnées familières au front étaient-elles, de ce fait, tantôt beaucoup plus émouvantes, tantôt beaucoup plus drôles. Jamais on ne le vit plus jubiler que le jour où un combattant, cynique parce que non informé, répondit à ses paternelles avances par la sommation la plus raide : *Ferme ça. Tu n'entends pas le Boche qui toussa...*

Je demeure convaincu qu'en des circonstances pareilles, l'homme le plus absorbé, le plus efficacement agissant, le plus en éveil, le plus méritant et le plus utile, c'est le grand chef militaire, et que la victoire ne s'obtient jamais qu'à la pointe de l'épée.

Mais dans cette guerre sans rapport avec toutes celles qui l'avaient précédée, le rôle d'un grand civil pouvait être et fut d'une singulière importance.

Nous avons eu ce civil-là, nous autres. Les Allemands n'eurent pas la même chance.

Parmi les hommes politiques, le seul Clemenceau montra pendant la guerre les qualités viriles qui allaient permettre de la gagner. Il faut dire, et sans risque d'erreur, qu'à l'intérieur il fit face à tout, aux traîtres qu'il envoya au poteau, aux parlementaires infatués qu'il mit à leur place, c'est-à-dire très bas dans la hiérarchie des défenseurs de la patrie; — aux suffisants, aux agités, aux scrupuleux, à Brid'ois, ami des formes; — à tous ceux qu'épouvantait pour le lendemain la mince et nerveuse silhouette de Foch vainqueur; — aux amours-propres, même excusables, aux susceptibilités, même évasivement légitimes; — enfin à l'envie et à l'orgueil conjurés dans la personne de tous ceux qu'offusquait la seule pensée de ce commandement unique, condition première de la victoire.

Foch étant mis à part, personne n'a tenu comme Clemenceau. Là demeure son impérissable gloire.

Sur ce sujet nul biographe n'a dit plus juste que le Martet de la fameuse page de la *Mort du Tigre* :

« Au moment où il prend le pouvoir, il est malade, très malade.

... De plus, la vie lui pèse, il est las, — las de tout, des hommes, des idées, de l'action elle-même. Il commence à avoir la perception horrible de cette horrible vérité (?), que tout est vain, victoire comme défaite, car les victoires sont humaines, tout de même que les défaites, et, donc, choses fragiles, éphémères. Or, il prend le pouvoir, et le pouvoir lui rend la foi, lui rend la santé, le goût d'agir et de lutter. Il mène pendant ces douze mois de guerre une vie effroyable. Ne parlons pas des soucis, des angoisses, de tout le poids des choses qui reposent sur les épaules de cet homme de soixante-dix-sept ans. Mais il a à fournir presque chaque jour un effort physique énorme, épuisant... Les gens courent après lui avec des papiers dans les mains. Un ronflement de moteur : il est parti... Pas une incertitude dans le geste. Pas une lassitude dans le regard. Tout cela est d'acier. Dans la voiture qui l'emporte il continue la bataille...

— L'auto circule dans les rues comme un grand lévrier aux reins souples. Sur la route, elle bondit. Le compteur de vitesse a depuis longtemps renoncé à marquer des vitesses honnêtes : l'aiguille se maintient gentiment aux alentours des 120 kilomètres. Quand elle redescend à 80 :

« — Vous dormez? demande Clemenceau en tapant à la vitre avec le pommeau d'argent de sa canne. »

Il n'avait peur de rien.

Il a fini par se targuer, lui, l'impatient, l'enragé, de s'être improvisé une espèce d'égalité d'humeur, quelque mansuétude et de la patience.

Ce disant, il ne mentait pas. L'heure n'était plus, en 17 et 18, aux boutades pour le cruel plaisir d'abattre un pauvre diable d'homme. Mais c'est un haut exploit, tout de même, qu'il ait bridé son naturel pendant le temps voulu.

Son apothéose fut la juste récompense de sa bravoure, de son intelligence prodigieusement lucide au bon moment et des presque invraisemblables prouesses de sa volonté.

L'admirable, c'est que cette apothéose ne l'ait pas grisé et que devant le magnifique résultat de ses efforts il n'ait pas perdu son sang-froid. Même dans l'atmosphère peu saine des Parlements, quand l'hommage provisoire et momentané *des élus*, comme on dit, *de la nation*, monta vers lui, tempétueux, foudroyant et pour une fois sincère, — il ne prit pas pour lui la fumée de tant d'encens. Il n'eut de pensée que pour les pays recouverts, pour la France délivrée et pour les morts vainqueurs.

Ce qui s'ensuivit fut moins grand. Nous le verrons à la fin de ce livre.

Pourquoi?

Pour des raisons diverses que je dirai en mon dernier chapitre, — et, plus spécialement pour cette raison-ci :

Il a manqué à Clemenceau, une fois la victoire assurée, d'en regarder bien en face certaines causes, jusqu'à ce jour insoupçonnées ou peureusement omises par ses biographes et qu'il n'osa pas lui-même, en dépit de tout son courage, tout carrément formuler.

La victoire et sa personnelle conduite, tandis qu'il fut au pouvoir pendant la guerre, avaient été le plus éloquent démenti qu'on ait jamais apporté à son credo politique et à toutes ses erreurs de doctrine.

On eût aimé, et il eût été de salut public que cet homme, qu'on eût voulu voir pour jamais apaisé et revenu de tout, sauf du culte de sa patrie, tirât du haut de quelque tribune, parlementaire au besoin, la bienfaisante conclusion, point du tout conforme aux postulats de son passé, que les événements lui dictaient. Il avait trouvé sur le chemin sanglant d'une nouvelle Damas, une belle occasion d'ouvrir les yeux. Son enseignement mûri et raisonné, dans l'hypothèse de cette publique résipiscence, eût été pour longtemps le livre de la Loi pour tous les Français avides de paix intérieure. Les odieux partis en seraient morts et le pays alors fût vraiment devenu, comme on dit puérilement et par antiphrase depuis cent quarante ans, *un et indivisible*...

Il nous manque à tous de n'avoir pas entendu Clemenceau prononcer ces mots-ci ou d'autres semblables :

« Au moment de prendre une retraite qui présentement est tout mon vœu, je voudrais laisser à mon pays le bénéfice entier d'une leçon que le drame sanglant qui s'achève vient de me donner.

» La guerre m'a appris les suprêmes notions qui me manquaient.

» Je lui ai consacré mon âme et toutes mes forces.

» Elle me l'a bien rendu.

» Elle m'a appris la raison d'être et la beauté du sacrifice et ce

religieux abandon, suprême forme du courage, que j'ai si longtemps considéré comme veulerie et pusillanimité.

» La guerre m'a appris la fécondité de la discipline et les splendeurs de cette servitude volontaire des martyrs, que j'eus en horreur pendant soixante-dix ans d'une existence débridée et jamais contrainte.

» La guerre m'a appris l'austère notion du devoir et de l'honneur militaires qu'en de troubles circonstances j'ai tant discutés.

» La guerre m'a appris l'horreur d'une folle liberté, synonyme du plus abject esclavage, qui fut longtemps mon fétiche.

» La guerre m'a appris, à moi, qui fus le plus *partisan* des partisans et le radical irréductible, la basse laideur des haines de partis et de cet affreux euphémisme du patois parlementaire : *le libre jeu des institutions*.

» La guerre et les prêtres morts, mutilés ou décorés, m'ont appris l'iniquité de l'anticléricalisme.

» La guerre m'a appris la naïveté et l'imprudence de ne pas croire et de ne jamais espérer.

» La guerre m'a appris l'impérieuse nécessité d'étouffer toutes les haines : de boutique, de secte et de classe — et de ne plus faire de toutes les fibres de la nation qu'un imbrisable faisceau.

» Je suis l'homme de la paix totale. Je la veux chez nous comme, chez les autres, sans toutefois demeurer dupe de ces clichés, sanglants, en dépit de leur bénigne première apparence : droits de l'homme et droits des peuples. Derrière ces beaux mots se dissimulent mal les nationalismes fous et les cyniques impérialismes.

» A la juste paix j'immole toute une idéologie, dont je salue, avec une mélancolique ironie, les aspirations touchantes, quoique frivoles, mais dont je condamne les trop tangibles méfaits. »

Clemenceau n'a pas dit cela.

S'il l'avait dit, après l'avoir intensément pensé, la paix extérieure eût été plus assurée, — la paix intérieure aussi.

S'il l'avait dit, un Salentin, fourvoyé dans les Affaires étrangères — étrangères, oh! certes — se fût trouvé dans l'impossibilité de murmurer à certaines oreilles, ce perfide chant de sirène, souligné d'un coup d'archet gouaillieur :

— Oh! Clemenceau fera très bien comme président de la République; et puis, quand il mourra, ce fera de belles obsèques, de superbes funérailles civiles...

Oui hélas! une espèce de réédition du cœur de Gambetta sous la coupole aux douteuses gloires, ou des funérailles tristement jaurésiennes.

Quel convoi de pauvres!

Cela n'a, sans doute, pas excusé certaines lâches défections au moment du vote pour la présidence de la République.

Cela explique certains scrupules.

JOSÉ VINCENT.

## L'offensive contre la Pologne

Est-il assez étonnant que nous n'ayons pas encore en Angleterre un service d'information bien fait au sujet de ce qui se passe en Europe! Certes, la situation de notre presse est notoire, elle est de moins en moins contrôlée par des gens cultivés, elle sert de plus en plus les intérêts de quelques vulgaires millionnaires, et elle est de plus en plus dépendante de la publicité et du sentiment populaire, ou plutôt des sensations populaires. Il devrait pourtant y avoir un marché suffisant pour une information sobre et intelligente, pareille à celle que Français et Allemands trouvent régulièrement dans leurs journaux et à celle que nous étions habitués à trouver dans nos journaux anglais.

Prenons, par exemple, le cas de l'offensive presque quotidienne contre la Pologne. Quelle est sa signification et quelle est son utilité? Quiconque possède ne serait-ce qu'une connaissance élémentaire de la situation européenne, ne peut admettre qu'une guerre nouvelle nous profiterait, ou encore qu'instiguer Berlin

contre Varsovie ne tend pas à provoquer la guerre. Le motif n'est que trop évident. Bien que les auteurs de la folie ne soient pas assez instruits pour le comprendre, ce motif est un motif religieux. Ils sont toujours très surpris quand on leur dit cela, tout comme un enfant est toujours fort surpris quand on lui apprend que l'air n'est pas le néant, mais quelque chose qui se pèse et qui bouge. Tous nous sommes enclins à admettre comme allant de soi l'atmosphère dans laquelle nous vivons; et les Anglais qui attaquent la Pologne en ce moment, sont mus par un sentiment d'irritation contre une culture étrangère dont ils ne savent rien, si ce n'est qu'elle leur est « bizarrement étrangère ». Ce faisant, ils agissent de la même façon qu'une génération antérieure agissait vis-à-vis de l'Irlande, et pour une raison identique.

Cette campagne idiote et dangereuse/revêt trois formes différentes. L'une consiste à se lamenter au sujet des souffrances des Prussiens à la vue de leur chère patrie coupée en deux par ce que ces mêmes Prussiens appellent : « le corridor polonais ». Une autre forme fait s'enflammer de colère devant les souffrances endurées par les rebelles en Galicie orientale, tandis que la troisième forme s'indigne contre les troubles qui marquèrent les dernières élections en Silésie.

Le raisonnement a peu de prise sur la passion religieuse. D'ailleurs, quelque probante que pourrait être la démonstration, le véritable argument capable de ramener ces fous à la réalité n'est pas un argument de justice, mais la conviction du risque qu'ils courent en poursuivant leur politique. Inutile de raisonner avec des gens assez fous pour jouer avec des allumettes à côté d'un réservoir de pétrole, il n'y a qu'à les en empêcher. Quelle qu'en soit l'utilité dans les circonstances actuelles, essayons quand même de leur montrer l'absurdité de leur thèse.

\* \* \*

Il n'y a pas de corridor polonais. Ces mots signifient et veulent signifier un accès artificiel à la mer, concédé aux Polonais, en frayant un passage à travers le cœur même de la Prusse. La vérité est qu'autrefois les Prussiens colonisèrent une bande de la côte au delà de Dantzig, sans coloniser le morceau de territoire situé entre cette bande et le reste de leurs compatriotes. Quand cela se passait — il y a fort longtemps — la Prusse dépendait de la Pologne. Mais, même postérieurement, le district actuel qui relie le gros de la Pologne à la mer, resta toujours polonais. Il ne devint nominale-ment prussien que par le crime de Frédéric II, crime appelé partage de la Pologne. Ce district est resté polonais jusqu'à nos jours. Il est même une des parties les plus polonaises de la Pologne et contient le nouveau grand port de Gdynia, occupé à devenir rapidement l'un des principaux ports de la Baltique et qui, probablement, sera bientôt le port le plus important de cette côte. Quand la Prusse opprimait les Polonais de cette province, elle se comporta de façon abominable ne fondant son droit que sur la force.

Au sujet de la population ukrainienne des frontières sud-est de la Pologne, voici la situation : la population est à peu près « half and half », en gros 25 contre 26, et les deux parties se compénètrent intimement. Il est vrai que la proportion ukrainienne augmente à mesure que vous allez vers l'Est. A proximité de la frontière des Soviets, la majorité ukrainienne est grande, tandis que dans la province de Lwow c'est l'inverse qui est vrai. Mais où que vous traciez la frontière — bastion de la civilisation européenne contre le bolchevisme — il est inévitable que quelques Ukrainiens seront gouvernés par les Polonais. Les Ukrainiens n'habitent pas un territoire distinct et séparé, un système de *home rule* est impossible sans anarchie.

En attendant, nous avons appris, même par le *Times*, que toute

facilité est accordée aux Ukrainiens pour accéder aux charges publiques et que leurs outrages n'ont été traités qu'avec trop de douceur. Ils détestent les Polonais et brûlent les récoltes des paysans et propriétaires polonais. Mais de pareilles violences ne sont pas une solution, et il est absurde de prétendre qu'un gouvernement quelconque puisse les tolérer indéfiniment. D'autre part, il est de notoriété publique, dans toute l'Europe, que ces outrages ont été fomentés à Berlin et soutenus par Moscou. La répression, que d'aucuns qualifient de sévère, n'est pas comparable avec le traitement infligé par la police allemande à des citoyens allemands, dans les meurtres et troubles quotidiens que l'esprit révolutionnaire allemand donne actuellement en spectacle à toute l'Europe.

Dans les élections silésiennes, il y eut des luttes entre des groupes de la minorité allemande et les Polonais, tout juste comme il y eut des luttes de l'autre côté de la frontière entre Polonais et Allemands. Deux choses sont à remarquer à propos de ces troubles. D'abord, que la seule victime fut non pas un Allemand tué, mais un Polonais tué. Ensuite, que le gouvernement polonais s'efforce de donner satisfaction aux plaintes légitimes de la Prusse, ce qui est plus que ne fit jamais la Prusse, avant la guerre, avec les plaintes légitimes des Polonais.

Si les deux thèses, la polonaise et l'allemande, pouvaient être exposées impartialement, en fournissant au lecteur cultivé moyen les principaux faits de la cause et en le laissant se faire une opinion personnelle, la forte sympathie religieuse à l'égard de la Prusse maintiendrait l'opinion anglaise opposée à la Pologne. La chose est inévitable. Mais qu'au moins les faits véritables soient publiés et que nous, Anglais, ne restions pas sous le reproche d'être le seul pays, en Europe occidentale, où l'homme cultivé moyen ignore pratiquement tout d'un des principaux problèmes européens, celui de la Pologne.

Et surtout sachons comprendre ce qu'une guerre nouvelle signifierait pour la Grande-Bretagne et nous abstenir d'exagérer une situation déjà suffisamment dangereuse.

HILAIRE BELLOC.

## Encore les conventions anglo-belges (1)

Au cours du premier siècle de notre indépendance, la Prusse n'a-t-elle pas été bien plus loin que l'Angleterre dans des tentatives de s'assurer l'alliance de la Belgique ?

Nous rappellerons le traité secret des forteresses, imposé à la Belgique en 1831 par l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Autriche et qui donnait le droit aux troupes prussiennes d'occuper à certaines conditions quelques-unes de nos places fortes en cas d'une guerre contre la France (2).

En 1853, craignant des visées annexionnistes de l'empire français à l'égard de la Belgique, la Prusse fit proposer au Cabinet de Bruxelles la conclusion d'un traité éventuel de défense auquel auraient pris part les gouvernements britannique et néerlandais.

Dans mon livre *Histoire diplomatique de la guerre*, j'ai révélé que, en 1904, l'empereur Guillaume avait essayé d'obtenir qu'en cas de guerre la Belgique liât son sort à celui de l'Allemagne en faisant miroiter aux yeux du roi Léopold II la perspective de reconstituer pour lui l'ancien duché de Bourgogne. Cette révélation vient de recevoir une confirmation par la publication des mémoires du prince de Bülow.

(1) Voir la *Revue* du 16 janvier 1931.

(2) La Belgique démolit, quand bon lui sembla, les forteresses réservées éventuellement à une occupation prussienne.

Lorsqu'il crut devoir interroger le Cabinet de Bruxelles sur ses moyens de défense, comme le fit l'Angleterre en 1906, le Cabinet de Berlin se trouva renseigné d'une manière aussi complète qu'il pouvait le désirer. Ceci, c'est Bredt, dans son livre sur *La Neutralité belge et le plan Schlieffen*, qui nous l'apprend.

« L'affaire des forteresses belges — dit cet écrivain — ne fut résolue qu'en 1887, l'année même où surgit le danger d'une guerre franco-allemande. Le ministre d'Allemagne à Bruxelles comte Brandenburg, fut chargé en janvier 1887 de demander officiellement au gouvernement belge si et de quelle manière la Belgique entendait et pouvait éventuellement défendre sa neutralité par les armes. A cette époque, l'état-major allemand se demandait si l'état-major français n'avait pas envisagé une invasion de la Belgique en cas de guerre. C'est pourquoi il voulait éclaircir complètement cette affaire. Le ministre d'Allemagne écrivait à Berlin le 8 janvier 1887 au sujet de sa conversation avec le ministre belge Beernaert qui lui avait assuré que la Belgique défendrait sa neutralité jusqu'au bout et était également, grâce à ses préparatifs militaires, en état de le faire.

» Le ministre d'Allemagne fut alors chargé d'adresser une nouvelle demande aux autorités compétentes et d'élucider entièrement la question de savoir par quel moyen et dans quel délai la Belgique avait l'intention de mettre en œuvre la défense de sa neutralité. Il fit un rapport détaillé sur un entretien qu'il eut avec le général belge van der Smissen qui s'était exprimé d'une manière circonstanciée sur l'état de préparation de l'armée belge et lui avait parlé très ouvertement.

» Deux jours plus tard, Brandenburg fit un rapport sur un entretien qu'il avait eu avec le général Brialmont; celui-ci s'était déclaré prêt à donner des éclaircissements détaillés et avait déclaré ce qui suit : La Belgique devrait absolument rester neutre dans une guerre, mais elle avait négligé de faire maintes choses qui étaient indispensables pour la sauvegarde de sa neutralité; la ligne de la Meuse surtout, où on pouvait prévoir une invasion éventuelle des troupes françaises, n'était pas suffisamment fortifiée. Liège et Namur étaient ici les points vulnérables.

» Le 23 janvier, le ministre d'Allemagne eut même l'occasion de parler de cette affaire avec le roi Léopold II qui déclara que le maintien de la neutralité était pour la Belgique une question d'honneur et donna un aperçu précis de l'état de préparation de l'armée belge, en vue de mobilisation.

\* \* \*

On se rappellera qu'en 1912 le colonel Bridges, attaché militaire britannique, déclara au général Jungbluth, chef de l'état-major général de l'armée belge, que si, lors de l'incident d'Agadir, la guerre avait éclaté, le gouvernement anglais aurait immédiatement débarqué ses troupes en Belgique sans attendre une demande du Cabinet de Bruxelles.

Le général Jungbluth affirma que pareil débarquement exigeait le consentement préalable du gouvernement belge. Bridges répondit qu'il le savait, mais que comme notre armée ne se trouvait pas en mesure de repousser une tentative de passage de l'armée allemande, l'Angleterre aurait envoyé des troupes dans notre pays, en tout état de cause. Ce à quoi le général Jungbluth riposta que la Belgique était parfaitement en état d'empêcher les Allemands de passer.

Hosse écrit à ce sujet : « La réponse du chef d'état-major belge est réservée, mais même en 1912, il ne prononce pas un mot de refus.

« Le gouvernement belge n'a pas davantage, à ma connaissance, repoussé la prétention de l'Angleterre. En tout cas, même dans cette circonstance où l'Angleterre annonçait clairement et nettement l'intention de violer la neutralité belge, il s'est soumis à la volonté anglaise, encore une fois, au grand dommage de l'Allemagne qui fut tenue dans l'ignorance. En ce faisant, la Belgique a de nouveau contrevenu à ses devoirs d'Etat neutre. »

Cette affirmation du colonel Hosse prouve une fois de plus qu'il a négligé tout ce qui, en dehors des publications de propagande allemande pendant la guerre, a été publié sur cette question.

Son ignorance à ce sujet a été relevée par Auguste Bach dans un article que cet écrivain lui a consacré dans le numéro de juin 1930 de la revue *Berliner Monatshefte für Internationale Aufklärung* (ancienne *Kriegsschuldfrage*).

« Il ressort de la lettre aujourd'hui connue — dit cet écrivain — adressée par sir Arthur Nicholson, le 20 décembre 1912, au ministre d'Angleterre à Bruxelles, que les autorités dirigeantes anglaises délibèrent effectivement sur le projet d'entrer en Belgique, même sans l'autorisation des Belges (1). Mais d'autre part la réponse du ministre d'Angleterre prouve que l'état-major anglais ne pouvait pas compter sur l'amitié sans réserve de la Belgique. « D'après mes observations personnelles et à la suite » des conversations avec Bridges, je suis d'avis que si nous agissions » avant l'entrée effective des Allemands en Belgique ou en tous » cas sans accord avec le gouvernement belge, ou sans y être invités » par celui-ci, nous serions considérés comme ayant violé la neutralité du pays et, par conséquent, comme ennemis (2). »

» A la suite de ces renseignements donnés par le ministre d'Angleterre, on doit considérer comme exagérée la conclusion que Hosse tire de l'entretien Jungbluth-Bridges d'avril 1912. Il est extrêmement difficile d'émettre un jugement sur l'attitude qu'a eue la Belgique vis-à-vis des grandes puissances l'année qui a précédé la guerre mondiale. Les documents existants ou même des passages de documents se contredisent très fortement pour une partie. »

Après avoir cité la lettre du ministre d'Angleterre, Bach cite également un document français d'où il déduit qu'en 1912 la Belgique entendait tout au moins se réserver sa liberté de mouvement.

« Le 25 janvier 1912, écrit-il, l'attaché militaire français à Bruxelles, le capitaine Duruy, écrit dans un rapport adressé au ministre de la Guerre français Millerand, au sujet d'une conversation qu'il a eue avec le chef d'état-major belge, le général Jungbluth. Le chef d'état-major lui a dit : « L'Allemagne a vingt- » trois corps d'armée, la France n'en a que vingt. La Belgique » doit donc mettre sur pied une force armée qui, au point de vue » du nombre, soit un peu supérieur à cette différence de trois corps » d'armée ». Le général Jungbluth entendait dire par là que si l'armée belge atteignait une semblable puissance, l'Allemagne hésiterait avant d'attaquer la France aux côtés de qui viendrait alors se joindre la Belgique au cas où sa neutralité serait violée. Mais, d'autre part, la supériorité numérique de l'Allemagne et de la Belgique serait si forte qu'une lutte de la France contre l'Allemagne serait absolument sans espoir.

» Ces déclarations ont fait une forte impression sur l'attaché militaire français et, dans son rapport, il arrive à la conclusion suivante qui prête fort à la réflexion : « Si le parti au pouvoir en » ce moment en Belgique, devait choisir pour une alliance, entre » la France et l'Allemagne, se rangerait-il de notre côté? Ceci » est rien moins que certain et même peu probable. »

L'affirmation de Hosse que la Belgique n'aurait pas repoussé la prétention de l'Angleterre exprimée par le colonel Bridges se trouve en contradiction avec ce qui a été publié en Belgique à ce sujet.

Si Hosse s'était renseigné, il aurait su que, dans un ouvrage intitulé : *Histoire de la Belgique contemporaine* qui date d'il y a deux ans, au chapitre intitulé « La Belgique et les puissances européennes », il est dit, à ce sujet, tome I<sup>er</sup>, page 220, que « revoyant, quelque temps après sa première conversation, le colonel anglais, le général Jungbluth lui répéta que la Belgique avait la volonté absolue de se défendre contre quiconque voudrait porter atteinte à sa neutralité, que c'était son devoir, que son intérêt le lui commandait et qu'elle était seule juge des secours dont elle pourrait avoir besoin ».

Ce n'est plus un secret aujourd'hui que la déclaration du colonel Bridges fut mal accueillie au ministère des Affaires étrangères de Belgique. Celui-ci ne voulut pas laisser s'accréditer l'opinion en Angleterre qu'avertie des intentions britanniques de débarquer éventuellement des troupes sans un appel préalable du Cabinet de Bruxelles. La Belgique ne prendrait pas de mesures pour s'opposer à cette opération. Il fit prier le général Jungbluth de revoir le colonel Bridges et de lui faire une nouvelle déclaration; le sens que devait avoir celle-ci se trouve indiqué dans une note qu'il fit remettre au chef de l'état-major belge et dont voici le texte :

« Si une guerre éclatait entre les puissances, ses voisins, — disait cette note — le gouvernement belge est décidé à observer

et à défendre sa neutralité par tous les moyens dont il dispose. Le gouvernement allemand ne l'a pas interrogé sur son attitude en cas de guerre et ne lui a fait aucune communication d'où il puisse inférer que l'Allemagne ait le projet soit de faire entrer ses forces sur le territoire belge aussitôt la guerre déclarée (1), soit d'y pénétrer en même temps que les troupes anglaises débarqueraient dans les ports belges ou que les troupes françaises passeraient la frontière.

» Les écrits militaires publiés surtout en France et en Angleterre, tiennent pour certain le passage des forces allemandes par la Belgique, mais leurs prévisions diffèrent quant à la manière dont cette agression se réaliserait.

» L'opinion du plus grand nombre est que le passage serait tenté par la province de Luxembourg, dans sa partie méridionale. Cette éventualité a été étudiée, comme d'autres, par l'état-major belge et les mesures nécessaires pour s'y opposer sont préparées. Le gouvernement estime qu'il dispose de forces suffisantes pour empêcher le passage, au moins pour l'entraver de façon à faire perdre à l'agresseur les avantages qu'il chercherait à retirer de cette opération.

» Le gouvernement estime qu'il aurait ainsi accompli les devoirs que lui impose la neutralité. Si, comme le pensent quelques-uns, l'invasion était effectuée par une armée considérable dirigée vers le centre du pays, elle impliquerait l'intention de porter en Belgique l'un des principaux théâtres des hostilités. A plus forte raison, s'il y avait invasion simultanée des autres armées belligérantes, on ne serait plus dans le cas prévu par les traités de 1839. La Belgique assaillie par des forces très supérieures aux siennes, verrait son existence indépendante mise en péril. C'est l'hypothèse qui a servi de fondement au système de défense adopté lors de la création de la position d'Anvers, base d'opération de l'armée et refuge du gouvernement. Ce système a été étendu et complété par la création postérieure des places de Liège et de Namur.

» Le territoire étant ainsi envahi, peut-être de plusieurs côtés à la fois, le gouvernement, tout en protestant contre la violation flagrante des traités, organiserait la défense dans le cœur du pays, en s'inspirant des intérêts suprêmes de la Belgique et en se guidant d'après les événements.

» Il ne pourrait faire actuellement d'autre déclaration, sinon ajouter qu'il est résolu à se défendre avec la dernière énergie, à faire appel aux forces vives de la nation, à ne point laisser des troupes étrangères occuper ses forteresses. Il resterait sur la défensive, défendrait autant qu'il le pourrait son territoire et n'entrerait en aucun cas se mêler autrement aux hostilités et devenir partie belligérante dans la lutte des puissances.

» Cette conduite serait absolument conforme au plan de défense nationale, exposé maintes fois aux Chambres, et que les puissances connaissent. »

C'est vraisemblablement à la nouvelle déclaration du général Jungbluth au colonel Bridges que fait allusion le ministre d'Angleterre à Bruxelles, lorsque le 30 décembre 1912 il écrit au Foreign Office :

« D'après mes observations personnelles et à la suite des conversations avec Bridges, je suis d'avis qu'il si nous agissions avant l'entrée effective des Allemands en Belgique, ou en tout cas sans accord avec le gouvernement belge, ou sans y être invité par celui-ci, nous serions considérés comme ayant violé la neutralité du pays et, par conséquent ennemis. »

\* \* \*

Le colonel Hosse ignore ou feint d'ignorer également les conversations qui eurent lieu en avril 1913, à Londres, entre sir Ed. Grey, secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères, et le comte de Lalaing, ministre de Belgique, et à Bruxelles entre sir F. Villiers, ministre britannique, et Davignon, ministre des Affaires étrangères.

(1) Cf. ALFRED VON WEGENER : *Sir Arthur Nicholson und Englands Weg in den Weltkrieg*, « Berliner Monatshefte », mai 1930, p. 429.

(2) Idem, p. 430.

(1) Ce projet existait bien arrêté dans la pensée de l'empereur depuis au moins la fin de 1904. A cette époque, il faisait savoir au prince de Bülow (la correspondance à ce sujet entre Guillaume II et son chancelier a été publiée et les mémoires de Bülow confirment ce qui est contenu dans ces lettres) que si une guerre éclatait entre l'Angleterre et l'Allemagne un ultimatum devait être adressé à la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark qui seraient invités à déclarer s'ils entendaient devenir les amis et les alliés de l'Allemagne ou s'ils l'autorisaient à les considérer comme des ennemis. La Belgique, quelle que fut son attitude, devait être offerte comme appât à la France.

Prévenu probablement par sir Francis Villiers des conversations échangées entre le général Jungbluth et le colonel britannique, sir Ed. Grey dit au comte de Lalaing :

« On a — me dit-on — l'idée bizarre chez vous que nous pourrions peut-être violer votre neutralité, tout aussi bien que les Français ou les Allemands. Je puis bien vous assurer que jamais l'Angleterre, en tout cas sous le gouvernement libéral actuel, ne pourrait être amenée à faire chose pareille. Mais nous n'avons qu'une idée, c'est de protéger, au contraire, les neutres. Je pense que ce soupçon étrange des intentions anglaises doit avoir été suggéré à l'opinion publique en Belgique par les Allemands qui ont peut-être intérêt à le faire croire. »

Le comte de Lalaing opposa à sir Ed. Grey que les idées prêtées aux Anglais s'étaient trouvées exposées dans certains organes de la presse britannique. Il fit allusion aussi, sans citer toutefois de qui il émanait, au langage tenu par le colonel Bridges.

« N'est-il pas naturel — ajoute le comte de Lalaing — que les Belges répondent : ce seraient alors les Anglais qui violeraient notre neutralité? Nous avons la prétention de défendre nos frontières contre toute agression, d'où qu'elle vienne. Nous ne permettrons pas à l'Angleterre d'entrer chez nous sans que nous l'en priions, avant que l'action d'une autre puissance n'ait enfreint notre neutralité. »

Sir Ed. Grey termina la conversation par une déclaration catégorique : « Jamais — dit-il — nous ne songerions à envoyer préventivement nos troupes en Belgique avant que votre neutralité n'ait été violée, vous pouvez en être convaincu. »

Sir Ed. Grey ne se borna pas à sa conversation avec le comte de Lalaing : il confirma les propos qu'il avait tenus à notre ministre à Londres dans une lettre adressée à sir F. Villiers le 7 avril :

« Au cours d'une conversation non officielle que j'ai eue aujourd'hui avec le ministre de Belgique, j'ai dit que j'avais appris qu'il règne en Belgique cette crainte que nous ne soyons les premiers à violer la neutralité belge. Je ne croyais pas que cette appréhension pût avoir sa source en Angleterre. Le ministre de Belgique m'a déclaré qu'il avait été question en Angleterre — mais il n'a pu me dire où — de débarquement de troupes anglaises en Belgique pour prévenir l'envoi possible de troupes allemandes vers la France, à travers la Belgique. J'ai répondu être certain que notre gouvernement ne serait pas le premier à violer la neutralité de la Belgique et j'ai ajouté que je ne croyais pas qu'un gouvernement britannique serait le premier à se livrer à une pareille violation; qu'en outre, l'opinion publique anglaise ne l'approuverait jamais. »

« Ce que nous avons eu à examiner, ai-je continué, et c'était là une question quelque peu embarrassante, c'est de savoir ce qu'il serait désirable et nécessaire pour nous, en notre qualité de puissance garante de la neutralité belge, de faire dans le cas où cette neutralité serait violée par une puissance quelconque. Si nous étions les premiers à la violer et à envoyer des troupes en Belgique, nous donnerions ainsi à l'Allemagne, par exemple, un motif d'envoyer également des troupes en Belgique. »

« Ce que nous désirons, en ce qui concerne la Belgique, comme pour les autres pays neutres, c'est que la neutralité soit respectée; et aussi longtemps qu'elle ne sera pas violée par une autre puissance, nous n'enversons certainement pas de troupes en territoire belge. »

Sir F. Villiers alla porter cette lettre au ministre des Affaires étrangères.

Quelques jours après, le baron van der Elst, secrétaire général, la restitua au ministre d'Angleterre.

A cette occasion, il confirma les déclarations faites au colonel Bridges par le général Jungbluth. « Le gouvernement belge — dit-il — considérerait qu'une intervention de l'Angleterre, en cas de violation de notre neutralité, ne pourrait se produire que si nous étions d'accord sur le principe de cette intervention et sur son application. »

De tout ceci résulte que Hosse a apprécié avec erreur — on peut même se demander s'il a agi de bonne foi — l'attitude du gouvernement belge à la suite de la déclaration du colonel Bridges au général Jungbluth.

\* \* \*

Au sujet des événements de 1914, le colonel Hosse croit probable qu'en juillet, immédiatement avant l'explosion de la guerre, une

prise de contact a eu lieu entre les états-majors de Belgique et d'Angleterre.

« Il est clair, écrit-il, qu'il ne se trouvait aucune espèce de convention dans les documents à Bruxelles. Elle constituait une base pour les opérations et, en conséquence, faisait partie de la documentation pour les opérations de l'armée de campagne mobile. D'après les événements de 1906-1912, nous avons le droit d'admettre qu'il y eut effectivement prise de contact et accord. »

Nous avons montré combien Hosse avait faussement interprété la conversation de 1912. Les conclusions qu'il tire de cet entretien sont donc erronées elles aussi.

Hosse a, en outre, reconnu que les conversations de 1906 n'avaient produit qu'un effet de courte durée.

Qu'est-ce qui, en l'absence de tout document, l'autorise donc en se basant sur ces conversations, à affirmer l'existence d'une convention conclue en juillet 1914 et dont n'existe aucune trace?

E. Gottschalk, dans son récent article du *Berliner Monatshefte* répond à cette question? Il n'y a pas de preuves jusqu'à présent, écrit-il, que *de facto* une convention militaire existât en 1914. Même la conversation du colonel belge Hagemans (1) avec le chef d'état-major Wilson en 1913 rapportée par Hosse ne permet pas de conclure à des procédés contraires à la neutralité.

Auguste Bach, dans son article du *Berliner Monatshefte* de juin 1930 que nous avons cité, appuie l'assertion de Hosse par un singulier argument. Il rappelle que, dans l'appel fait le 4 août au soir par la Belgique à la France, l'Angleterre et la Russie, il était dit :

« Il y aurait une action concertée et commune. »

De ces mots, Bach conclut à l'existence, avant l'explosion de la guerre, encore une fois à une entente de grande envergure entre les états-majors anglais et belge.

C'est cette entente qui aurait permis à la Belgique de faire allusion à une *action concertée*.

Bach ne s'est pas aperçu qu'en parlant comme il l'a fait, le gouvernement belge a entendu affirmer qu'il agirait, au cours de la guerre qui allait suivre, dans la plénitude de son indépendance, d'accord avec les garants fidèles à leurs engagements, et non pas comme un subordonné.

\* \* \*

Après les conversations de 1906, la Belgique n'admit plus, jusqu'au moment où elle fut envahie, aucun autre entretien du même genre.

Il nous faut citer ici la page qui fut écrite à ce sujet par M. Poincaré (2)

« Malgré tant de signes avant-coureurs, le gouvernement britannique avait toujours, comme le gouvernement français, répué à prévoir une occupation préventive du territoire belge et personne ne peut avoir oublié qu'en 1914, ni à Londres ni à Paris, on n'a songé à prendre les devants. »

« C'est d'accord avec l'Angleterre, c'est même à sa demande, que nous avons alors renouvelé à la Belgique l'assurance que nous respecterions sa neutralité. Quant à la Belgique elle-même, elle était si peu disposée à devenir la victime complaisante de l'une quelconque des puissances garantes qu'elle n'a pas voulu prendre, avant l'ultimatum allemand, le parti de recourir à nous. »

« Elle était si jalouse de son indépendance, et en même temps si respectueuse des traités, qu'aux heures les plus critiques de 1911 et de 1912, la France eût considéré comme une indiscretion et presque comme une inconvenance de chercher à s'entendre avec elle sur des mesures de sécurité. »

« Un jour, le comte de Mun, dont l'admirable patriotisme était toujours en éveil, et qui avait en Belgique des parents et des amis, m'avait dit qu'eux et lui s'inquiétaient de voir aussi vulnérable la frontière orientale de la Wallonie. Préoccupé moi-même de ce danger, je lui avais répondu : « Il est bien difficile d'approcher le

(1) Envoyé à Londres pour suivre les manœuvres de l'armée anglaise, le colonel Hagemans avait demandé au général Wilson : « Dans le cas où l'Angleterre serait amenée à devoir effectuer un débarquement sur le continent (en Belgique par exemple) en combien de temps, pensez-vous, qu'une armée britannique pourrait être rendue sur nos côtes? » Le général Wilson répondit qu'il faudrait quinze jours pour permettre le débarquement, sur le continent, d'une armée britannique forte de 160,000 hommes!

(2) *Au Service de la France*, t. I, « Le lendemain d'Agadir », p.

« gouvernement belge sur une question aussi délicate. Que vos amis le pressentent et nous verrons ». Le 22 mars, un mot de M. de Mun me faisait savoir « qu'en haut lieu on ne se prêterait » à aucune causerie de ce genre ».

« La Belgique a donc poussé le scrupule jusqu'à se sacrifier elle-même plutôt que de sembler, par de libres entretiens avec nous, méconnaître un instant sa neutralité. »

Si la Belgique refusa de s'entendre avec la France, qui paraissait en mesure de lui apporter, en cas de danger, un secours immédiat, il est invraisemblable qu'elle eût partie liée avec l'Angleterre, plus éloignée, plus lente à mettre en action, et dont l'aide, par là, ne pouvait jamais la préserver d'une invasion allemande.

Tant que Hosse n'aura pas apporté un document justifiant ses affirmations, il est permis de déclarer celles-ci mensongères et calomniatrices.

Remarquons encore que M. Poincaré met à néant, par le passage de ses *Mémoires* que nous venons de reproduire, les autres présomptions de Hosse d'après lesquelles l'état-major belge, dès avant les conversations de Ducarne et Barnardiston, se serait entendu avec l'état-major français pour un plan d'opérations contre l'Allemagne.

\* \* \*

Les considérations qui précèdent montrent à suffisance, croyons-nous, le peu de valeur du livre du colonel Hosse. Peut-être ne sera-t-il pas inopportun d'ajouter à notre appréciation celle qui émane d'un écrivain neutre. Le colonel Feyler, de l'armée helvétique, écrit au sujet du livre de l'officier allemand dans la *Revue militaire suisse* :

« Je ne mâcherais pas les termes pour dire ce que je pense de cette publication : elle est honteuse. »

Puis, après avoir rappelé la campagne de diffamation que l'Allemagne poursuivit contre la Belgique au moyen des documents Ducarne-Barnardiston, le colonel Feyler ajoute :

« L'ouvrage de M. Hosse renouvelle la diffamation. Il entre, pour y réussir, dans une foule de détails et de suppositions derrière lesquels sont masqués les éléments importants. Il va jusqu'à chercher à excuser le service de la propagande en 1914 des fausses nouvelles qu'il a répandues. Il appelle cela, par euphémisme, des erreurs de publication et de nature politique, qui ont facilité aux adversaires, fort ennuyés d'une si désagréable conjoncture, d'aiguiller la discussion sur une fausse voie. En revanche, il ne dit rien du fait que onze ans avant les conversations Ducarne-Barnardiston, le plan Schlieffen d'invasion de la Belgique était arrêté. Il ne dit pas que lorsque les Allemands entrèrent en Belgique, ils ne savaient rien de ces conversations ; que leur violation de la neutralité belge ne trouve dès lors en aucune façon la justification qu'ils prétendent lui donner.

« Au surplus, que signifie cette théorie qu'un Etat neutre doit s'interdire de se précautionner contre les entreprises de ceux qui se proposent de violer son territoire ? Neutralité signifierait donc « encouragement à qui se rira d'elle » ! Même s'il y avait eu convention, elle aurait été plus que justifiée par les intentions et la duplicité des dirigeants politiques et militaires de l'empire. N'est-ce pas M. von Bethmann Hollweg lui-même qui a reconnu devant le Reichstag que les protestations du Luxembourg et du gouvernement belge étaient fondées et que le devoir de l'Allemagne serait de les dédommager, une fois les buts militaires atteints ?

« Répétons-le : cette publication est honteuse. Basile n'est pas mort. Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose. »

A. DE RIDDER,  
Conseiller historique  
du Ministère des Affaires étrangères.

#### AVIS IMPORTANT

Il ne sera plus donné suite aux demandes d'envoi d'exemplaires de la « Revue catholique des Idées et des Faits » non accompagnées du coût des numéros demandés.

## Un concert

La *Société d'Etudes mozartiennes* est née. Le 20 novembre, salle Erard, à Paris, elle a offert à ses membres et à la critique le régal d'un premier concert.

On dit que le papier souffre tout, la musique aussi. Les chefs d'orchestre lui en font voir souvent de rudes. Sous prétexte de passion ou de sincérité, ils s'accordent toute licence dans l'interprétation des maîtres ; de là une diversité qui surprendrait étrangement ceux-ci. Est-ce un bien ? est-ce un mal ? Question d'espèce. Il y a cent façons d'interpréter Beethoven, Berlioz, Liszt, Wagner — en gros — tous les musiciens romantiques. Ils appartiennent à un temps, ils ressortissent à une esthétique d'insistance, de démesure, d'écheveaulement, ce qui permet d'accentuer en eux, selon son goût, ou l'ordre ou le désordre, et l'on peut dire sans blasphème qu'un certain « à peu près » ne leur messied pas. C'est pourquoi on les voit résister assez bien aux fantaisies de nos grandes « baguettes ».

Il n'en va pas de même avec Mozart. Sa musique est comme un cristal, oui, un cristal filé, qui se ternit ou qui se brise, si on s'avise d'y toucher sans d'innombrables précautions. Car elle possède deux vertus, subtiles et fragiles, quasi sacrées, la *pureté* et la *perfection* : la pureté de l'onde mélodique, comme prise à sa source ; la perfection des canaux qui la conduisent à sa fin. Chargée de passion, elle n'est point passionnée. Obstinément « finie », elle débouche sur l'infini. Tous ses trésors sont implicites et paraissent contradictoires. La franchise, l'évidence même, elle y ajoute l'allusion. Un jeu qui fait sangloter et sanglote... Et tout cela tient à sa native pudeur.

Accoutumés à tirer des effets brutaux ou insinuants de l'orchestre, à nous secouer, à nous tarauder, la plupart de nos chefs la considèrent comme une chose désuète, enfantine, froide, scolaire, incapable d'aller au cœur et surtout aux nerfs du public. Pour contenter quelques retardataires, ils lui font une place encore dans leurs programmes, mais mesquine, morose, et ils la jouent à tour de bras. Deux méthodes qui marquent une incompréhension pareille : les uns nous la débitent à la scie mécanique, comme des planches de sapin ; les autres la gonflent, comme une baudruche, d'un souffle qui n'est que du vent. Ou trop, ou trop peu ; nous avons le choix : le dessèchement de la *lettre* ou le déchainement inconsidéré de l'*esprit*.

Or, Mozart n'est rien — en tout cas il n'est plus Mozart — s'il cesse d'incarner le « ni trop, ni trop peu » de la perfection vivante et active, qui se rencontre chez un petit nombre de maîtres et a trouvé, une fois pour toutes, sa norme dans l'art du V<sup>e</sup> siècle athénien. La *Symphonie en sol mineur* que l'on s'efforce de pousser au tragique, sait-on à quoi Schumann la compare ? A la danse d'une « Grâce grecque » descendue d'une frise ou d'un fronton de Phidias. Schumann n'avait pas tort si l'on accorde que cette déesse de marbre porte un cœur palpitant comme un être de chair et couvre de sérénité une âme ardente. Ainsi, de cent chefs-d'œuvre de Mozart presque tous inconnus, presque tous éteints ou forcés, par inintelligence, ou dédain, ou paresse. Ce qui eût suffi à justifier la fondation d'une *Société d'Etudes mozartiennes* à condition que celle-ci, répudiant ces errements, posât comme premier principe de son activité extérieure l'obligation de pratiquer les deux vertus spécifiquement mozartiennes : la *pureté* et la *perfection*.

La *pureté* concernera l'*esprit* et la *perfection* la *lettre*. La « perfection de la lettre », c'est le respect de chaque note, de chaque timbre, de l'équilibre des sonorités, de la diversité et de l'égalité des mouvements, tels qu'ils furent conçus, écrits ou signifiés par

le maître, l'exactitude matérielle absolue de l'exécution : des interprètes savants et précis doivent y suffire. Quant à la « pureté de l'esprit » qui s'obtient plus malaisément, c'est le respect du jallissement initial, de la spontanéité sous-jacente, en un mot de l'« intention », consciente ou non, volontaire ou non, souvent cachée, toujours discrète, qui a dicté la « lettre » et qui l'a mise en mouvement : l'intention de l'homme, du poète, du narrateur, du dramaturge, inséparables en Mozart du musicien. La musique n'est pas pour lui un art réservé, limité; c'est vraiment le miroir du monde. Nous sommes loin de la contemplation souvent abstraite, quasi pythagoricienne de Bach. Mozart voit les nombres comme des êtres; ses inventions les plus purement spirituelles passent par les sens et le cœur; il ne quitte la terre que pour un paradis terrestre, aussi concret, aussi sensible que celle-ci; le même monde, notre monde, celui de nos jours et de nos douleurs, surmonté, décanté, affiné, non changé, projeté hors de nous dans une lumière plus subtile. Ne pas discerner dans cet art le jeu complet non seulement des couleurs et des formes, mais de nos gestes et de nos sentiments, c'est le vider de sa substance, c'est le priver de son humaine inflexion. De sorte que l'on n'a rien fait, dans l'exécution la plus impeccable, tant qu'on a omis au passage l'imperceptible soulèvement de la courbe, la délicate réticence du rythme ou de l'accord, qui marquent la présence de la vie, ou, si l'on veut, la circulation du sang.

Nous avons eu l'autre soir ce miracle, grâce au petit orchestre, une trentaine de musiciens de premier choix, que conduisait Félix Raugel avec une précision inspirée. Je connais des sceptiques qui hochaient la tête devant le choix des organisateurs : de pauvres « marches », des « divertimenti » bâclés, de ces « sérénades » à la vanité, toutes pièces de circonstance composées au jour le jour pour encourager l'appétit, la mastication et la digestion du célèbre Colorado, prince-archevêque païen de Salzbourg. Menue monnaie du génie de Mozart, avant sa vingtième année. Était-ce une façon de le servir? Ils durent convenir, je le constate à leur louange, qu'il n'avait jamais été mieux servi. Quelle invention! Quel entrain! Quel doigté! Pas un de ces petits morceaux qui ressemble aux autres, pas un qui ne chatoie dans une gamme nouvelle de couleurs; pas un qui ne traduise quatre ou cinq nuances d'humeur diverses; le prisme de la vie qui glisse sur les sons. Dans une bulle de savon, un arc-en-ciel, des paysages; une troupe de masques qui suit un chariot de fleurs...

On peut chercher longtemps, loin, un musicien qui en dise autant en si peu de phrases et le dise si librement. Mais encore fallait-il, pour nous en convaincre, donner à chacune son poids, son sens en même temps que son dessin. Ces virtuoses ont répété, avec amour et conscience. Tandis qu'ils jouaient devant nous, on les sentait ivres d'un si beau jeu. J'ai entendu bien des concerts; aucun, même à Salzbourg, qui m'ait procuré à ce point le plaisir de la qualité, de l'adéquation parfaite au chef-d'œuvre : une corde pincée nous plongeait dans l'enchantement. Les vieux mozartiens, qui déclarent leur dieu injouable, commenceraient-ils d'avoir tort? La Société d'Etudes mozartiennes, qui nous promet une des sérénades avec deux cors, tout l'opéra d'*Idoménée* et les *Vêpres des Confesseurs*, dépassa du premier coup nos espérances. Que ceux qui l'animent et la soutiennent sachent qu'ils contribuent au salut de l'esprit et de ses valeurs les plus hautes, en réalisant sur le sol de France, avec des artistes français, le « ni trop ni trop peu » de l'humain et divin Mozart.

HENRI GHÉON.

## En enfer, au XX<sup>e</sup> siècle

J'ai acheté ces jours derniers à un bouquiniste une édition de la *Divine Comédie* du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, sur laquelle j'avais fondé les plus belles espérances. Je pensais y trouver, en notes, des commentaires imprimés, parmi lesquels il y aurait peut-être à glaner quelque chose de neuf ou, à tout le moins, d'oublié, ce qui revient à peu près au même.

Je fus, de ce côté, volé d'une manière très convenable. Car j'avais fait venir le livre au vu d'un catalogue, et sans l'avoir préalablement examiné. Mais je reçus de mes déboires une consolation inattendue.

L'exemplaire avait été chargé, dans les marges, d'annotations manuscrites extrêmement nombreuses, et dont son dernier propriétaire était évidemment l'auteur. L'écriture, nette et fine, paraissait fort récente. Je n'attachai d'abord à ces modernes élucubrations qu'une attention distraite. Cependant je fus bientôt frappé par un fait curieux. Presque toutes ces notes commençaient par le mot *aujourd'hui*. Du coup, je me mis à les lire.

L'auteur s'était amusé à imaginer ce que Dante aurait pu voir au cours de son voyage d'outre-tombe, s'il l'avait recommencé de nos jours. En d'autres termes, il avait fait son petit Dante sur le dos de nos contemporains.

Il ne paraissait d'ailleurs avoir pour l'humanité qu'une maigre estime, et je soupçonnais qu'il devait être fort misanthrope, voire atrabilaire. A quelques indications précises, il paraissait évident qu'il avait écrit en ces toutes dernières années, et à coup sûr après la guerre.

J'essayai, par l'intermédiaire de mon vendeur, d'obtenir quelques renseignements sur ce personnage; mais tous mes efforts demeurèrent vains. Il me fut répondu qu'on ne possédait aucune fiche sur l'origine du volume, et on me laissa entendre poliment qu'il était inutile d'insister.

J'en suis donc réduit aux conjectures les plus vagues. Mon annotateur, que j'appellerai, pour ma commodité et pour me conformer aux règles du jeu, l'Anonyme parisien, encore qu'il fût peut-être flamand ou basque, provençal ou breton, — mais j'avais acheté le volume à Paris, — mon annotateur n'avait manifestement aucun génie; et la *Divine Comédie* n'aurait rien gagné à être recommencée par lui. Mais il remplaçait le talent, qu'il ne possédait même point, par une mauvaise humeur si constante que cela finissait par devenir presque divertissant.

Il m'a donc paru intéressant de publier quelques-unes de ses notes, sans leur attribuer d'ailleurs une valeur exagérée, et en remarquant expressément qu'elles ne s'élèvent pas au-dessus d'une honnête médiocrité.

Je ne saurais trop insister sur ce point que je ne prends pas à mon compte toutes les outrances de mon personnage. Je me contente de reproduire son texte en l'accompagnant de quelques indications empruntées exclusivement au poème de Dante, et destinées à rendre ce commentaire intelligible à tous ceux qui seraient, par hasard, un peu brouillés avec la majestueuse ordonnance de la *Divine Comédie*. Je ne suis qu'un copiste.

Parfois, cependant, j'ai édulcoré certaines expressions d'une crudité trop violente. Sans doute aurais-je dû en édulcorer bien d'autres. Mais c'eût été une trahison. Je m'excuse donc à l'avance de quelques verbeux de langage, qui ne sont dues qu'à la fidélité de la transcription. Comme l'écrivait ici-même mon cher et mélancolique ami Paul Cazin, « on ne peint pas les viandes de Jordaens avec les couleurs de Fra Angelico ». Et ce ne sont pas des tableaux à la Fra Angelico que mon commentateur inconnu avait l'intention d'évoquer dans les marges de l'*Enfer* dantesque...

\* \* \*

A peine le voyageur d'outre-tombe, guidé par Virgile, a-t-il franchi la porte à l'inscription terrifiante : « Vous qui entrez ici, laissez toute espérance », qu'il se trouve, parmi les plus affreuses ténèbres, dans un immense vestibule que font retentir éternellement des paroles horribles, des cris de douleur, des accents de colère, des claquements de mains. Les ombres y courent sans relâche derrière un seul étendard, le visage ruisselant de sang et de larmes que des vers immondes recueillent à leurs pieds. Et le poète latin

dit à son élève : « Cet état misérable est réservé aux âmes viles de ceux qui vécutent sans infamie et sans louanges; le ciel les a chassés pour que sa beauté ne soit point ternie, et le fond de l'enfer les rejette parce que les damnés tireraient d'eux quelque gloire. Ils n'ont aucun espoir de mort, et leur vie aveugle est si abjecte qu'ils envient tout autre sort. Le monde ne garde d'eux aucun souvenir. La miséricorde et la justice les dédaignent. Ne parlons pas d'eux, mais regarde et passe ».

Condamnation hautaine, où l'on entend siffler le mépris du Maître de la Colère qui, lui, a toujours pris parti, et violemment, avec toute l'ardeur de son âme altière.

L'Anonyme parisien avait annoté :

« Aujourd'hui, le vestibule infernal, le vestibule des âmes viles qui n'ont pas voulu choisir entre le bien et le mal, serait surtout peuplé par les politiciens, que nous retrouverons d'ailleurs à peu près dans tous les cercles du royaume de Satan. La politique, qui n'était autrefois que l'art de marier le Grand Turc avec la République de Venise, est devenue, au XX<sup>e</sup> siècle, au moins pour ses plus fidèles sectateurs, le moyen par excellence de réconcilier le diable avec l'eau bénite... ou, plus exactement, de tenter cette opération, manifestement vouée à l'insuccès final, puisque le démon ne se décide qu'à la dernière extrémité à prendre contact avec un liquide aussi inquiétant. C'est parmi les politiciens qu'il faut chercher à notre époque les hommes les plus lâches et les plus vils, ces hommes sans convictions profondes qui n'ont d'autres ambitions que d'« arriver », et qui estiment que le meilleur moyen sera toujours de flatter les plus bas instincts du peuple. Nombreux nous apparaissent parmi eux ceux qui n'ont point renié leur foi, mais qui ont conçu le projet monstrueux de servir le Christ et Mammon, et de faire triompher les desseins des Loges en se conservant les bonnes grâces de leur curé, pour ne point perdre le bénéfice de l'absolution finale... Ils ont décidé de miser sur les deux tableaux, et de s'assurer tous les avantages de la richesse et du pouvoir en ce monde, sans perdre pour si peu leur salut éternel. Ils votent d'une main les lois les plus oppressives de la liberté religieuse, ou l'élection des anticléricaux les plus acharnés, pendant que de l'autre ils glissent deux sous dans la corbeille du pain bénit ou dans le tronç de saint Antoine de Padoue. Il n'est pas une province où il ne soit facile de prononcer ici des noms propres... »

*Je suis oiseau : voyez mes ailes!*

*Je suis souris : vive les rats!*

« Les caméléons de la politique peuvent tromper la majorité des électeurs : ce qui est à la portée du premier imbécile venu; mais Dante les aurait accablés de son dédain, ce qui d'ailleurs les eût laissés indifférents : ils ne sont pas assez intelligents pour se douter qu'on les méprise, et il y a tant de gens occupés à leur lécher les bottes qu'ils ne s'aperçoivent même pas qu'ils s'enfoncent jusqu'au genou dans la fange la plus ignoble... »

\* \* \*

Au cercle des pécheurs charnels qui ont soumis la raison à la concupiscence, les damnés sont emportés par l'ouragan infernal qui jamais ne s'arrête, qui les entraîne dans ses tourbillons, les roule, les frappe, les martyrise, les jette à droite et à gauche, en bas en haut, sans leur laisser l'espérance d'un répit, ni même d'une atténuation de supplice. C'est la prison éternelle, immortalisée par l'épisode de Francesca da Rimini et de Paolo Malatesta, damnés pour avoir lu ensemble l'histoire de Lancelot, le visage pâli d'émotion, les yeux à chaque instant dans les yeux, et imitant enfin, sous l'excitation des sens, le geste du chevalier embrassant la reine Guenièvre : « Le livre, s'écrie Dante, fut un Galéhaut, — c'est-à-dire un entremetteur, — avec celui qui l'a écrit ».

L'Anonyme parisien commentait :

« Aujourd'hui, les crimes passionnés se multiplient. Une certaine presse, et qui connaît les plus forts tirages, se fait le triste honneur de leur donner une large publicité, en livrant à la curiosité malsaine de ses lecteurs des détails particulièrement scabreux. Le cinéma ajoute son appel redoutable à l'appel des journaux, et les cours d'assises voient leurs rôles encombrés par les lugubres tragédies qu'il provoque. Dante livrerait à Minos la plupart des amants et des maîtresses que le jury acquitte avec félicitations, ce qui prouverait que la justice du Florentin, n'avait

rien de commun avec ce que nous appelons la justice populaire... »

« Dans l'Italie du XIV<sup>e</sup> siècle, les amours coupables se terminaient bien souvent par des tueries, selon les usages les mieux établis de l'humanité; mais au moins avait-on la pudeur de ne tirer aucune gloire de pareils massacres, et de ne pas recommander les coups de poignard, sous prétexte qu'ils avaient été distribués pour le plus grand triomphe de Vénus et de ses satellites. »

« Sans doute vivait-on dans ces fameuses « ténèbres du moyen âge », qui ont vu naître Dante, saint François d'Assise, saint Thomas d'Aquin, les architectes et les sculpteurs des grandes cathédrales, et quelques autres personnages de même envergure; mais au moins savait-on alors distinguer le bien du mal, et ne s'avisait-on pas de compléter l'éducation des enfants en leur enseignant, par des procédés mécaniques d'une perfection indiscutable, que la passion justifie tout, que le plaisir, au sens le plus abject du mot, est la loi suprême du monde, et que le sang qui coule pour de pareilles causes est un sang noblement répandu... »

« On n'avait pas encore eu l'idée géniale de mettre comme épigraphe, sur la première page d'un ouvrage pornographique, que j'ai été obligé de lire récemment pour des raisons professionnelles, et qui paraîtrait... « salé » même dans un corps de garde, la parole sublime de saint Augustin : « Aime et fais ce que tu voudras ». Traduction libre pour notre époque : « Conduis-toi comme un animal, — il y avait ici un mot beaucoup plus énergique, et qui indiquait que cet animal était le compagnon de saint Antoine, — et tu mériteras, même si tu as quelques difficultés avec les magistrats qu'énumère le Code d'instruction criminelle, les applaudissements unanimes de la foule, à qui tes actes les plus ignobles devront être proposés en exemple ». Peut-être, au temps de Dante, existait-il quelques individus tarés qui pensaient ainsi; mais, ce dont nous sommes bien assurés, c'est que l'on n'aurait pas toléré qu'ils viennent exposer en public leurs abominables théories et se vanter de leur abjection. Aujourd'hui, nous ne vivons plus, il est vrai, dans les « ténèbres du moyen âge », mais nous admettons sans sourciller que des pornographes se fassent professeurs de... vertu!

« Nous reconnaitrions d'ailleurs, si nous sommes de bonne foi, que nous aurions mauvaise grâce à nous plaindre de la foudroyante augmentation des crimes passionnels. Les mœurs que nous tolérons, que nous approuvons, au moins tacitement, n'en sont-elles pas la cause directe? Les évêques et les prêtres s'élèvent avec véhémence, et par tous les moyens dont ils disposent, contre l'indécence des vêtements contemporains; et il paraît de bon ton, dans certains milieux, de tourner en ridicule la pudibonderie excessive des gens d'Eglise : c'est un thème facile, et qui, dans les pays gaulois, est toujours assuré d'un vif succès. Admettons, si l'on veut, qu'il y ait eu parfois quelque exagération et que certains censeurs ecclésiastiques aient pu dépasser la mesure. Il n'en est que plus certain que l'Eglise nous apparaît aujourd'hui comme la seule puissance morale qui essaie de mettre un frein au dévergondage des mœurs. »

« Dante n'aurait qu'à rééditer aujourd'hui quelques-unes de ses plus virulentes invectives, en y chargeant seulement les noms propres. Ne pourrait-il pas écrire encore après six cents ans : « La Barbagia de Sardaigne a des femmes plus pudiques que la Barbagia florentine... Que veux-tu que je dise? J'aperçois déjà un temps à venir, et qui n'est pas bien éloigné, où il faudra, du haut de la chaire, interdire aux femmes éhontées de Florence de sortir en découvrant leur poitrine avec leurs seins... »?

« Il y a peu de temps, le maire d'une grande station balnéaire française, magistrat soucieux de propreté morale, a dû prendre un arrêté pour interdire aux baigneurs, et surtout aux baigneuses, de se promener par les rues de la ville dans un costume qui défilait l'honnêteté telle que l'entendent les nègres du centre de l'Afrique. Plus une plage mérite le nom de plage mondaine, plus la décence élémentaire y est outrageusement violée. Mais les rivages de la mer n'ont aucun monopole, sinon peut-être de pittoresque. Et l'art de se dévêtir paraît avoir atteint, même dans l'intérieur des terres, à des perfectionnements tellement prodigieux qu'il sera difficile de les dépasser, à moins de remonter à travers les âges avant le péché originel. »

« Si nous ajoutons à ce débrillé provocant certaines danses d'origine exotique et certaines boissons, savamment dosées, plus savamment frelatées, et dont les noms ont une consonance étrangère fort accentuée; si nous constatons que les bouges les plus interlopes ne sont pas fréquentés seulement par des repris

de justice, des souteneurs et des filles, mais encore par des gens d'apparence honnête et qui vont y chercher ce qu'ils appellent des émotions fortes; si nous remarquons enfin que le succès d'un roman ou d'un film cinématographique s'affiche en général comme étant en raison inverse de sa moralité, il faudrait que nous possédions une dose impressionnante de naïveté pour nous étonner de la multiplicité des crimes passionnels, conséquence inéluctable du dévergondage effréné des mœurs.

» Le cercle infernal des pécheurs charnels reçoit chaque jour de nouveaux damnés. Mais tous ces misérables ne sont peut-être pas indignes de notre pitié; car il en est parmi eux qui ont succombé à l'ignoble appel de ces pourvoyeurs du vice que sont les mauvais livres, les mauvais journaux, les mauvais théâtres, les mauvais cinémas, les modes africaines, les danses nègres et les drogues les plus déprimantes à base d'opium ou de cocaïne. Il y a aujourd'hui des entremetteurs patentés de toutes ces ignominies de la civilisation contemporaine. A ceux-là Dante aurait assigné les cercles les plus infamants et les plus cruels supplices de la vallée douloureuse.

» Nous les retrouverons plus bas... »

ALEXANDRE MASSERON.

(A suivre.)

## En marge des événements de l'Indo-Chine

### Le vrai visage d'une colonie française

M. Pasquier, gouverneur général de l'Indo-Chine, est rentré en France conférer avec le ministre des Colonies. Ce voyage, à une époque où l'on peut se dire tant de choses par T. S. F. ou par avion, a semblé inopportun dans bien des milieux coloniaux. On eût préféré que le gouverneur général restât à sa place et qu'il gouverne. Que sortira-t-il de cette conférence et que peut-il en sortir lorsque le point de départ est faux : on est en mauvaise posture pour poursuivre le communisme lorsqu'on admet les députés communistes au Parlement; lorsque, légalement, le communisme peut ambitionner de prendre le pouvoir, légitimement, dans tout pays parlementaire, sans le moindre coup d'Etat, par le simple mécanisme d'une majorité de fortune!...

Mais ce serait d'une médiocre observation que de charger le communisme de tous les péchés d'Israël, c'est-à-dire de tous les ennuis, que l'Europe subit du fait de ses colonies. Au surplus, c'est à une seule colonie que nous demanderons de nous éclairer un peu sur l'ensemble du problème qui revient, en somme, à ceci : la colonisation française a-t-elle fait faillite? Les documents, je n'irai pas les chercher dans les charmants écrivains qui, depuis cinq ans, ont lancé la mode d'*Un mois en Indo-Chine*. C'est Roland Dorgèlès, c'est Pierre Benoît, c'est Paul Morand, c'était le mois dernier Guy de Pourtalès et Edouard de Keyser. A eux tous ils conspirent pour accrédiiter la légende de l'esprit superficiel des Français. Car, en vérité, quand on ne possède ni la poignante poésie de Loti, ni — c'est l'exception — l'intelligence de Paul Morand, mieux vaudrait se taire, et se contenter de demeurer — ce qui est quelque chose — le sublime auteur des *Croix de bois*.

J'en veux surtout à M. Roland Dorgèlès dont j'ai tenu par acquit de conscience à relire *Sur la route mandarine*. Que nous apprend-il? Cinq années se sont écoulées entre son livre et celui de M. Henri Danguy, objet de cette étude (1). Pendant que M. Danguy vivait le sien avant de l'écrire, M. Dorgèlès, repris d'une mauvaise fièvre, courait entre le Caire et Beyrouth rédiger plus hâtivement encore, ce très piètre ouvrage qui s'appelle *La Caravane sans chameaux*,

(1) *Le nouveau visage de la Cochinchine*, 1 vol., édit. Larose, Paris.

sans compter un ou deux romans. M. Danguy n'a publié durant ces années que ses observations en Cochinchine, où il a vécu durant quatre années, exerçant le plus passionnant des métiers pour qui sait regarder et comprendre : il a été journaliste et même directeur du plus important journal de Saïgon. C'est un témoin : « D'autres que moi rapporteront peut-être ce qu'ils ont lu, ce qu'ils ont entendu dire, Je ne rapporterai que ce que j'ai vu ». Que se passe-t-il donc exactement là-bas? Il se passe d'abord ceci : que les moyens d'informations de la Métropole sur la colonie sont des plus rudimentaires. Bien informé, le Français ramènerait beaucoup de bruits à leur signification réelle. Il y eut, par exemple, moins de soulèvements locaux en Indo-Chine pendant les cinq années qui viennent de s'écouler, qu'il y eut de grèves bruyantes en France pendant le même laps de temps.

Certes, nous avons fait des mécontents par un relâchement dans l'ordre social et dans le domaine administratif. La prostitution blanche sape notre prestige. Les fonctionnaires français, surtout ceux de l'enseignement, n'ont pas toujours donné l'exemple de l'ordre. Des soldats français durent descendre dans la rue réclamer l'amélioration de la nourriture. Crise de discipline, ici comme ailleurs, mais crise seulement. Que de grands chefs demeurent admirables, profondément humains! Aussi, là où d'autres ne rencontent que déceptions, M. Danguy trouve une exaltation constante : un hymne de vigueur dont il nous rapporte le rythme optimiste. Son secret? Il est simple comme la beauté : « rechercher ce qui fut fait par les colons et non ce qui fut oublié ». Avant de pousser plus loin, je voudrais dire la qualité de sa poésie : elle pénètre son récit, le vivifie, sans jamais être recherchée. Affinée par une profonde réflexion sur les gens et sur les paysages, par une culture qui çà et là résonne comme du cristal, la poésie de ce livre monte de l'âme. L'harmonie qui le parcourt est de valeur éminemment humaine : pas d'exotisme facile mais l'exquis trésor du moraliste classique transparenté en Extrême-Orient. Il a vu partout avec son cœur et sa curiosité fut toujours contrôlée par une lucide ardeur d'être vrai. M. Danguy est un réaliste. Ses épisodes ont été patiemment observés, passés au crible avant de recevoir l'emprunte artistique. Il y a là un curieux procédé de composition que nous souhaiterions avoir le temps d'étudier : comment une si minutieuse documentation a-t-elle pu produire un ouvrage si aisé? La science du dialogue égale chez lui la science du pittoresque, de l'image neuve, de la rêverie à fleur d'âme. Diable d'homme qui parvient à vous émouvoir en parlant de caoutchouc, de riz et de routes asphaltées!

Et voici les arguments massifs et la véhémence indignée : le document élevé par la flamme :

« Empoisonneurs, nous? Alors que l'entrée de l'opium est interdite sur les plantations et surveillée dans les agglomérations ouvrières! Assassins, nous? Alors que l'admirable directeur de l'Institut Pasteur de Saïgon est mort à la tâche, il n'y a pas six mois? Tortionnaires, nous? Alors que les pénalités barbares du code annamite ont été transformées par nous! Bourreaux des femmes, nous? Alors que nous multiplions les maternités et les œuvres de puériculture! Traqueurs d'hommes, nous? Alors que les petits colons vivent isolés dans la brousse, entretenant avec les indigènes les meilleures relations de bon voisinage! Allez donc là-bas, demeurez-y longtemps, et vous apprendrez que « coloniser, » c'est prolonger et compléter ». Nous les tuons, mais nous refaisons leur race par le sport et par l'enseignement. Nous les tuons!, mais ils naissent de plus en plus nombreux tandis qu'en France la courbe démographique tend vers la verticale descendante!... Et nos colons? Ils y vont eux. Ils y triment. Ils y réussissent quelquefois. Ils y meurent et dans bien des cas les Annamites rendent le culte à leur mémoire. L'avenir de l'Indo-Chine n'est pas à la Bourse : il est lié, comme du reste celui de toutes nos colonies,

à la fortune de la petite Colonisation, la seule que les indigènes comprennent et qu'ils secondent volontiers. »

Cette longue citation aura dit l'essentiel. On ne pouvait mieux défendre l'œuvre colonisatrice de la France. Ce ton âpre et généreux vaut à M. Danguy une sérieuse estime dans les réunions où, délégué à Marseille, et membre du Comité directeur de l'Association nationale des colons français (1), il apporte sa foi et son talent au service de la plus belle des causes. Sa grande impartialité aussi, et l'hommage qu'il ne manque pas de rendre, avec enthousiasme, à la charité chrétienne des missionnaires, témoins les pages émouvantes qu'il consacrait récemment aux fondations de léproseries pour Annamites dues au dévouement du R. P. Maheu.

Car son livre est un magnifique ensemble aux parties merveilleusement diversifiées. Une citation encore, extraite du chapitre « Une femme française ».

Voici comment s'exprime M<sup>me</sup> de la Souchère, un soir d'adieu, à ses Annamites : « Il y a dix-huit ans que je suis ici. Je ne peux plus, comme autrefois, faire vingt kilomètres à cheval, chaque jour, pour visiter vos femmes et vos enfants. Vous savez que je ne vous néglige pas, que je ne déserte pas... Je reviendrai, mes enfants. Je reviendrai parce que je ne pourrais plus vivre loin de vous, loin de cette terre qu'ensemble nous avons mise en valeur... Vous êtes le nombre : nous sommes la science, les capitaux, l'hygiène. Travaillons ».

Connaissez-vous beaucoup d'exemples d'aussi virile littérature coloniale?...

Et voici encore l'art, l'art savant de mêler constamment la vie d'autrefois à la vie de nos jours et d'en déduire la perpétuelle ressemblance de l'homme avec l'homme, la permanence du mystère à travers le progrès. La curiosité jamais satisfaite de M. Danguy, ce rêve éternel mais précis, nous enchantent. Que de choses contenues dans ces deux lignes : « Ce savant avait caressé jusqu'à son dernier jour la transparence des porcelaines et l'énigme des bouddhas ». Vraie puissance de l'écrivain que d'exercer son mystérieux regard sur les plus humbles objets pour en faire jaillir la bulle d'or qui nous éblouit...

Ah! comme je voudrais qu'un livre d'une si rare qualité conquiert les élites belges afin qu'elles y voient, comme en un miroir qui ne ment pas, le vrai visage d'une colonie française!

PHILIPPE DE ZARA.

## L'opinion catholique allemande et la victoire de Hitler<sup>(2)</sup>

Nous venons de voir, assez clairement résumées dans la *Schönere Zukunft*, les tendances d'une fraction de l'opinion catholique. Il nous reste à voir l'autre tableau : les positions de l'aile gauche.

Elles nous apparaîtront aussi nettement, aussi crûment mises en lumière dans la revue de l'abbé Moenius, l'*Allgemeine Rundschau*, que les autres l'étaient dans l'organe du docteur Eberle.

\* \* \*

Un mot de présentation sur l'*Allgemeine Rundschau*. C'est la doyenne d'âge des revues catholiques allemandes. Elle paraît à Munich depuis vingt-sept ans. Comme la *Schönere Zukunft*,

c'est une revue hebdomadaire établie sur une quinzaine de pages in-quarto, d'une impression plus serrée que la première. Son directeur — et en même temps l'auteur de livres excellents sur l'Italie (*Italienische Reise*) et sur la France (*Paris Herz Frankreichs*) — l'abbé Moenius, dont le nom n'est pas inconnu au public français (des articles de lui ont paru dans la *Revue universelle*), est un grand admirateur de l'âme latine. Attitude dont nous aurions certes bien mauvaise grâce à lui faire grief. Marquons cependant ici que son admiration passionnée pour les civilisations romanes, a pu parfois entraîner le docteur Moenius à une ferveur de latinité qui, du point de vue catholique, est trop exclusive et appelle des réserves. En Allemagne, le directeur de l'*Allgemeine Rundschau* s'est donné pour mission de combattre l'esprit de Bismarck. Cette situation à un poste de bataille avancé lui a valu injures et calomnies. Il a accueilli les unes et les autres avec une grande cranerie, nous dirions presque avec entrain. Le docteur Moenius est de ces soldats auxquels est indispensable l'atmosphère de la bataille. Il a bien montré son tranquille mépris des crailleries et du scandale dans les retentissants numéros de sa revue, consacrés à la violation de la Belgique par les troupes allemandes. Disons tout de suite que les couleurs très vives de l'*Allgemeine Rundschau* ne l'ont pas empêchée d'avoir l'appui de la hiérarchie ecclésiastique : elle compte parmi ses collaborateurs le cardinal de Munich en personne, Mgr Faulhaber.

\* \* \*

Dans le numéro du 27 septembre, la revue fixe tout de suite son attitude en écrivant sous le titre : « Scrutin de catastrophe » :

L'Histoire aura à enregistrer le 14 septembre 1930 parmi les jours les plus noirs des annales de l'Empire allemand. Nous n'avons pas encore le recul nécessaire pour mesurer toute l'étendue du désastre causé par l'aveuglement d'un peuple sans maturité politique.

Sur cette absence de formation politique d'un peuple passé sans transition d'un régime d'autocratie à un régime de liberté, l'auteur de l'article revient plus loin :

Toutes les forces positives de l'Etat doivent se préparer à la lutte contre une opposition que son triomphe électoral a grisée. Il ne faut point que les excitateurs qui ont réussi à soulever un peuple dépourvu de tout sens politique (*ein apolitisches Volk*) parviennent à le pousser au gouffre. Il ne faut point que d'un scrutin catastrophique sorte la catastrophe définitive.

L'écrivain ne voit qu'un bon côté aux élections de septembre, le bon côté de toutes les menaces collectives aigües : la cristallisation des éléments de résistance. « Peut-être l'effroyable danger de l'extrémisme de droite réalisera-t-il ce miracle : l'unification des forces bourgeoises. »

Ce qui manque au peuple allemand, c'est la perception nette de sa situation européenne et de la responsabilité qui lui incombe comme « point de convergence de tous les fils spirituels d'Europe ». Beaucoup sera gagné le jour où l'Allemand verra enfin que...

Germanisme et universalisme européen ne sont point des pôles opposés, mais les deux faces d'une haute spiritualité commune. C'est, hélas! ce que, depuis plus de trois quarts de siècle, le prussianisme de pensée, cultivé dans l'Allemagne de Bismarck et des Hohenzollern, s'est attaché à masquer pour développer le plus étroit des égoïsmes nationalistes. La dernière manifestation de l'esprit prussien-nationaliste est l'hitlérianisme qui, dans l'opinion de l'étranger, aura, en une journée, brisé plus de fenêtres que des années d'incessant et consciencieux labeur ne réussiront à en réparer. Tel est le triste bilan extérieur du 14 septembre.

Dans le numéro suivant de la revue (4 octobre), le même écrivain est amené par l'étude de la carte électorale d'Allemagne à des conclusions intéressantes. C'est dans l'est allemand, en Poméranie et en Prusse Orientale, dans le royaume des Junkers, dans les bastions et « les citadelles du vieil esprit prussien » (*Hochburgen des Altpreussentums*) que Hitler a remporté ses plus éclatants succès. En Poméranie, le nombre des bulletins nationaux-socialistes s'est élevé de 17,000 à 237,000; en Prusse Orientale, de 8,000 à 235,000.

Ce sont là les régions sur lesquelles s'appuyait Bismarck quand il était victorieusement sur la table de Bundestag la loi du suffrage universel. Il comptait sur la servilité de chiens (*hündische Knechtseligkeit*) de l'habitant des petites villes de la vieille Prusse, du paysan, du laboureur, aux yeux duquel il n'était pas de plus haute sagesse politique que celle du Landrat conservateur et du Junker. Ces mêmes habitants de l'Est n'ont point davantage de nos jours le sens des libertés économiques et morales : ils ont trop dans les moelles l'éducation prussienne. Payer l'impôt, jouer au soldat et se taire (le texte est plus énergique : *Maul halten*), c'est l'abrégi de toute sagesse politique dans la Prusse de la rive droite de l'Elbe.

(1) Siège social, 14, rue Quatrefoies. Paris (V<sup>e</sup>).

(2) Voir la *Revue catholique* du 16 janvier 1931.

L'auteur revient sur ce servilisme, cet agenouillement devant la force où il distingue la raison profonde du succès de Hitler :

Le national-socialisme est le dernier abri de cet esprit prussien qui ne vit que dans l'autorité, ne prospère qu'à l'ombre d'un uniforme, ne peut s'imaginer la politique comme autre chose que l'expression de la force brutale. On n'est impressionné que par les phrases ronflantes, même menteuses, par l'uniforme, même si celui-ci se borne à la chemise brune, à la veste de sport, à la casquette à visière avec la croix gammée. On n'est impressionné que par le geste de violence, par la politique du revolver et du poignard. On ne regarde pas à la qualité des éléments qui entrent dans les bataillons hitlériens et qui loutent leur peau à gage contre un peu d'or et beaucoup d'alcool. L'électeur qui, à l'Ouest et dans le Sud, a marché derrière l'étendard rouge à la croix gammée noire est lui-même un fidèle de ce credo politique dont les articles ont été si nettement formulés par l'idole du prussianisme, par Bismarck : « Nous n'avons que faire du Droit : j'ai en mains le pouvoir, je m'en sers dans le sens que commande mon intérêt ». Le fait que cette politique continuée par Guillaume II s'est brisée en 1918 contre la résistance de l'Univers civilisé, contre la conscience du monde, — voilà ce que se refusent opiniâtrement à voir les adorateurs incurables de la politique de force et de violence.

Et le remède? Où le rédacteur de l'*Allgemeine Rundschau* voit-il le remède? Dans une dissociation salvatrice entre les deux Allemagnes géographiquement et moralement distinctes, entre l'Allemagne de l'est, adoratrice de la force, et l'Allemagne de l'ouest, qui a conservé dans sa tradition et jusque dans son sang le goût de la liberté. Saluons le courage de l'Allemand qui, à Munich, dans la ville du *Völkischer Beobachter*, ose écrire des lignes comme les suivantes, qu'il pourra un jour payer de son sang :

Le devoir qui s'impose, c'est la séparation absolue des régions de l'est empoisonnées par le vieil esprit prussien et des régions de l'ouest et du sud. C'est le rétablissement de l'autonomie entière de ces régions de la rive gauche de l'Elbe fraîchement annexées à la Prusse, que Bismarck foula de sa botte. C'est l'affranchissement de la Rhénanie et de la Westphalie de l'administration prussienne. Voilà la première partie de la tâche. La seconde serait la dislocation de la grande propriété domaniale à l'est de l'Elbe et la colonisation de l'est par des éléments d'une civilisation plus évoluée, ayant par le sang et par la tradition, culturellement et économiquement, dépassé le stade de l'obéissance mécanique telle que nous la trouvons encore comme un héritage du slavisme dans la Prusse de la rive droite de l'Elbe. Il faudrait que s'établissent à l'est des éléments ethniques ayant enfin dompté en eux cet esprit de servilité qui, dans chaque bureaucrate du Landrat, dans chaque sous-officier en uniforme voit une incarnation de la divinité dont Hegel enseigna le culte au peuple prussien.

Le rédacteur de l'*Allgemeine Rundschau* (numéro du 25 octobre) voit dans l'article 231 du Traité de Versailles posant la culpabilité de l'Allemagne et dans la clause de démilitarisation de la Rhénanie les deux principaux points d'appui de la propagande électorale de Hitler. Ces deux stipulations de Versailles sont, aux yeux des Nazis, la plus claire manifestation de l'esprit d'iniquité et d'oppression de la France, le criant scandale qu'une Allemagne enfin rendue au sentiment de sa dignité se doit de briser par tous les moyens. Quelle sera la position de la revue catholique devant des ceux points « névralgiques »? Ici encore inclinons-nous devant le courage de l'écrivain qui n'a pas craint de mettre sous les yeux de son peuple, en pleine effervescence raciste, les lignes que voici :

La rage des nationalistes s'attaque principalement à l'article 231 du Traité, à ce qu'ils dénomment : l'aveu de culpabilité extorqué par la force. Et d'abord quels sont ceux d'entre les plus grands vociférateurs racistes qui ont lu cet article dans son texte?... Et qu'en veut-on retrancher ou contester? La guerre n'a-t-elle pas été déclenchée par l'Allemagne impériale alliée à l'Autriche-Hongrie? Les deux empires centraux ne doivent-ils pas être tenus responsables, par leur agression, des dommages causés aux puissances alliées? Les hostilités contre la Serbie ont été ouvertes par l'Autriche, bien que la Serbie ait satisfait à toutes les conditions de l'ultimatum posé, ainsi qu'en témoignent les notes marginales de la main même de Guillaume II. Contre la Russie, c'est l'Allemagne qui a commencé la guerre. C'est elle encore qui, du propre aveu de Bethmann Hollweg, viola la neutralité belge. C'est elle encore qui déclara formellement la guerre à la France en tentant de légitimer sa rupture par la fable du bombardement aérien de Nuremberg. L'Angleterre n'est entrée dans le conflit qu'à la suite de la violation de la neutralité belge. L'Amérique n'y est entrée qu'à la suite des torpillages de sous-marins, violation formelle du droit maritime international. Seule l'Italie, devenue maintenant le pays de rêve des Hitler, a attaqué les puissances centrales sans nécessité et par esprit de cupidité... Que signifie donc cette guerre à l'article 231? Qu'espère-t-on de sa radiation? Espère-t-on blanchir un nègre?...

Reste le second point : la démilitarisation rhénane... Le passage des mers entre l'Europe et l'Asie mineure n'est-il pas réglé par des conventions que seule est tentée de trouver géantes celle des deux puissances qui nourrit dans son cœur de mauvais desseins? Veut-on dire que l'Allemagne, derrière sa revendication de radiation des stipulations rhénanes, poursuit des buts troubles et nourrit des projets d'agression? Non, sans doute. Mais alors que reste-t-il en fait de raisons valables pour une révision des clauses de paix?

Ces lignes courageuses ne nous étonnent pas dans la revue du docteur Moenius, du prêtre intrépide qui a pris avec l'élan que

l'on sait la défense de Mgr Ruch et du cardinal Hlond. Quelles clameurs furieuses elles soulèvent, quel encerclement de haines elles créent autour de la plume qui les ose, le lecteur français le devinera aisément (1).

Le numéro du 8 novembre de l'*Allgemeine Rundschau*, dans un article très fortement établi au point de vue dogmatique, intitulé : « Un catholique peut-il être national-socialiste » et dû au docteur Mayer, vicaire général de l'évêché de Mayence, revient sur la position dictée aux catholiques par leur foi à l'endroit du national-socialisme. Le docteur Mayer cite des extraits fort démonstratifs de la prose du parti Hitler, extraits dans lesquels il ne lui est pas difficile de montrer la criante négation de l'esprit catholique et même du christianisme tout court.

Qu'écrit Oto Strasser?

La guerre — la guerre par tous les moyens — est déclarée par la jeune révolution allemande à l'empêchement de l'étranger dans notre culture, à tout ce qui menace notre race de dégénérescence... Nous nommons en première ligne la Juiverie, qui, avec ses alliés supérieurs la Franc-Maçonnerie et Rome, s'ape la vie de l'âme allemande.

Et qu'écrit à son tour Gottfried Feder, dont l'idée favorite est que la croix gammée a deux grands adversaires devant elle : la croix du Christ et le drapeau rouge de Karl Marx?

Le parti noir exploite en l'avilissant le signe de la croix; le parti rouge prostitue de même façon les vieilles couleurs vénérables de notre magnifique moyen âge impérial. Nous autres, nationaux-socialistes, nous suivons le palpitant sillage de nos étendards d'assaut. Nous retrouvons nos racines dans la pénombre d'aube du prégermanisme et, rayonnante d'éternelle jeunesse, monte devant nos regards comme un éclatant soleil la croix gammée symbole de la vie résurgente.

La même virulence d'antichristianisme, le docteur Mayer la retrouve dans la thèse d'Alfred Rosenberg, rédacteur en chef du *Völkischer Beobachter* : dérision du dogme, établissement d'un culte nouveau, la religion germanique dont le premier postulat est l'exil du crucifix.

Pour situer exactement le ton de la polémique hitlérienne, le vicaire général nous cite un petit fait qui, à l'avantage d'éclairer la mentalité « Nazi », ajoute celui d'introduire la note comique dans le conflit qui se déroule entre Hitler et l'évêché de Mayence à la suite de la condamnation portée par l'Ordinaire sur la doctrine nationale-socialiste.

Le texte émanant de l'ordinaire, écrit la feuille hitlérienne, est signé d'un certain docteur Mayer. On nous dit qu'il s'agit d'un juif converti. S'il se confirme que M. Mayer est un juif baptisé, il devient évident que Sa Grandeur l'évêque de Mayence a été manœuvré et exploité et qu'en réalité c'est le terrorisme juif qui, sous le manteau du prêtre, est en marche contre notre mouvement.

Le vicaire général rectifie en souriant et assure avec la plus parfaite courtoisie à ses adversaires hitlériens que « ses ancêtres sont tous de bons Allemands ».

A l'affirmation passablement imprudente de l'organe central de Hitler (le *Völkischer Beobachter*) que le verdict épiscopal va à l'encontre des directives pontificales, le docteur Mayer oppose les condamnations portées par le Vatican sur tous les nationalismes agressifs. Quel nationalisme plus agressif pourrait-on trouver que celui de Hitler qui « surestime l'élément germanique-nordique et sous-estime le caractère des nations étrangères »?

A la fin de son article, le vicaire général ramasse tous ses arguments et pose au lecteur de bonne foi la question de confiance : « Un catholique peut-il entrer dans les rangs du parti national-socialiste? Je laisse au lecteur le soin de répondre ».

Pour en finir avec l'*Allgemeine Rundschau*, nous croyons devoir faire mention d'un remarquable article de fond (numéro du 8 novembre) dû à la plume de Rolf Schott, de Munich, et qui

1. Il mesurera cependant difficilement la virulence et la grossièreté des réactions. Le *Völkischer Beobachter* traite le docteur Moenius d'« ignoble bandit », de « traître qualifié ». Le prêtre qui est à la tête de l'*Allgemeine Rundschau* reçoit dans son courrier des lettres du goût de celle-ci, que nous nous excusons de mettre sous les yeux du lecteur français (mais il faut que ces choses-là se sachent et que soit connu le paroxysme de rage auquel peuvent arriver certains partis allemands) : « Vous vous croyez prêtre et vous l'êtes, mais un prêtre-porc (ein Schweinepriester), un pourrisseur de sa patrie, un second Erzberger, un Judas Iscariote, en tout cas pas un homme qui a l'Allemagne pour pays. Vous êtes de ceux qui n'ont qu'un Dieu : le Pape, et qui un métier : l'exploitation du pauvre peuple, naïf et fanatisé... Tu t'imagines servir Dieu, Belzébuth? Et chacun des commandements romains que tu invoques est un éclatant blasphème. C'est miracle que l'Eglise que tu sers ne s'écroule pas. Arrière, calomniateur de l'Allemagne, salisseur de l'Allemagne! Les réprouvés t'accueilleront en triomphe quand tu descendras les rejoindre, curé! »

élevant le débat au-dessus des polémiques du jour, met dans une très belle lumière l'attitude de principe de la revue à l'endroit du nationalisme.

Après avoir défini le cosmopolitisme goethéen et avoir montré que cette hauteur de sérénité demeurera toujours le lot d'un très petit nombre d'esprits, l'auteur pose cependant la loi générale : « Chacun d'entre nous a le devoir strict de faire taire en lui la voix bestiale de la haine. La haine nationale est une haine comme les autres ».

« Wagner, poursuit-il, a gâté toute son œuvre, toute son entéliechie, par la haine de race et l'absurde postulat d'un art national. »

Suit une rapide et brillante caractéristique des divers nationalismes européens avec leur visage distinct.

Le nationalisme français, très marqué, très ardent (« le Français a au plus haut degré l'esprit national et patriotique »), est « un nationalisme d'essence fine et comme spiritualisée qui est à la mesure de Paris, de Paris plus grand que la France, de Paris aussi large que l'Occident ».

Le nationalisme italien, caractérisé par le culte de la personnalité humaine, de la « vertu », aime se concrétiser, s'incarner dans une figure-type; il a besoin d'un « nom propre », d'une silhouette qui, dans tous les royaumes de l'activité terrestre (art, poésie, politique...), gardera toujours quelque chose du profil du condottiere.

Le nationalisme anglais, réalisateur par essence, « très positif, très terrestre, plus rationnel et calculé que tous les autres nationalismes », étend son réseau « sur le globe entier ».

Et le nationalisme allemand? Il apparaît à notre auteur sous deux formes différentes, presque opposées. Ou bien sous les dehors d'une sorte de « modestie résignée » (la phrase-type : « Nous voulons une place au soleil »), ou bien sous l'aspect du « pseudo-fascisme effervescent » dont les dernières élections nous ont montré le triomphe.

Le fascisme germanique, écrit le docteur Schott, copie le fascisme italien avec une servilité humiliante, mais il ne le copie que par ses petits côtés. Ce qui a donné au fascisme italien, en dépit de passagers égarements, son élan créateur et comme une sorte de renouveau classique, je veux dire, cette joie de vivre, cette jeunesse qui éclate en lui — le fascisme germanique l'a ignoré; il a mis à sa place cette triste chose : l'appel à la haine antisémite... Le nationalisme allemand porte en lui un principe d'auto-destruction. C'est toujours plus la guerre fratricide qu'il cherche que cette vraie force qui n'en impose qu'à la condition de reposer sur une sereine conscience de sa force.

Les autres nationalismes sont une production spontanée et naturelle, quelque chose qui va de soi et dont il n'y a pas à dissenter; le nôtre est un problème. D'un mot, notre nationalisme est un nationalisme qui a perdu ses bases. Il fut jadis un Saint-Empire germanique fort prospère principalement dans les périodes où il agissait en harmonie et unité avec le grand prêtre de l'Eglise catholique romaine. Cette conception de l'imperium du Reich, a été supplantée par la conception du Reich de 1870 qui n'était plus une idée, mais une simple question d'intérêt, une affaire... Ce qui a mis dans le nationalisme allemand le germe essentiel d'inquiétude et de trouble que nous lui voyons, c'est le déplacement de ses bases, l'abandon de la grande idée d'Occident et la contraction volontaire et violente dans les limites du seul national. Dès ce moment il était touché à mort...

Puisse l'Allemand voir enfin que son nationalisme ne peut être que transnational pour la raison qu'il est condamné à l'étouffement s'il se confine aux poteaux-frontières teutoniques. Conquête de l'Occident? Pourquoi pas? Pour le cœur, non par le glaive. Les tanks, les sous-marins et les gaz toxiques sont chose périmée. Beaucoup d'Européens le voient déjà. Que les Allemands s'enferment dans l'idée de leur mission. C'est une frontière à l'intérieur de laquelle il fera meilleur vivre pour eux qu'à l'intérieur d'une frontière de fils barbelés.

\* \* \*

Prenons un peu de recul et tentons de voir quelles grandes lignes se dégagent de ce qui vient d'être dit.

Nous avons beaucoup cité, beaucoup traduit. Il nous a semblé que l'objectif précis que nous nous étions fixé dès le début, la mise en lumière des réactions caractéristiques de l'opinion catholique allemande, considérée dans son élite intellectuelle, devant la poussée raciste, n'exigeait guère l'intervention personnelle et que, dans cette audience, l'essentiel était de laisser parler le témoin.

Nous venons de donner la parole aux témoins. Nous soulignons ce dernier mot qui définit bien la qualité — et la seule — qu'il convient de reconnaître aux deux directeurs de revues précitées. Ni l'un ni l'autre ne sont des chefs. Ils caractérisent et résument des courants, il ne les déterminent pas. Nous nous sommes intentionnellement tournés vers les deux côtés opposés de l'horizon.

Des représentants qualifiés de ces deux fractions du monde catholique allemand, que nous avons, en commençant, appelés l'aile droite et l'aile gauche, sont venus à la barre et ont déposé avec une netteté qui fait la tâche facile à l'auditeur du prétoire. Nous disons intentionnellement auditeur et non juge. Nous n'avons point ici à rendre de verdict, mais à enregistrer et à dégager quelques conclusions. Nous sommes surtout venus en observateurs.

Devant la vague hitlérienne, l'aile droite se tourne du côté de l'étranger comme vers le seul coupable. Au lieu de condamner le racisme, elle prend en quelque sorte un point d'appui sur lui pour montrer ce qu'il contient de légitime et ce qu'il peut avoir de fécond. La victoire nationaliste, réaction normale d'un excès de misère, purifie l'horizon allemand des nuées démocratiques et socialisantes. Elle met à nu des raisons profondes de la désaffection parlementaire. L'Allemagne par toutes ses fibres postule un régime d'autorité, l'avènement de la « main forte » (*die starke Hand*). L'heure est passée des bélements résignés qui traduisaient un sentiment si humilié de la dignité de la nation, une si étrange méconnaissance de la Justice et du Droit. Les démocrates, ces faux amis de leur pays, ont laissé glisser de leurs mains la plus admirable des cartes : les titres que donnait à l'Allemagne courbée par la force la justice immanente. L'Allemagne a le devoir de repousser le carcan de honte qu'on veut lui imposer. Elle peut et doit parler haut. Elle parle au nom de la « conscience du monde » (*Weltgewissen*).

L'aile gauche, loin de voir dans la victoire raciste une aube purificatrice, aperçoit dans la journée du 14 septembre « le jour le plus noir des annales de l'Allemagne ». Le premier mot est : « Scrutin de catastrophe ». Ce n'est pas de l'étranger que vient le mal, c'est du dedans. L'esprit de Bismarck porte ses fruits. Hitler est le produit normal du prussianisme, de l'esprit de l'est. Le sombre démon ethnique de l'Allemagne se réveille. Le seul salut (le professeur Schmittmann de Cologne indiquera la même voie) (1) serait un déplacement du centre de gravité de la Germanie, la soustraction des provinces de l'ouest et du sud à l'influence des régions de la rive droite de l'Elbe (ligne de démarcation morale autant que topographique, entre l'Allemagne orientée vers l'Occident et l'Allemagne tournée vers l'Orient).

Le docteur Eberle et le docteur Moenius, dans une heure de crise solennelle de leur pays, s'arrêtent tous deux pour faire le point. Le résultat de l'examen est différent. Chez le premier, un acte d'accusation, chez le second un *mea culpa*.

Nous arrivons au terme d'une étude du caractère incomplet de laquelle nous sommes entièrement conscient. Elle montre les extrémités du tableau; elle en néglige le milieu. Nous n'avons tenté de fixer que les réactions extrêmes de l'opinion catholique cultivée d'Allemagne. Une enquête un peu complète aurait à s'inquiéter des positions prises par la grande presse catholique quotidienne allemande, par des journaux comme la *Kölnische Volkszeitung*, la *Germania*, la *Augsburger Postzeitung*, la *Rheinmainische Volkszeitung*. Elle trouverait dans ces organes, disons-le tout de suite, une condamnation du racisme hitlérien, condamnation marquée d'une certaine prudence dans les premiers journaux cités; condamnation portée avec la plus décisive et la plus courageuse vigueur par ces vaillants champions de la cause de la paix catholique que sont la *Poste d'Augsbourg* et la *Gazette populaire du Rhin et du Main*. Mais un tableau général des manifestations de la presse catholique allemande au lendemain du succès électoral de Hitler n'était point dans nos intentions en entreprenant cette étude.

L'objectif unique des pages qui précèdent aura été de fixer approximativement les limites entre lesquelles oscillèrent les réactions catholiques devant la poussée nationaliste.

Une question avant de finir monte à nos lèvres, comme elle montera peut-être à celles du lecteur.

Une question double et dont nous ne songerons point à atténuer la gravité.

Quelle est l'importance relative des deux courants dont notre brève étude a tenté de donner une idée? (Il y a ici une question essentielle de proportions, de perspective.)

Quel est celui de ces deux courants qui depuis les élections semble gagner du terrain?

Hélas! notre réponse, appuyée sur les meilleurs témoignages directs qui nous parviennent d'Allemagne, aura le devoir d'être

(1) Sollen wir weiter die Verklammerung des Rheinlandes an des Osten dulden?... Sollen wir das katholische Rheinland versinken lassen in diesem Meer des Radikalismus?

assez noire. Combien ardemment nous eussions souhaité pouvoir donner à ces quelques pages une de ces claires conclusions optimistes qui laissent le lecteur sur une impression réconfortante! Mais il n'est pas en notre pouvoir de modifier les faits.

Nous devons donc dire d'abord que les effectifs de l'*Allgemeine Rundschau* représentaient à peine le quart de ceux de la *Schönere Zukunft* au moment du vote de septembre. Ensuite que la disproportion entre ces effectifs va toujours s'amplifiant. En d'autres termes, que l'aile droite gagne tout ce que perd l'aile gauche. La campagne d'intimidation des racistes semble porter ses fruits. Un courant incontestable va vers la force.

Non seulement un Moenius, mais aussi un Schmittmann, infiniment moins extrême, combattent aux avant-postes, en isolés. Ils sont — ne nous faisons à cet égard point d'illusion — des drapeaux qui compromettent ceux qui les suivent. Beaucoup qui, dans le secret de leur cœur, leur donnent leur adhésion s'éloignent avec le hochement de tête qu'inspirent les absolutismes héroïques mais stériles et se tournent vers les opportunistes rémunérateurs et les compromis productifs. L'alliance, ou à tout le moins l'accommodement avec l'extrême droite, qui représentait, avant les élections, l'ennemi déclaré, se dessine, depuis, avec une netteté de plus en plus grande dans l'opinion catholique.

Pour qu'on ne nous accuse pas de noircir le tableau, nous nous permettons de mettre sous les yeux du lecteur les lignes suivantes, que nous empruntons à une lettre reçue tout récemment d'Allemagne et émanant d'une des plus hautes personnalités du monde catholique d'outre-Rhin :

Le résultat que nous avons sous les yeux n'est point sans nous donner de vives inquiétudes. L'esprit de Hitler gagne dans l'opinion catholique nettement, très nettement, du terrain. Le docteur Eberle n'est pas à la tête de cette orientation, mais la couleur de sa revue la caractérise parfaitement... Trop de catholiques, au rebours de leurs tendances intimes, cherchent un appui sur la vague nationaliste; ils veulent être du côté du succès. La situation politique montre aujourd'hui un visage différent de celui qu'elle offrait à l'époque des élections de septembre. Hitler était alors l'adversaire avoué et déclaré. Il fait aujourd'hui figure d'allié éventuel de demain (*der eventuelle Koalitionsgenosse von morgen*).

Vis-à-vis des sociaux-démocrates, considérés comme usés et finis, on travaille aux dégagements prudents. Extérieurement et officiellement, la grande presse catholique prend encore position contre le national socialisme. Mais dans le fond, on en veut à l'évêque de Mayence dont l'intervention a rendu si difficiles les plans d'avenir d'une coalition avec les droites.

Il faut conclure, et il nous est difficile de le faire autrement que par un point d'interrogation, avec tout ce que ce signe matériel de l'indécision comporte de sourde inquiétude. Les mois qui viennent marqueront-ils un arrêt ou même un recul dans une voie qui n'est pas sans comporter des dangers (peut-être en Allemagne et sûrement vis-à-vis de l'étranger)? L'avenir seul peut répondre.

ROBERT D'HARCOURT.

## Pour la survie d'une belle œuvre

C'est sans doute une grande amitié qui a inspiré à François Mauriac la réédition de son ouvrage sur André Lafon (1), publié d'abord en 1924. Il a voulu rendre un nouvel hommage à la mémoire d'un poète qui tressaillait jadis avec lui à de semblables enchantements. En même temps, il a donné à cet ouvrage, qui est bien mieux qu'une biographie, — qui est « l'histoire d'une âme » exprimée dans une œuvre, — une conclusion. Ainsi les anciens mystiques, lorsqu'ils avaient médité sur la vie d'un saint, dégageaient-ils de leur contemplation les leçons fortes et purifiantes qui guidaient leur ascension propre.

J'ai cité le mot « saint ». A vrai dire, j'oserais, considérant la dernière étape de sa vie, l'appliquer au poète que François Mauriac nous présente, tant l'âme d'André Lafon était fille de la douceur et amoureuse de l'humilité. « Sa douceur ne nous étonnait pas; nous acceptions comme du pain sa bonté de chaque jour. »

(1) François MAURIAI, *La Vie et la Mort d'un poète*. Préface de l'auteur. Grasset, Paris, 1930. Avec un portrait d'André Lafon.

Il était surtout un angoissé, au sens le plus aigu du mot. Ce fut son signe. Tout enfant, l'angoisse, — celle qui suppose toutes les angoisses, — l'étreignit déjà. Cela explique ses crises, ses élans, et aussi, parce qu'il avait l'âme tendre d'un François d'Assise, son amour des humbles et sa passion d'effacement. Lafon fut un rêveur ébloui des splendeurs du monde visible, par lesquelles il se rattachait instinctivement à l'ineffable des êtres. Au milieu même de la gaieté, on le sentait « proche du mystérieux pays de ses évasions »... Le monde ne devait pas combler les aspirations d'une telle âme. La gloire couronna son premier roman, l'*Elève Gilles*. Mais aux marques extérieures consacrant son génie, Lafon ne fut qu'à demi sensible. Seul, un ami avait le droit de mettre en pleine lumière le chantre douloureux de la *Maison pauvre*. François Mauriac a laissé parler son cœur. Et avec tant de spontanéité franche que son étude est un poème, elle aussi, un poème d'amitié toute chrétienne.

... Il serait intéressant d'offrir ici un résumé de l'ouvrage au point de vue biographique. Mais l'auteur, encore qu'il ait situé le poète dans les cadres successifs qui l'ont vu s'exalter et produire, s'est assigné un but plus large. Il a surtout mis en relief l'influence secrète du poète sur l'ami qui, pieusement, dévoile les profondeurs inouïes d'une vie aimée. Une grande leçon se dégage du contact de ces deux âmes. André Lafon était doué de cette mystérieuse puissance attractive qui annonce silencieusement la présence d'une grande Pensée. Son biographe, — j'aime mieux dire l'héritier de ses rêves, — a saisi le pouvoir conquérant de cette vie dont l'actuelle génération mépriserait peut-être le désir d'ombre et d'effacement, mais qui est à elle seule un chef-d'œuvre, s'il est vrai que ceci soit le perfectionnement intime et la poursuite incessante de plus hautes visées spirituelles. On le devine : cette existence fécondée de grâce divine et « affamée d'épreuves », offre un singulier contraste avec les ambitions cruelles de la jeunesse dont nous sommes. La douceur d'André Lafon est bien une « source perdue ». En elle, il avait trouvé sans impulsion, car elle l'avait façonné et il s'était imprégné des vertus sœurs : humilité, bonté. Cependant les crises subies furent un drame dont la mort seule accusa le terme. L'Angoisse immense étendit ses ailes de feu sur la vie d'André Lafon jusqu'au jour où il entra dans la Paix totale, c'est-à-dire dans la Maison du Père.

La profession qui fut sienne, — surveillant de collège, — fut humainement dure pour une telle âme. Mais elle offrait des échappées. Lafon se les peupla de rêves et d'ardeurs littéraires. Que ce fût à Blaye, à Bordeaux, à Paris, l'apôtre trouvait d'ailleurs dans le métier de surveillant la quotidienne occasion de nourrir les enfants du pain de vérité. La besogne accomplie, et surnaturellement subie, Lafon laissait vibrer sa très fine sensibilité aux voix extérieures, qui suscitaient en son cœur des extases infinies. Alors surtout il laissait son grand Rêve s'épanouir dans la lumière des sommets, tandis que, sourde et crucifiante, l'angoisse de vivre l'obsédait toujours. Les cris jaillissent :

*Ce jour-ci m'a meurtri plus qu'un dur faix de branches,  
Pourtant je ne hais pas sa lueur qui s'en va.*

Car la haine, jamais, ne pourrait habiter un cœur si exquisement fait pour l'amour. Voici du reste venir celui-ci. Il trouve un champ tout préparé. Il fond d'un coup sur ce grand et pauvre enfant, fou de tendresse. Mais Lafon n'attend rien de ce qu'il aime : « renoncement total, hors celui d'aimer ». Je cite Mauriac : « Au prix de cet abandon, il possède son amour à des profondeurs inaccessibles; il emporte son trésor au fond de l'eau grise d'un songe éternel, et par cet abandonnement, atteint à une parfaite possession. Ainsi maître de ce qu'il aime, détenteur d'une tendresse si pure et si renoncée, il en compose peu à peu l'amour unique dont ses derniers jours furent comme embrasés : Dieu bénéficia de cet héroïque refoulement. »

Ce refoulement donne toute leur beauté aux poèmes de la *Maison pauvre* :

*Ta mémoire est en moi plus pure que l'image  
De la lune parmi l'étang silencieux,  
Et partout je la porte, et sans cesse à mes yeux  
Le rêve retrouvé vient offrir ton visage.  
Comme l'eau sombre accueille au milieu des grands bois  
La pensive lueur de l'astre qui s'élève,  
J'accueillis ton amour qui, se levant pour moi,  
Vint éblouir ma vie en l'ombre de son rêve.*

*L'astre passé, l'étang profond s'est endormi ;  
Mais ton souvenir clair persiste en ma pensée,  
Et tu pourrais le voir, blanche fleur balancée  
Sur l'eau grise du songe éternel que je vis...*

... A dix-huit ans, Lafon perd la foi. Pourquoi? Affreux désarroi connu de ces natures « chez qui le cœur a plus de part que l'intelligence dans l'acte de Foi ». Mais Dieu veille. Un drame de famille, le suicide d'un parent, drame transposé dans l'*Elève Gilles*, intensifie l'angoisse du poète, et celle-ci le retourne vers Dieu :

*Il fallut que l'effroi me jetât contre vous.*

Les années se poursuivent. Mauriac évoque ici le souvenir des heures vécues avec l'ami à Lassagne, chez Georges Dumesnil, et les vacances passées à Malagar, d'où Lafon devait emporter des gerbes d'impressions si vives. Nous sommes en 1912. L'*Elève Gilles* obtient le grand prix de littérature. La joie visite André. Mais elle ne peut nouer de fragiles liens d'ambitions terrestres. L'âme plane toujours à des hauteurs inaccessibles.

Je voudrais citer les lettres de Lafon à cette époque. Elles sont, autant que les poèmes, l'expression finale d'une latente inquiétude et d'une force ardente de refoulement : « Ayons le courage de renoncer, pour toute la vie, à ce que nous savons ne plus pouvoir accepter. Il n'est que temps de nous orner de ce dernier mérite, de ce volontaire sacrifice. Nous sommes plus haut à présent ». Quant à la *Maison sur la rive*, histoire d'une jeune fille de province que juggle un soudain et puissant amour, c'est encore toute la traduction de l'âme héroïque d'André.

La guerre survient. En 1915, à l'hôpital militaire de Bordeaux, André Lafon, le grand épris de l'Invisible, entrait dans la pacifiante Clarté.

... Catholique, Lafon l'a été jusqu'au délire. Et il faut croire à la sublimité de la folie sainte. La foi a été pour lui la suprême consolation de vivre. Mais c'est en elle aussi qu'il trouva les puis-

santes aspirations de son art. Très naturellement, il s'est appliqué le secret commis par Goethe : « Le secret... c'est de perfectionner notre âme ». L'*Examen de conscience*, qui clôt le volume de Mauriac, y insiste. A l'encontre de la nouvelle génération qui se disperse, vit « hors d'elle », et veut connaître le Tout sans d'abord s'être pénétrée elle-même, Lafon se cherche et par là se trouve. Les autres se suicident systématiquement. Lui vit, rayonne, agit, parce qu'il vit en soi. Que ceci suppose un souci constant du spirituel, c'est évident. L'artiste sera grand dans la mesure où il multipliera ses richesses de vie parfaite. Mauriac, avec une grande sincérité, a souligné cette vérité. Aussi faut-il souhaiter voir son œuvre commentée par les jeunes. Oh! il en est encore parmi notre génération qui gardent un tel culte d'Idéal et qu'un Lafon séduirait. On leur objectera le risque de l'erreur en face de la vie, sous le prétexte que la vie intérieure, c'est-à-dire catholique absolument, interdit à l'artiste la totale expression du vrai. Mais il y a des efforts à faire, une attitude à tenir pour « demeurer à la fois véridique et chaste ». François Mauriac reproche à Lafon d'avoir parfois surchargé son œuvre de considérations inspirées de la *Grande Pitié des églises de France*. A mon avis, Lafon a été plus sincère devant l'idéal qu'inquiet vis-à-vis des contrôles ecclésiastiques. D'une façon large, Mauriac conclut d'ailleurs très catholiquement au secours de la grâce chez l'écrivain catholique. Et là se trouve, très consolante et pacifiante, la meilleure leçon de l'ouvrage. Elle sert bellement nos Lettres. La prière donnera cette grâce, comme l'écrivait Lafon lui-même à Mauriac : « Prions... Nous sommes de ceux qui doivent guérir de leur jeunesse. Elle est notre mal, tâchons qu'elle soit notre richesse... La destinée des artistes est plus mystérieuse que celle des autres hommes; ayons le courage d'accepter toute la nôtre, si chargée qu'elle soit dès le seuil... J'aurais souhaité ces temps-ci vous faire paraître un plus vif attachement, mais c'est par la prière que j'ai cru devoir plutôt vous aider ».

MARCEL CRÈVECEUR.

## Les idées et les faits

### Chronique des idées

#### La Philologie en Belgique.

Du tome III de l'*Histoire de la Belgique contemporaine* (sous la direction de M. l'abbé Deharvenge), enfin paru, non encore mis en vente, je détache anticipativement la douzième partie, qui porte sur la Philologie en Belgique, à la rédaction de laquelle ont collaboré Alphonse Roersch pour la Philologie classique et orientale, Fernand Desonay pour la Philologie romane et le chanoine Henri de Vocht pour la Philologie germanique et l'histoire de l'humanisme.

Obligés de s'enfermer dans une cinquantaine de pages pour ne pas rompre l'équilibre de ce troisième tome, on conçoit que les trois auteurs dont la compétence est universellement reconnue, ont dû se borner à tracer un tableau très rapide, presque une nomenclature. Elle n'est pas sèche d'ailleurs, elle joint la précision à l'élégance, elle ne sacrifie pas la clarté à la concision. Je crois que dans ce vaste champ de l'érudition belge, aucun nom qui vaille n'a été omis et que nos philologues ont, d'une manière générale, reçu la mention qu'ils méritent. Belges, établissant l'inventaire de la philologie belge, ayant même à juger des confrères encore vivants, nos trois Aristarques, sans faire entendre un péan à la gloire du Centenaire, se devaient d'user d'une large bienveillance et de varier le plus possible en les nuancant, les formules laudatives. Ils ont accordé la sincérité avec la fonction d'historiographe presque officiel, en ne donnant que de justes éloges et en sous-entendant les vérités moins agréables. Au reste, c'est une vue d'ensemble et les personnalités n'y ont pas toute l'importance qu'elles prendraient dans des monographies spéciales.

Pour ma part, n'étant pas tenu à la même réserve, il m'arrivera, en parcourant rapidement ces pages, de souligner quelques noms d'un trait plus accentué, non point dans l'intention de soumettre

à revision les jugements portés avec une si haute compétence, mais pour les confirmer plutôt ou les compléter.

Dans la Philologie classique, A. Roersch, qui jouit maintenant de son honorariat dans la docte cité de Louvain, peuplée pour lui des ombres de nos grands humanistes du XVI<sup>e</sup> siècle, est tout à fait sur son domaine. Sous sa plume délicate et discrète, les énumérations elles-mêmes revêtent un charme particulier. Il enfle les noms comme des perles dans un collier. Il sait tout, assigne à chacun son rang et n'oublie que lui-même : omission réparée d'ailleurs par le chanoine de Vocht.

\* \* \*

Il est intéressant de noter que la longue léthargie dans laquelle languissent chez nous les Lettres antiques pendant les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, en pénible contraste avec l'activité de l'Allemagne, n'a pris fin qu'à partir de 1817, grâce à Guillaume I<sup>er</sup> de Hollande, créateur des trois universités d'Etat, et que la séparation de 1830 nous a fait retomber dans une longue période d'atonie, si bien que notre relèvement, préparé d'ailleurs par Roulez, Bormans et Bagnet, remonte seulement vers 1860. Nous avons payé cher cette indépendance nationale à laquelle Guillaume nous accula par sa têtue intransigeance, nous en avons pâti dans l'industrie et dans les sphères du savoir. Mais pourrait-on la payer assez cher?

Après cela quelle belle revanche! Formés à l'école des maîtres que je viens de citer, familiarisés par la connaissance de la langue avec les travaux allemands, quelques humanistes de vieille trempe entreprirent de donner aux études classiques une vigoureuse impulsion. C'étaient le Luxembourgeois Gantrelle, Louis Roersch et Pierre Willems de Maestricht, où florissaient les études, Wagener de Ruremonde, auxquels il est juste d'ajouter Alphonse Willems de Bruxelles, bon traducteur d'Aristophane, et le savant musicologue, Gevaert, le prodigieux autodidacte, originaire du petit village de Huysse. Trois noms émergent de cette période. *Gantrelle*,

auteur d'une grammaire latine sur laquelle ont sué plusieurs générations, car elle était solide mais abrupte, excellent éditeur de Tacite qu'il possédait à fond. Louis Roersch, dont la science de l'antiquité avait presque atteint l'universalité, qui pénétrait les auteurs latins et grecs jusque dans leur tréfonds et qui revêtait toute cette science d'une délicieuse bonhomie. Ce m'est une joie profonde de l'évoquer ici ce type achevé du vrai savant, du maître hors ligne et dont le cœur d'or valait l'intelligence. Pierre Willems, que nous plaçons familièrement dans l'Olympe à la tête des dieux sous le nom de Zeus. Son *Sénat romain* est resté un monument. Malgré la solennelle lenteur de son débit, les cours que j'ai suivis sur l'*Encyclopédie de la Philologie classique* et l'explication de Théophraste étaient merveilleux de clarté et d'intérêt. Cet homme-là hélas prématurément ravi à l'enseignement par ses excès de travail, par ses veilles prolongées sous l'excitation du café, se mouvait, dans l'antiquité comme chez lui, il en avait une connaissance intime et profonde.

Deux institutions, si on peut dire, ont largement contribué au relèvement des études classiques : la *Revue de l'instruction publique*, qui a disparu en 1914, et l'*Ecole normale des humanités*. Pourquoi a-t-on supprimé celle-ci, excellente pépinière de professeurs, d'où sont sortis tant de brillants élèves, devenus des maîtres éminents à leur tour voire d'illustres savants? Faut-il citer les Waltziny, les Parmentier, les De Moor, les Kugener, le grand Kurth?

Grave erreur de s'imaginer qu'on fait un bon professeur avec un docteur en philosophie et lettres, sans une préparation pédagogique. En ai-je connu de ces docteurs qui n'étaient que des phonographes assommants! L'enseignement est un art qui ne s'improvise pas et réserve ses secrets aux initiés.

\* \* \*

Tout le monde convient que la loi organique de 1890-91 sur l'enseignement supérieur, par la création des doctorats spéciaux en philosophie, philologie classique, romane, germanique, a donné un puissant essor à ces études. Rare exemple d'une législation bienfaisante en ces matières délicates où l'incompétence parlementaire s'est trop souvent cruellement signalée. Lorsque l'on se reporte avec A. Roersch à l'année 1914 pour mesurer les progrès accomplis depuis l'instauration de la loi de 1890, on est frappé de la fécondité des résultats, non moins que de la magnifique floraison d'œuvres philologiques que cette période a vu éclore. A ne citer que quelques travaux de tout premier plan, *Le Septième Siècle*, de Ceuleneer; *L'Histoire de la littérature latine jusqu'aux Antonins*, de Paul Thumas; *Le Recueil d'inscriptions grecques*, de Charles Michel; les volumes consacrés par Henri Francotte à l'industrie, aux finances, à la cité, au droit public de la Grèce; *Les Corporations professionnelles chez les Romains*, de Waltzing, et ses travaux sur Plaute, Tertullien, Minucius Félix; *Le Dictionnaire étymologique de la langue grecque*, d'Emile Boisacq; les vastes études de Franz Cumont sur les cultes orientaux, les mystères de Mithra; *Le Philostorge*, de Bidez, et ses études sur les philosophes grecs, en collaboration avec l'helléniste Parmentier et Franz Cumont : quel sujet de patriotique fierté! Il n'est pas une de ces œuvres, desquelles il est trop juste de ne pas séparer les publications des Bollandistes, notamment le *Synaxarium* de l'Eglise de Constantinople « travail d'Hercule » du P. Delehaye, pas une qui ne soit renommée à l'étranger et ne nous fasse grand honneur dans le monde savant.

Dans cette glorieuse récapitulation, A. Roersch n'a pas omis deux maîtres de Louvain auxquels notre enseignement libre est particulièrement redevable, le latiniste Edmond Remy, chanoine de Tournai, et François Collard, le vénéré patriarche de la pédagogie. Celui-ci était très fêru des Allemands et n'a cessé dans ses ouvrages de préconiser leur méthode. J'ai assisté à ses débuts un peu gênés par une timidité dont il s'affranchit graduellement par la suite pour devenir un entraîneur. Il faisait de mon temps, il y a quelque cinquante ans, un cours de littérature latine, qui était une grisaille et expliquait les auteurs grecs, les Olynthiennes de Démosthène, en filtrant les commentaires allemands avec clarté, mais avec une froideur glaciale qui aurait fait bondir les Athéniens.

Il eût été injuste de ne pas évoquer dans cette galerie des défenseurs des bonnes études appartenant à l'enseignement libre : le chanoine Féron, pédagogue jusqu'au bout des ongles et réglementateur à outrance; le chanoine Guillaume, doyen de Beauraing, notre Gaume belge, créateur de la *Collection des classiques chré-*

*tiens et païens*, que je crois, nous avons eu le tort de ne pas suivre — j'en bats ma coulpe le premier — car il avait ouvert une voie féconde qui aurait christianisé nos humanités. L'auteur ne passe pas sous silence l'abbé Krekelberg qui publia, avec Edmond Remy, le bon livre intitulé *Formes typiques d'argumentation dans l'éloquence latine*. Il eût fallu mettre en vedette aussi la *Grammaire latine* du P. Janssen, supérieure par l'ordonnance à celle de Gantrelle et noter la collaboration du P. Vandervorst au dictionnaire grec de Chassang.

\* \* \*

Il y a intérêt à faire ressortir la conclusion de ce remarquable exposé. Le bilan, dit l'auteur, se clôture par un brillant actif.

Depuis les cinquante dernières années, des Belges ont marqué dans toutes les disciplines, dans toutes les « provinces nouvelles » de ce vaste domaine de l'érudition classique. Nombreuses sont les productions de mérite, les œuvres de premier ordre ne sont pas rares. Il est clair qu'il faut faire place parmi ces dernières à l'*Histoire de l'humanisme belge*, publiée en 1910 par A. Roersch, digne héritier de la science paternelle. Que de gloires éteintes dans la poussière des bibliothèques, le sage investigateur a réveillées parmi nos humanistes de la Renaissance! Il n'est pas d'information plus sûre, plus précise ni de jugement plus éclairé. L'infatigable travailleur, qui n'a cessé d'enrichir le résultat de ses recherches et trouve aujourd'hui dans la retraite une plus ample liberté de les mener à bon terme, ne tardera pas sans doute à faire paraître un second volume impatientement attendu. Lui qui connaît Erasme comme personne, qui a compulsé sa copieuse correspondance, qui a découvert partout des traces de l'érasmeisme, nous doit aussi un grand Erasme, car l'*encômion* du baron Verbeke a tout simplement la valeur d'un panégyrique. Cet opportuniste raffiné, qui tantôt lance une flèche aux réformateurs et tantôt criblé de sarcasmes les moines, ce bel esprit qui exerce une sorte d'hégémonie dans le monde des lettres, ce prêtre, ami du martyr Thomas More, courtois par les prélats, mécènes de l'époque, recherché notamment par Erard de la Marck, prince-évêque de Liège qui le fête dans son fastueux château de Huy, ce prêtre dont la religion se confond avec l'humanisme, c'est une figure trop subtile pour être brossée de chic, elle demande à être nuancée avec une rare finesse, c'est dire que A. Roersch, de qui nous tenons déjà une charmante esquisse, est le portraitiste indiqué.

\* \* \*

En finissant son étude si compréhensive, l'auteur s'exprime ainsi : « Dans leurs descendants du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, nos grands hommes de la Renaissance ont trouvé de dignes héritiers de leur savoir, de leur zèle et de leur enthousiasme ».

Je me garderai bien de contredire une affirmation aussi autorisée et je l'enregistre avec une piété patriotique. Cependant se pose une inévitable question. Est-ce que la supériorité éclatante des maîtres se reflète dans celle des disciples? Est-ce que, correspondant à l'ascension de la philologie classique, qui marque la période 1890-1914, interrompue par la guerre et reprise avec une égale ferveur jusqu'à la date présente, est-ce que le niveau des études gréco-latines a monté dans la même proportion sur les bancs de nos collèges, athénées et petits séminaires?

Le fait patent est à l'opposé. On ne sait plus le latin et ne parlons pas du grec. Les humanistes de la période 1870 à 1890 étaient d'une autre force que ceux de la génération suivante. Il me souvient qu'en troisième notre professeur nous donnait des *ex-temporalia*, traduction improvisée en grec sur un texte latin dicté; que, en seconde, dans un exercice public académique le lundi de Pâques, au séminaire de Saint-Trond, plusieurs d'entre nous présentaient la traduction à livre ouvert des vingt-quatre chants de l'*Iliade* et émerveillaient un jury où se rencontraient, entre autres personnalités, M. Schollaert, père de l'ancien ministre, grand lettré; que nous écrivions couramment des *chries*, procédé d'amplification par les lieux communs de la rhétorique pour nous entraîner au discours latin, dans un latin où l'on se piquait d'élégance. Il me souvient que nous aimions à prier, à méditer sur la beauté grecque, soit dans le *Pieux hellénisme* de l'abbé Congnet, soit dans l'*Imitation de Jésus-Christ*, traduite par Georges Mayr et retouchée par Pion de Hersant, soit dans un délicieux mois de Marie tiré des plus belles pages des Pères grecs, notamment de saint Ephrem, à la louange de la Sainte Vierge. On s'était d'ailleurs familiarisé avec la grécité néo-testamentaire, dès la classe de sixième, par le charmant abrégé qu'avait publié Pierre

Kersten et qu'il avait enrichi d'un lexique remarquable pour l'époque.

La décadence n'a pas été conjurée par la supériorité des maîtres. Elle tient à des causes nombreuses qu'il n'y a pas lieu de rechercher ici. Elle se rattache à la crise des humanités tiraillées entre deux courants, l'utilitarisme scientifique et la culture générale, paralysées par l'énorme difficulté à concilier leurs exigences contradictoires.

C'est le problème qui passionne aujourd'hui beaucoup d'esprits et dont la solution n'est pas trouvée. L'occasion nous sera donnée de le discuter ici-même.

J. SCHYRGENS.

## La retraite des quatre mardis

La Société médicale belge de Saint-Luc a l'honneur de vous inviter à la **Retraite ouverte** pour les **Messieurs appartenant aux Carrières intellectuelles**, les mardis 6, 13, 20 et 27 janvier 1931, à 20 1/2 heures et à la Messe de clôture, avec allocation, le dimanche 1<sup>er</sup> février, à 7 1/2 heures.

La Retraite se donnera, 11, rue Brialmont, porte de Schaerbeek, à Bruxelles. Orateur :

### Monsieur l'Abbé Jacques Leclercq

docteur en droit et en philosophie, professeur à la Faculté de philosophie et lettres de l'Institut Saint-Louis.

#### Sujet : La doctrine chrétienne de l'Amour

Le président : D<sup>r</sup> Wibos, 306, avenue Louise.

La Retraite est réservée aux Messieurs.

## FRANCE

### Joffre, sauveur de la Patrie

*Parmi les innombrables articles écrits à l'occasion de la mort du maréchal Joffre, il en est un qui mérite une mention à part. Il émane de celui qui a vécu longtemps aux côtés même du disparu, M. Jean de Pierrejeu, rédacteur du communiqué au Grand Quartier Général. Il trace du grand homme de guerre un portrait admirable. Nos lecteurs nous sauront gré de le reproduire ici. Il a paru dans le dernier numéro de la Revue universelle :*

Entre tous les chefs éminents qui nous ont valu la victoire, le maréchal Joffre est incontestablement celui qui sollicite le plus notre intérêt. Sa nature silencieuse l'a éloigné des confidences et personne ne s'est encore déclaré qui fût à même de nous rapporter autre chose que d'insignifiants propos, d'une brièveté déconcertante. Dans sa longue et brillante carrière, au cours de laquelle il a occupé avec honneur tous les grades et toutes les fonctions de la hiérarchie jusqu'à la plus élevée qui fit de lui, en 1914, le généralissime de nos armées, Joffre n'a laissé, autant que je sache, ni livre, ni plaquette, ni recueil de cours ou de conférences. Professeur, il n'a pas laissé dans le souvenir d'élèves attentifs le reflet de ses idées et de ses doctrines. Il existe, il est vrai, ses états de services, soit aux colonies, soit à l'intérieur, où l'on ne peut découvrir que de l'excellent, sans qu'aucune fausse note vienne les déparer. Mais il n'y a là que la matière de jugements objectifs, déterminés par une procédure d'avancement qui ne s'attache pas à découvrir les aspects profonds, le caractère original de l'individu. Beaucoup d'officiers qui n'eurent ni la carrière de Joffre, ni son éclatant destin, peuvent se flatter d'avoir obtenu avant la guerre des notes au moins aussi élogieuses que le vainqueur de la Marne.

Au lendemain de sa mort, alors que la France tout entière a rendu au grand chef disparu l'hommage de la reconnaissance et de l'admiration qui lui sont dues, l'occasion est propice pour tenter d'éclairer le génie de Joffre et les raisons profondes du rôle immortel qu'il a joué.

Quand je revois, par le souvenir, le grand chef qui lisait mot par mot, avec lenteur, au soir le plus tragique de Verdun, un communiqué entre tous difficile à établir, sans qu'un pli de son visage trahit la moindre impression, je suis frappé par le caractère léonin de ce puissant visage. De cette massive figure rubiconde,

d'ordinaire paternelle et il faut dire bonasse, émanait ce soir-là une sérénité formidable que le pli entre les sourcils broussailleux, d'une blancheur de neige, marquait d'entêtement et de dureté. Mais, contraste saisissant, le regard, d'un bleu tendre et pur, semblait un regard d'enfant. Tout autour de lui, des officiers silencieux, mais qu'on devine fiévreux, les nerfs tendus, reçoivent de cet homme assis une impression de force et de certitude qui maîtrise en eux le bouillonnement de l'angoisse.

Ce soir-là, Joffre dit quelques mots, des mots humbles et terre à terre, à sa coutume, comme il en sort de la bouche des paysans, des mots que son accent méridional et sa prononciation lente, un peu embarrassée rendaient plus simples encore.

Il y a là bien des éléments complexes et à vrai dire contradictoires.

Ainsi, dans Joffre, existait d'abord, comme assise fondamentale de sa nature, une autorité de la qualité la plus haute, autorité qui jaillit d'un colosse de pierre, d'une tour, d'un fort cuirassé ! La masse de son corps, sa haute stature, sa puissante tête vissée sur les lourdes épaules y contribuaient autant que le calme redoutable du visage. Et ce calme était le signe d'une maîtrise de soi incomparable, d'une placidité effective et naturelle, et d'une imperméabilité totale à l'émotion extérieure.

Voilà l'homme que le destin compatissant a donné, à l'heure fatidique, à cette nation française qui possède parmi elle, non seulement dans son élite, mais dans ses classes populaires, tant d'hommes nerveux, brillants, impulsifs, gouailleurs et naïfs, bavards et indisciplinés. Ce te conjunction contenait déjà la promesse de la victoire.

La masse ne s'y trompa point. Dès la mobilisation, j'entendis cette opinion exprimée par des employés, des mécanos, des commerçants. Joffre donnait confiance, et l'on ne savait rien de lui. Le poids de son corps et de son autorité morale, éprouvée intensément par la foule mobilisée, engendrait déjà, entre tous les indispensables qui contribuent à la victoire, le plus actif, le plus virulent. Le surnom de Grand-Père, qui lui fut donné tout de suite par les soldats, en est la preuve. Dans le peuple, le Grand-Père incarne l'autorité qu'on ne discute pas, qui n'a pas besoin de sévir, c'est l'autorité née du respect et qu'on aime.

Mais sur les cadres de l'état-major et de la troupe cette autorité, affirmée par trois années d'exercice du commandement, pesait de tout son poids. Il convient ici de la commenter plus en détail cette autorité si surprenante en ses modalités.

Joffre, nommé chef d'état-major général, puis vice-président du Conseil supérieur de la guerre et comme tel généralissime désigné en cas de conflit armé, apparaît au grand état-major qui sait à quoi s'en tenir, comme l'incarnation de la puissance politique des Comités républicains. Mais à aucun degré, ce silencieux obstiné qui a de magnifiques états de services, tous les titres réguliers, qui a passé par toutes les formations d'état-major, n'est un officier politicien.

Double raison, pour lui assurer sur les cadres militaires, si naïvement impressionnés par le pouvoir politique, une sorte de prestige, fait de crainte obscure et d'estime véritable. L'estime aussitôt se précise, puis s'installe définitivement parmi ce haut personnel. Joffre, il faut s'en souvenir, déclara quand il fut présenté pour le poste suprême : « J'accepte, à condition que Castelnau soit mon chef d'état-major ».

Et de qui s'entoure-t-il ? Des brevetés les plus en vue, prosélytes ardents d'une doctrine nouvelle, qui n'étaient que le reflet d'un esprit traditionnel, cet esprit qu'on nomme réactionnaire, en vocabulaire politicien.

Qu'on le veuille ou non, qu'on s'en indigne ou qu'on s'en félicite, le milieu de l'état-major général, par l'origine, la formation de la plupart de ses membres, s'avérait un milieu conservateur, bien pensant, imprégné d'un esprit de famille, parmi lesquels les officiers de la formation de Joffre n'étaient pas des isolés, subis, mais non admis.

Si quelque chose peut nous convaincre que l'autorité est le caractère fondamental de Joffre, c'est cette constatation qu'étant le chef, il prit soin, aussitôt, d'épouser l'armée — j'entends les cadres supérieurs, l'armature de commandement — comme Henri IV épousa la France, en acceptant les idées et la foi régnautes, sans d'ailleurs avoir besoin d'abjurer. Ainsi, il ne fut pas le chef extérieur ; il fut le chef incorporé, admis, vite aimé et passionnément entouré de dévouement.

Voilà un trait de génie incontestable, un trait de génie politique,

mieux, un trait de chef d'Etat, et ne s'agit-il pas, en vérité, d'un Etat dans l'Etat, à qui le salut de la France est lié?

Et cela, il le fit sciemment, par nécessité de chef qui veut posséder le pouvoir, et peut-être aussi par une connaissance profonde des hommes qui lui faisait préférer, aux officiers de sa couleur politique, des hommes passionnés de leur métier, ayant sur les nécessités de la guerre la foi du charbonnier, et, quant aux relations politiques, totalement démunis; des hommes qui, de ce fait, seraient à lui, entièrement, rien qu'à lui, parce qu'il serait leur repart contre la brigue et la cabale parlementaires.

Pour s'élever à ces vues profondes, nul besoin d'invoquer la grandeur d'âme ou le coup d'œil d'aigle du génie; bien plutôt chez Joffre c'était l'effet d'un sens manœuvrier, instinctif, d'une finesse très aiguë, d'un homme qui sait à fond les dessous de l'armée. Au reste, Joffre a grandi sous le second Empire, les Pères de l'Oratoire ont formé ses premières pensées. Le républicain sincère n'était point entiché de sectarisme.

Il était devenu le centre vital, le nœud de l'état-major. Toutes les mesures qu'il exigeait accentuaient sa domination, supprimaient les pouvoirs divergents. Son entourage l'y poussait par nécessité doctrinale; et cela plaisait à son ambition non apparente, mais très profonde. Il était étrangement personnel et tyrannique, et jaloux de son pouvoir. Jamais il n'a reporté sur quiconque la moindre part de sa gloire. Lui, lui tout seul.

Au jour de la mobilisation, il était le maître unique, rien n'échappait à ses ordres. Et quoi qu'il lui advint de faire de ce pouvoir autocratique, celui-ci constituait un facteur de succès indéniable, le principal facteur. Car la machine était montée dans les moindres détails, les rouages en état, le personnel directeur « fin prêt ».

Une si vaste guerre exigeait, en effet, une puissante organisation d'état-major. On l'avait machinée à la manière de Berlin; c'était la bonne méthode. Joffre, en haut, planait, la main sur le levier de commande. A ses côtés, on triturait la matière des ordres, il n'avait qu'à formuler la décision; sa part réelle était le oui ou le non qui choisit. Il se tenait strictement à ce rôle, par goût et par confiance illimitée en cette organisation d'état-major, car il était d'esprit orthodoxe: il croyait au règlement, il y avait foi. Entre un Gallieni et lui, par exemple, il y avait un abîme. Quand la bureaucratie fonctionne à plein, avec en haut le responsable, qui décide et tranche nettement, c'est une force incomparable.

Et Joffre l'a démontré de façon irréfutable. Après Charleroi, quand la défaite, les folles dépenses de bravoure, les erreurs de tactique, l'imprévu d'une situation nouvelle, exigèrent le bouleversement total de nos plans, sa décision trancha et fut assez puissante pour provoquer sur quatre cents kilomètres le décrochage immédiat de ces masses combattantes et la retraite stratégique accélérée. Sa maîtrise de soi, sa confiance imperturbable, son calme souverain permirent d'assigner à cette retraite, maintenant agressive et ponctuée de contre-attaques commandées, un champ si vaste, si lointain, qu'on en demeure aujourd'hui effrayé.

Son autorité physique et morale, il l'exerçait pendant la retraite

par sa présence effective, dans tous les états-majors, et, chose émouvante, il la communiquait non par des paroles, mais par son silence approbateur ou hostile, son aspect impassible, le calme rassurant et vraiment formidable de son visage et de sa démarche tranquille et pesante. Mais, après son passage, la faulx des exécutions tranchait impitoyablement les têtes faibles ou inquiètes, et l'on sentait passer la justice du Chef suprême.

Ici, il convient de se le demander: ce pouvoir de décision et de choix, comment se formait-il en Joffre? De quelles profondeurs montait-il?

Ce polytechnicien, ce technicien des armes savantes, demandait-il à sa science, à ses connaissances intellectuelles, l'information pour se décider? Je n'en crois rien. Et c'est là que git le miracle, à mon avis, la source jaillissante du génie qui le rend inégalable, et qui en a fait, à l'heure décisive, l'homme prédestiné pour sauver la patrie.

Souvenez-vous de son regard bleu ingénu, de ses yeux d'enfant, au soir tragique de Verdun? Quand on veut saisir en lui son originalité intellectuelle, la marque de son esprit, le tour personnel de ses idées, on ne trouve rien. Sa culture d'officier et de chef ne porte pas de fruits sur le plan intellectuel, semble-t-il. De son vocabulaire, il rejette tout technicité; cette syntaxe savante, forgée par l'étude, qu'on remarque dans la bouche de tous les doctes, il l'a oubliée. Jamais il n'en use.

Il parle péniblement, en phrases simples, terre à terre, comme un paysan, un homme du peuple. Et cette élocution même ne trahit-elle pas la forme de sa pensée?

Ce qu'on saisit, en lui, ce qui est tangible et singulièrement présent, c'est la race et le terroir, les dons collectifs d'une souche populaire, remarquablement saine et vivace; la finesse, aiguës de causticité, la ténacité, la prudence, le bon sens. Toute sa culture a fécondé, affermi, renforcé sa nature morale, son caractère solide de paysan, son bon sens de rural, sans les déformer le moins du monde. Il est de plain-pied avec la réalité toute nue, les systèmes, les doctrines ne la lui masquent point. Il a réduit ainsi à un problème d'une simplicité incroyable, la complexité de la situation militaire à quoi il devait faire face.

De la sorte, la tête libre, il a pu, sans s'émouvoir, prendre tout son temps, tandis que l'état-major mettait en fugues savantes l'idée simple et grandiose.

Et c'est dans le même état de simplicité stupéfiante, très difficile à concevoir pour des lettrés, qu'il écouta au téléphone l'appel de Gallieni, illuminé, impérieux, pressant, tout bouillonnant de conviction, qu'il l'écouta paisiblement, prit le temps nécessaire d'entendre les avis et, sans hâte, sans inquiétude décida: qu'on se battrait sur la Marne.

Le génie de Joffre, ce qui l'apparente aux vainqueurs miraculeux, à ces sortes de magiciens jaillis du sol national, ces inspirés qui livrent la bataille du salut à l'heure suprême du plus grand péril, c'est qu'en lui, par un prodige de la race, le polytechnicien aux assises de science et de calcul s'effaça pour laisser agir l'immortel paysan de France.

## Caisse Hypothécaire Anversoise

Société Anonyme — Fondée en 1881 — Registre du Commerce d'Anvers n° 1188

CAPITAL : frs. 40.000.000

RESERVES : frs. 56.302.943,41

FONDS SOCIAL : frs 96.302.943,41

Siège Social :

ANVERS, rue des Tanneurs, 35

Tél. N° 302.30-302.01

Siège de Bruxelles

44, Boulevard du Régent, 44

Tél. N° 12 44 97 - 12 84 64

SUCOURSALE DE LIÈGE : Boulev. d'Avroy, 40 - Tél. 29.101

PRÊTS SUR IMMEUBLES ET POUR BATIR

Obligations Foncières

Caisse d'Épargne Intérêts 3.60 % : 5 % et 5.50 %

Agences dans les villes et les principales communes du Pays

LOCATION DE COFFRES-FORTS

672

## SOCIÉTÉ HOLLANDAISE DE BANQUE

SOCIÉTÉ ANONYME BELGE

Siège social : 46-48, rue des Colonies, Bruxelles

Filiale de la Banque Jordaans & Co, Paris

Toutes opérations de banque; comptes courants et de dépôts; achat et vente de chèques sur tous pays et monnaies étrangères; achat de coupons, gérance de fortunes, garde de titres, vérification de tirages, ordres de bourses sur toutes places; renseignements sur toute valeur belge ou étrangère. Spécialité en valeurs hollandaises, américaines et canadiennes. Derniers renseignements sur valeurs françaises

Taux d'intérêt actuel en compte à préavis: 4 pour cent.

670.